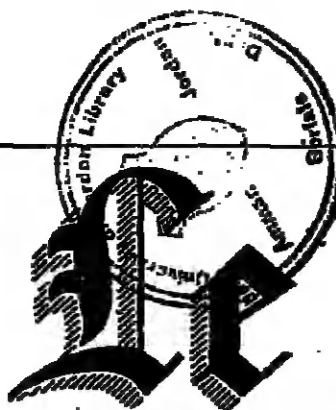


Gabriel Garcia Marquez
prix Nobel
de littérature

LIBRE PAGE 40



Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Le Monde

Directeur: André Laurens

3,50 F

Abonnements: 200 F/an (France), 250 F/an (étranger).
Publicité: 100 F/ligne (France), 120 F/ligne (étranger).
Télégrammes: 246-72-23

Le déficit extérieur

Le gouvernement se donne deux ans

Le constat

L'équilibre extérieur préserve l'indépendance nationale. Des pays, comme la Grande-Bretagne ou l'Italie, se firent l'expérience contraire, obligés qu'ils furent d'emprunter et de se soumettre au Fonds monétaire international. La France n'est pas réduite, pour l'instant, à cette extrémité, mais, pour avoir subi les règles du jeu, il lui faut maintenant tenter d'obtenir, dans le cadre de négociations bilatérales, un réajustement des échanges.

Il s'agit là d'un grave avertissement de faiblesse, puisque cela doit contraindre le fonctionnement normal du commerce international, faute d'en tirer profit. La France n'est pas dans la position des États-Unis, qui ont pu imposer au Japon une modification « volontaire » de ses exportations. Ne pouvant pratiquer une politique de force, elle en est réduite à compter sur la compréhension de ses partenaires.

L'ouverture de négociations avec des pays comme l'Allemagne fédérale, les États-Unis, le Japon ou l'U.R.S.S., envers lesquels les déficits se creusent, traduit aussi le retour à un certain libéralisme, après la fermeture des échanges. A un mois de l'ouverture à Genève de la session ministérielle du G.A.T.T. (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), la France, en déclinant à l'égard du traité, peut d'ores et déjà faire figure d'accusée. En première page de ses éditions de jeudi, le « Financial Times », qui avait déjà, le 19 octobre, ragé au même rendu l'or de la Banque de France, évoque, à propos des mesures françaises de redressement commercial, les craintes d'un renouveau du protectionnisme.

Les mesures annoncées à l'issue du conseil des ministres du 20 octobre, sans être à la dimension du mal, vont, il est vrai, se traduire par un renforcement des contrôles des douanes et des changes qui constituent une des formes subtiles du protectionnisme. Mais chaque pays pratique ce genre de parade, et il est très difficile, sinon impossible, d'établir un classement des infractions à un « libre-échange qui fut d'ailleurs toujours plus rêvé que vécu.

Le risque est d'une accélération à travers le monde de ces pratiques dangereuses, tous les gouvernements pouvant justifier leurs agissements par d'apparentes bonnes raisons. En France, on a avancé en vrac toutes sortes d'explications à la dégradation du commerce extérieur. Les unes sont conjoncturelles, comme la hausse du dollar ou l'aggravation de la récession mondiale. Les autres structurelles, comme l'adaptation de l'appareil de production, pour ne pas parler des mauvaises habitudes du secteur public et du comportement peu civique des « rancés », auxquels il est reproché à demi-mot de trop acheter étranger. Cette énumération n'apparaît pas très originale, et il est bien tard pour la faire.

La contrainte extérieure, si elle ne doit pas être transformée en fatalité, constitue une réalité. Entre l'abandon au grand large et le repli sur le territoire, chaque pays doit trouver les voies propres de son destin. Un tel choix implique à l'évidence une grande lucidité. Mais le déficit extérieur serait-il, comme la marée, d'autant plus surprenant qu'il était prévisible ?

pour rétablir l'équilibre

Les mauvais résultats du commerce extérieur du mois de septembre ont amené le gouvernement à prendre une série de mesures afin d'enrayer le déficit de nos échanges.

Ces mesures concernent à la fois les exportations, avec notamment un allègement des taxes pour les entreprises qui vendent à l'étranger, et les importations.

Sans être protectionnistes, les décisions prises sur ce dernier point tendent à réduire la pénétration des produits étrangers en imposant quelques règles élémentaires, telles que la mention du pays d'origine, ou la rédaction en français pour les documents d'accompagnement des marchandises passant en douane.

Ces décisions ponctuelles s'inscrivent dans une politique d'ensemble pour peser sur les coûts de production et réguler la consommation.

Tout en reconnaissant que le déficit avec ses principaux partenaires allait s'aggraver dans les mois qui viennent, M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, a affirmé mercredi, devant l'Assemblée nationale, que la France « peut espérer rétablir son équilibre » en 1983.

(Lire pages 38-39, notre dossier sur le commerce extérieur.)

Dans « Le Monde des livres »

● LE CENTENAIRE DE GOBINEAU : MALDONNE SUR UNE ŒUVRE POURTANT CONSIDÉRABLE.
(Lire page 25 les articles de Jean Gaudin et Jacques Cellard.)

● ROLAND BARTHES PLUS GRAND MORT QUE VIVANT ?
(Lire page 19 l'article de Michel Contat.)

Octave Mannoni Ça n'empêche pas d'exister



Un livre de sagesse qui désigne le psychanalyste comme un homme d'expérience et reconnaît cette expérience comme essentielle pour la théorie.

Seuil

La France et l'Europe des Dix

• LE SOMMET DE BONN

La rencontre franco-allemande est dominée par les problèmes concernant l'économie et la sécurité

M. Mitterrand ouvre à Bonn, ce jeudi 21 octobre, avec le chancelier Helmut Kohl une nouvelle rencontre franco-allemande au sommet, la seconde qu'il a avec le nouveau chef du gouvernement de Bonn depuis la visite à Paris de M. Kohl, le 4 octobre, et la quarantième qui se tient entre les responsables suprêmes des deux pays dans le cadre du traité franco-allemand, dont le vingtième anniversaire sera célébré en janvier prochain.

Le président de la République est accompagné de M. Mauroy, premier ministre, et de sept membres du gouvernement : MM. Jobert (commerce extérieur), Chevènement (industrie et recherche), Bérégovoy (affaires sociales), Hornu (défense), Chirac (affaires étrangères), Delors (économie et finances) et Chandonnagor (affaires européennes).

En dehors des problèmes économiques, les questions de sécurité et de défense tiendront une large place dans les entretiens. Jeudi, la Banque centrale d'Allemagne a décidé de baisser le taux de l'escompte d'un point, le ramenant ainsi à 6 %.

(Lire page 40.)

De notre envoyé spécial

Bonn. — Cette rencontre entre le chef de l'État français et le nouveau chancelier ouest-allemand est déjà la seconde. Si elle est officiellement investie, M. Kohl était en effet rendu à l'Élysée pour s'y entretenir, durant toute une soirée avec le chef de l'État (le Monde des 5 et 6 octobre). On s'était d'ailleurs montré sensible, à Paris, à ce geste courtois, symbolique. Et l'on avait voulu voir, indépendamment du contenu des entretiens, le signe que les rapports avec Bonn ne

devraient pas être trop affectés par le changement politique opéré en R.F.A.

Cette nouvelle entrevue est cependant la première grande occasion, pour le gouvernement français, de prendre la mesure des intentions et des orientations du nouveau cabinet ouest-allemand, dans des domaines aussi importants que la monnaie, la construction européenne, la défense.

BERNARD BRIGOLEUX.
(Lire la suite page 4.)

• LE TERRORISME

Paris va proposer la création d'un tribunal communautaire

M. Badinter proposera, lundi 25 octobre, aux ministres de la justice des pays membres de la Communauté, réunis à Luxembourg, la création d'un tribunal communautaire chargé de juger les auteurs d'attentats et, de manière plus générale, les malfaiteurs coupables de crimes organisés. Ce tribunal serait saisi lorsque les juridictions nationales sont incompétentes et lorsqu'un État refuse d'extrader un étranger réclamé par un pays tiers.

M. Badinter doit aussi proposer la mise au point d'une convention d'extradition dans les Dix et qui respecterait les principes du droit d'asile auxquels le gouvernement français reste attaché.

Cette initiative intervient alors que la chambre d'accusation de Paris a donné, mercredi, un avis favorable à l'extradition de deux Italiens, M. Oreste Scalzone et Mlle Anna Grazia Barbierato (lire page 16 l'article de Joysane Savignone).

L'impression prévaut, cependant, que le gouvernement s'opposera à cette extradition, ce refus étant en quelque sorte « compensé » par les initiatives diplomatiques que la France s'apprête à prendre.

La situation inconfortable dans laquelle l'affaire Scalzone-Barbierato place le gouvernement français pourrait trouver, lundi, à Luxembourg, un début de solution politique. Ce jour-là, le ministre de la justice, M. Badinter, doit présenter à ses collègues des pays membres de la Communauté les grandes lignes d'un nouveau projet français d'espace judiciaire européen.

L'expression « espace judiciaire » est, cependant, résumée par M. Badinter, ce nouveau plan n'ayant qu'un lointain rapport avec le projet mort-né d'espace judiciaire que MM. Giscard d'Estaing

et Peyrefitte avaient tenté de faire prévaloir.

Prenez le relais, M. Mitterrand avait suscité une certaine perplexité, lors de son intervention télévisée après les attentats du mois d'août, en déclarant que le gouvernement français était favorable à la création d'un tribunal européen chargé de juger les auteurs d'attentats et de crimes. Cette idée, qui n'a que des précédents lointains, n'avait jamais été vraiment discutée à gauche, et son annonce inopinée avait surpris M. Badinter lui-même.

L'étonnement fut plus grand encore le lendemain lorsque le communiqué du conseil des ministres fit état d'un tribunal européen chargé non plus de juger les auteurs de sang, mais de se prononcer sur les demandes d'extradition, ce qui est tout différent.

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 16.)

LES ÉLECTIONS ESPAGNOLES DU 28 OCTOBRE

Nationalistes contre socialistes en Catalogne

A une semaine des élections législatives espagnoles, les socialistes restent toujours favoris dans les sondages. Les différents partis mènent une campagne hantée par la menace d'un complot militaire : tous les fils du putsch éventuel du 2 octobre n'ont pas encore été dénoués.

Tandis qu'au Pays basque les séparatistes de l'ETA accentuent leur pression en multi-

pliant les attentats (une vingtaine ont été commis dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 octobre, faisant deux blessés et des dégâts matériels importants), en Catalogne, où aucun incident sérieux n'est signalé, les nationalistes se demandent avec inquiétude si le parti socialiste au pouvoir ne serait pas plus « centraliste » que l'équipe de centre-droite actuellement en place.

Dispute de nouveau allouée depuis que socialistes et centristes ont conclu un pacte parlementaire à Madrid, en 1981, pour adopter la loi dite d'harmonisation des autonomies (la LOAPA) : dans l'espoir, selon les Catalans et les Basques, de « calmer les ardeurs » après la tentative de putsch du 23 février 1981 et qui aboutit en fait, selon eux, à réduire fortement sinon même à mettre fin aux promesses de l'Espagne des régions.

Apparemment, la Catalogne et le catalanisme sont pourtant bien vivants dans la rue, dans les entreprises, dans les écoles, à l'université.

(Lire la suite page 3.)

De notre envoyé spécial

MARCEL NIEDERGANG

M. Jordi Pujol, président paisible du gouvernement autonome catalan, l'ennemi numéro un aux élections législatives du 28 octobre, s'est bien sûr, M. Felipe Gonzalez, leader du parti socialiste ouvrier, dont le portrait géant s'affiche avec insistance sur tous les murs de Barcelone.

« Personne, ni à gauche ni à droite, ne possède la solution idéale », affirme le leader du parti Convergència i Unió, porte-drapeau d'un nationalisme catalan très mais raisonnable.

« Ni en Catalogne, ni en Espagne, ni dans les autres pays occidentaux », ajoute-t-il. On le voit bien aux récents bouleversements électoraux de sens contraire en Europe. La crise est trop générale et trop grave.

Il énumère quelques-unes de ses craintes en cas de victoire socialiste : les amis de M. Felipe Gonzalez, dit-il, seront tentés de bouleverser profondément l'appareil de l'État pour le terrain et d'exercer des pressions dangereuses pour la liberté d'expression sur les médias et la télévision. Il les juge en outre, sans trop vouloir préciser cette critique, « trop prêts pour dénoncer la corruption ».

Mais sa principale inquiétude, celle qui le tarabuste depuis qu'il est à la tête de la Généralité, c'est que le statut d'autonomie de la Catalogne soit remis en question. Vieille querelle historique entre la Castille centraliste et la Catalogne périphérique, poncée de multiples compromis et de rup-

TROYES ET L'ART MODERNE

Le choix de Pierre Lévy

M. Mitterrand, accompagné de M. Jack Lang, ministre de la culture, a inauguré, mercredi 20 octobre, le nouveau musée d'art moderne de Troyes, dont les collections sont constituées par la donation Pierre et Denise Lévy.

On sait combien les musées sont redevables aux collectionneurs. Napoléon, ils étaient siers de voir le fruit de leur vie d'artiste finir dans le grand caravansérail du Louvre. Aujourd'hui, beaucoup préfèrent donner aux musées de province, tant par patriotisme local que pour sauvegarder la singularité de leurs collections. Ainsi en va-t-il de la collection Masur, près de Lille, connue de la collection Pierre Lévy, à Troyes, deux industriels du textile dont les donations servent la décentralisation culturelle.

Pour sa part, Pierre Lévy s'acquiesce d'une dette envers une ville où il a trouvé le bonheur et la fortune. Avant d'être marchand d'art habilement, il est devenu un magnat de la maille et un collectionneur

prolifère comme on en compte peu en France. De nos jours, aucune communauté locale ne serait en mesure de créer un tel musée (trois cent trente-huit tableaux, mille deux cents dessins, cent sculptures...), à supposer qu'elle ait les moyens financiers, car bien des œuvres réunies sont devenues introuvables sur le marché. La ville de Troyes n'a donc pas hésité, au nom de l'animation culturelle, à restaurer l'ancien palais des évêques, coût : 55 millions de francs (l'État ayant participé pour 55 % de cette somme).

La collection, évaluée à 130 millions, il y a quelques années, a, en fait, été constituée avec plus de patience que d'argent.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 32.)

مكتبات الأمل

Le Monde

idées

L'« empire Hersant », la justice et la loi

La liberté de la presse

Le débat sur la liberté de la presse est réactualisé alors que se multiplient les inculpations de responsables du groupe Hersant. Denis Perier-Daville estime que si l'existence de cet « empire » était légitimée par la justice, l'œuvre de la Libération en matière de presse serait anéantie. De son côté, Alain Madelin dénonce ce qu'il appelle les grandes manœuvres du pouvoir socialiste pour contrôler l'information.

L'ORDONNANCE du 26 août 1944 pose une première règle : celui qui possède le pouvoir financier doit être le directeur responsable de la publication. Le législateur a voulu que soit assurée la transparence de la propriété et des ressources financières de l'entreprise de presse. Aussi a-t-il tenu à ce que le propriétaire réel, celui qui a l'argent, soit le responsable juridique du journal et ne puisse se dissimuler dans l'ombre. On a voulu également mettre fin aux abus existant avant la seconde guerre mondiale, lorsque le journal avait à sa tête un gérant qui n'était pas le véritable propriétaire, mais un « homme de paille » responsable pénalement de ce qui était publié, qu'on appelait pour cela le « procureur à la prison ».

Cette même ordonnance pose une autre règle essentielle : on ne peut être directeur de plus d'un quotidien. Etant donné que ce directeur doit être obligatoirement la personne possédant la majorité du capital, une concentration de quotidiens dans une même main se trouve prohibée.

Troisième règle : l'utilisation de prête-nom dans les sociétés commerciales de droit commun n'est pas une infraction pénale. C'est, en revanche, un délit puni de peines sévères lorsqu'il s'agit d'entreprises de presse. Cela parce que cette pratique illicite a pour objectif de tourner une disposition essentielle de la loi (l'interdiction de posséder plusieurs quotidiens).

Quel peut être le propriétaire d'un quotidien ? Ce peut être un particulier, une association, une société commerciale, un parti politique... Mais cette diversité constitue une hypothèse d'écoulement. Dans la plupart des cas, le quotidien appartient à une société anonyme ou à une S.A.R.L. En vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 26 août 1944, le directeur de la publication doit, dans une société, obligatoirement être l'actionnaire possédant la majorité des actions.

Quels peuvent être les actionnaires d'une société de presse ? Ce sont habituellement des personnes physiques. Mais il peut se faire que, parmi les actionnaires de la société éditrice, se trouve une autre société. Si cette société est actionnaire majoritaire de la première société éditrice, en vertu de l'article 7, elle doit obligatoirement être directrice de la publication, ce poste étant tenu par un mandataire légal qui, selon

ce même article, ne peut être que son P.-D. G.

Quelle est maintenant, à la lumière de ces explications, la situation du Figaro ?

Ce journal est édité par la Société anonyme du Figaro - dont la majorité du capital appartient à une autre société, la Socpresse, dont M. Robert Hersant est quasiment l'unique actionnaire, et, par conséquent, le président.

Le point de vue des syndicats

En tant que président de la Socpresse, actionnaire majoritaire de la Société du Figaro, M. Hersant devrait donc être directeur de la publication. A la suite de l'achat du Figaro par M. Hersant en 1975, ce dernier a d'ailleurs été durant quatre années président-directeur général de la Société du Figaro et directeur de la publication. Ce qui n'est plus le cas depuis la fin de 1979, ce poste étant désormais occupé par M. André Audinot.

Les syndicats de journalistes considèrent que le poste de directeur de la publication du Figaro doit, en vertu de la loi, être occupé par M. Robert Hersant et que, en conséquence, M. Audinot joue le rôle de prête-nom de M. Hersant.

De plus, déclarent ces syndicats, M. Hersant ne peut être propriétaire et directeur d'un seul quotidien. Or il en possède, par le canal de la Socpresse, une douzaine.

Aussi les syndicats de journalistes ont-ils déposé en 1977 une plainte contre Hersant et autres, qui a abouti le 29 septembre 1978 à l'inculpation de M. Robert Hersant, ainsi que de quelques comparses, et, le 20 septembre 1982, à celle de M. Audinot, le parquet s'étant toujours associé aux poursuites.

Quelle est la défense de M. Robert Hersant ? Si l'étais personnellement propriétaire des actions de la société du Figaro, dit-il, les journalistes auraient raison. Je devrais obligatoirement, en vertu de l'article 7 de l'ordonnance, être directeur de la publication, et je ne pourrais être directeur d'un autre quotidien. Mais ce n'est pas moi qui suis propriétaire du Figaro : c'est la Socpresse. Il se trouve que je suis le P.-D. G. et unique propriétaire de cette société. Mais peu importe. Ce n'est pas moi mais la Socpresse qui est actionnaire majoritaire dans la société du Figaro.

par DENIS PERIER-DAVILLE (*)

Le Figaro appartient à une société, c'est-à-dire une personne morale, mais non à un particulier, à une personne physique.

Or les personnes morales ne sont pas visées par l'article 7 qui ne concerne que des personnes physiques. Il convient donc, pour savoir qui peut être directeur de la publication, de se reporter au droit commun des sociétés commerciales.

Une société actionnaire majoritaire dans une autre société a toute liberté pour désigner son représentant au conseil d'administration de cette dernière société.

Ce représentant peut parfaitement, selon le droit commun, être un modeste actionnaire de la société propriétaire, ce qui est le cas de M. Audinot, qui possède 25 actions sur les quelque 86 000 constituant le capital de la Socpresse.

Le conseil d'administration du Figaro a désigné comme président M. André Audinot, qui se trouve par conséquent à ce titre directeur de la publication.

Bref, M. Hersant, personne physique, actionnaire majoritaire du Figaro, devrait obligatoirement être directeur du Figaro. Mais M. Hersant, P.-D.G., propriétaire unique de la personne morale Socpresse, elle-même actionnaire majoritaire de la société du Figaro, ne serait pas visé par la loi. Telle est la thèse soutenue par l'intéressé.

Personne physique et personne morale

Les arguments développés en ce sens par ses conseils sont essentiellement les suivants :

L'article 7 dit : « Lorsque la majorité du capital de l'entreprise publiant un quotidien ou un hebdomadaire appartient à une même personne, celle-ci sera obligatoirement directeur de la publication. » La loi ne précise pas s'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale. Or, dans notre législation et notre vocabulaire juridique, ce mot « personne » peut courir et désigner une personne physique, à l'exclusion des sociétés, toujours dénommées « personnes morales ».

L'ordonnance du 26 août 1944 constitue un texte pénal et doit par

conséquent s'interpréter restrictivement pour ne pas ajouter à la loi. Le directeur de la publication doit, en vertu de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, être majeur, jouir de ses droits civils, ne pas être privé de ses droits civiques. Seule une personne physique, un être ayant une existence corporelle, est en mesure de remplir ces conditions.

Que valent ces arguments ? Tout le débat tourne par conséquent autour de la distinction entre « personne physique » et « personne morale ».

Peut-on soutenir que le mot « personne » - tout court - signifie « personne physique » à l'exclusion de « personne morale » ?

Si l'on ouvre le *Vocabulaire juridique* de Hent Capitant, qui fait autorité en la matière, on peut lire les définitions suivantes : « Personne : être auquel est reconnue la capacité d'être sujet de droit ». « Personnalité morale : aptitude reconnue à un groupement ou à un établissement institué par l'Etat ou à un particulier d'avoir en cette qualité une existence juridique propre et d'être sujet de droit ».

Une personne au sens juridique est donc bien, selon Capitant, un être ayant la capacité d'être sujet de droit, qu'il s'agisse d'un individu ayant une existence corporelle ou d'une personne morale ayant une existence juridique.

Le directeur de la publication, déclare M. Hersant, ne peut être qu'une personne en chair et en os pouvant justifier qu'elle est majeure, qu'elle jouit de ses droits civils, qu'elle n'est pas privée de ses droits civiques, qu'elle a un domicile...

Quel étrange argument ! Il est évident que c'est un homme ou une femme qui va s'asseoir dans le fauteuil directeur et non un ectoplasme, un fantôme juridique, un être désincarné.

Mais où est le problème ? La solution est classique et se trouve dans l'article 91 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : « Une personne morale peut être nommée administrateur. Lors de sa nomination, elle est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente ».

Une personne morale possédant la majorité du capital de la société éditrice d'un quotidien peut donc par-

faitement siéger dans le conseil d'administration de cette société, en la personne d'un représentant permanent qui, d'après l'article 7, ne peut être que l'actionnaire majoritaire.

En matière de presse, ce même article impose que ce représentant permanent de la société actionnaire majoritaire devienne directeur de la publication.

L'œuvre de la Libération

Aucun texte n'interdit une telle solution, qui résulte au contraire de la volonté du législateur.

« L'ordonnance n'est-elle pas un texte pénal devant s'interpréter strictement ? Cela n'empêche nullement le juge de rechercher tout le sens que le législateur a voulu donner à la loi. Ainsi, par exemple, est punie l'apologie du régime nazi faite par le moyen du livre. La jurisprudence a élargi cette interdiction à l'apologie par la voie du disque. »

En conclusion, en faisant occuper indirectement par M. Audinot le poste de directeur de la publication qui aurait dû être tenu par M. Hersant, on peut considérer que ces deux personnes ont commis une infraction à l'article 7 de l'ordonnance du 26 août 1944, infraction punie d'une amende de 2 000 à 2 000 000 de francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois.

Sont-elles en infraction avec l'article 4 interdisant l'usage de prête-nom, infraction punie de trois mois à deux ans d'emprisonnement ?

Si l'on a eu une mauvaise interprétation de la loi commise de bonne foi, on peut considérer que seul l'article 7 paraît applicable. S'il y a eu une intention frauduleuse, un désir de tromper le public sur la personne du véritable propriétaire, une intention de « tourner la loi », on peut estimer que l'article 4 peut être invoqué.

Toute l'argumentation de M. Hersant repose donc sur cette distinction entre « personne physique » et « personne morale ». Selon lui, le législateur de 1944 n'a songé, en ce qui concerne les actionnaires majoritaires d'une société de presse, qu'àux personnes physiques et a laissé sciemment en dehors du champ d'application de la loi les sociétés actionnaires majoritaires dans une société de presse.

Une telle affirmation est directement contraire à l'esprit même de l'ordonnance de 1944 qui est, on l'a vu, d'une part, de garantir une transparence dans la propriété et les ressources financières des entreprises et, d'autre part, de protéger le pluralisme des opinions en empêchant une concentration de quotidiens entre les mains d'une même société.

Si l'« empire Hersant » se trouvait juridiquement légitimé par la justice, c'est toute l'œuvre de la Libération en matière de presse qui se trouverait anéantie et discréditée. Pour échapper à l'application de ces principes fondamentaux, pour esquiver les obligations imposées par la loi, il suffirait, selon M. Hersant, de devenir majoritaire par le canal d'une personne morale. Cette astuce est un peu trop facile, car elle consiste à vider la loi de sa substance même.

Pour s'assurer l'impunité, suffit-il de se mettre en société ?

Les grandes manœuvres du pouvoir socialiste

APRÈS l'audiovisuel, voici le tour de la presse. L'année qui s'annonce se présente déjà comme celle des grandes manœuvres du pouvoir socialiste autour de la presse et de son indépendance.

Une presse qui, semble-t-il, dérange un gouvernement qui répète volontiers « la majorité des quotidiens ne cesse de traîner le gouvernement dans la boue ».

En l'absence de l'audiovisuel, député, P.-D.G. du Figaro, et de surcroît président du Syndicat de la presse parisienne et vice-président de la Fédération nationale de la presse française, a été inculpé pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944 relative à l'organisation de la presse française. Et ce, lors de la rentrée parlementaire, c'est-à-dire en esquivant la procédure de la levée d'immunité parlementaire, qui lui aurait permis de s'expliquer devant l'Assemblée nationale.

Or, tous les professionnels le savent, et les plus éminents juristes le confirment, l'ordonnance de 1944, qui correspondait à une situation d'exception, a toujours été interprétée dans un sens qui disculpait à l'évidence André Audinot.

Cette affaire est grave. L'opposition a manifesté son indignation. Les fédérations de presse s'inquiètent. Le gouvernement, lui, s'abrite hypocritement derrière le principe de la séparation des pouvoirs. Il n'y est pour rien... c'est l'affaire de la justice.

La vérité oblige à dire que les socialistes et les communistes souhaitent cette inculpation. Et pour l'obtenir, ils n'ont pas manqué de malmenier le droit et la justice.

Dérèglement

Le 10 juillet 1981, lors de la discussion de la loi d'amnistie, les groupes socialistes et communistes se sont acharnés à obtenir confirmation que cette loi excluait bien du bénéfice de l'amnistie « Hersant et ses complices », et ce au mépris du droit et de l'avis réservé du garde des sceaux.

Le 20 juillet 1982, les manifestants de la C.G.T. du Livre occupaient - impunément - le bureau

du ministre de la justice pour exiger, entre autres, l'inculpation d'André Audinot. Le 20 septembre, ce dernier était inculpé. Le gouvernement et les socialistes avaient en leur pouvoir deux moyens d'intervention.

Le gouvernement pouvait d'abord confirmer comme cela lui fut demandé le 18 janvier 1982 par le S.N.P.Q.R. et la F.N.P.F. l'interprétation constamment donnée par les gouvernements de la IV^e et de la V^e République du texte de l'ordonnance de 1944, et, en particulier, de son article 7. Georges Filloud a refusé.

Les socialistes avaient encore la possibilité de s'associer à l'Assemblée nationale à une demande de suspension des poursuites engagées contre André Audinot.

Jusqu'à présent, à toutes époques, les assemblées parlementaires ont veillé à assurer l'immunité de tous leurs membres. A plus forte raison lorsque les faits reprochés touchaient à la liberté d'information.

Jusqu'à présent, les majorités parlementaires ont mis leur honneur à défendre tout particulièrement l'immunité des députés et sénateurs d'opposition.

C'est ainsi que les députés unanimes ont voté en 1980 les suspensions de poursuites pour toute la durée de leur mandat contre, par exemple, les socialistes Mitterrand, Auroux, Fabius, Guidoni, Jagoret, Senes, ou contre le communiste Niliès. Les socialistes invoquaient même alors la réciprocité en cas de changement de majorité... Plus récemment, en mai 1982, c'est toujours à l'unanimité qu'a été refusée à l'Assemblée nationale la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Berson, député socialiste, poursuivi pour infraction à la loi de 1981 sur la presse.

Aujourd'hui, les socialistes oublient la réciprocité de cette tradition de liberté et se dérobent.

En réalité, le pouvoir ne tardera pas à s'en apercevoir, ces dérobades constituent une maladresse de plus.

L'ordonnance de 1944 est à l'évidence inapplicable. Si l'on veut écarter toute suspicion de manœuvre politique contre un groupe de presse catalogué comme d'opposition, il faudra bientôt poursuivre d'autres dirigeants de presse. A commencer par M. Jean-Charles Lignel, qui vient de

par ALAIN MADELIN (*)

faire l'objet d'une plainte émanant de la C.F.D.T. C'est donc en réalité l'ensemble de la presse qui va se sentir attaqué.

De plus, engager un débat autour de l'ordonnance de 1944 entraîne inévitablement un débat sur la liberté de l'information.

Or ce débat s'engage mal pour les socialistes.

Propagande

Faute de pouvoir se réfugier derrière le texte même de l'ordonnance de 1944, dont il connaît bien les faiblesses, le gouvernement en est réduit à invoquer « l'esprit des ordonnances de 1944 », et le voici bientôt contraint d'engager le débat sur la concentration des moyens de presse et d'information.

Excellent débat pour les libéraux. C'est vrai que la concentration des pouvoirs, à commencer par le pouvoir d'information, est dangereuse pour la démocratie. C'est vrai qu'il faut sans doute imaginer une législation moderne « anti-trust ». Mauvais débat pour les socialistes. Il montrera vite que ce qui menace aujourd'hui la liberté d'information c'est précisément la trop grande concentration des pouvoirs entre les mains du gouvernement.

Il faudra d'abord reprendre le dossier de l'audiovisuel, faire le constat de l'incroyable mainmise du pouvoir et de la transformable en instrument de propagande.

Il faudra aussi détailler la panoplie des moyens de pression dont le pouvoir dispose pour porter atteinte à la liberté économique de la presse.

A commencer par la publicité - clé de l'indépendance de la presse. L'Etat contrôle une part essentielle de la publicité nationale au moyen des entreprises nationalisées et de l'agence Havas. Il peut en outre, depuis le vote de la loi audiovisuelle, confisquer une part déterminante des recettes publicitaires régionales et locales au profit de FR 3.

L'Etat peut, en outre, agir sur la presse en modifiant son régime fiscal

(article 39 bis du code général des impôts), le taux de T.V.A. ou les avantages tarifaires postaux. Les socialistes en agitent volontiers la menace.

Le 14 octobre 1981, Georges Filloud précisait devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale :

« Une réforme des aides de l'Etat à la presse est envisagée (...). En contrepartie d'aides diverses de l'Etat, les entreprises de presse qui le souhaitent pourraient être soumises à un véritable statut comportant des contraintes de service public et social. Il va de soi que les entreprises qui, ne contribuant nullement à la confrontation des idées, ne souscrivent pas à un tel statut, ne recevraient aucune aide de l'Etat. »

Ajoutons à cela l'arme absolue que représente la nationalisation des banques. Il suffit de peu de chose pour mettre en péril l'équilibre d'un journal. Pléonisme ou réduction législative des budgets publicitaires, jouez à la marge sur les avantages fiscaux ou postaux de la presse et voilà tel ou tel journal prisonnier de la bonne volonté des banques.

Le rôle joué par l'A.F.P.

Déjà on a pu constater le rôle joué par les banques d'Etat dans l'affaire du Dauphiné libéré ou celle de l'Union de Reims. Et si l'on en croit récemment une information publique du Canard enchaîné, cinq banques d'Etat s'entendent pour réexaminer leur concours au groupe Hersant.

A cela on pourrait encore ajouter l'examen du rôle joué par l'A.F.P. ou celui de la C.G.T. du livre dans le secteur de l'impression.

Bref, les sujets d'intérêt et d'inquiétude ne manquent pas si l'on veut parler de la liberté de la presse en 1982.

Le temps n'est sans doute plus où les socialistes affichaient bien haut leur volonté de transformer la presse en service public, tel Georges Filloud dans un éditorial de l'hebdomadaire du P.S. l'Unité ou le député socialiste Natteix le 28 avril dernier à l'Assemblée nationale.

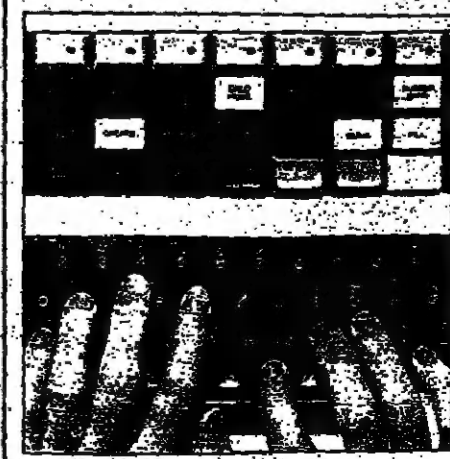
Le pouvoir préfère sans doute user dans la discrétion des moyens de pression qu'il s'est donnés.

Tant pis pour lui. Le débat est maintenant sur le plan public. Il faut le poursuivre avec audace et avec résolution. C'est l'affaire des responsables politiques. C'est celle des professionnels de l'information. C'est l'affaire de la liberté et de la démocratie.

(*) Député (U.D.F.) d'Ille-et-Vilaine.

POUR LA SCIENCE NUMERO SPECIAL LA MECANISATION DU TRAVAIL

Informatique, Automatique et Emploi



L'essor de l'informatique et de la robotique accroît-il le chômage ? Les premières machines ont remplacé le travail musculaire. Aujourd'hui les ordinateurs se substituent au travail du cerveau humain. Dans ce numéro, des spécialistes de renommée internationale analysent l'avenir de l'emploi et l'impact de l'informatique dans les différents secteurs d'activité.

NOVEMBRE 1982 - Les revues de votre bibliothèque de journaux

Le Monde

étranger

EUROPE

Pologne

Les obsèques de l'ouvrier tué la semaine dernière à Cracovie ont rassemblé une foule considérable

Près de la tombe ouverte, dans ce petit cimetière de la banlieue ouvrier de Cracovie, une inscription proclame : « Le sang a coulé pour nous. Chacun devra donner sa vie pour la liberté ». La veille, mardi 19 octobre, les murs de la ville avaient été tapissés d'affiches appelant à participer aux obsèques. Elles rivalisaient que l'heure et le lieu de la cérémonie, mais sur beaucoup d'entre elles, des mains anonymes avaient ajouté : « Nous nous tenons ». Malgré l'incertitude de la foule (quinze à vingt mille personnes) venue assister à l'inhumation de Bogdan Wlosik, ouvrier des aciéries Lénine tué la semaine dernière à l'âge de vingt ans par la mitraillette, il n'y eut aucun débordement, aucun incident. Juste la dignité et l'émotion d'hommes et de femmes de toutes conditions, jeunes et vieux, mais sur les visages desquels on lisait une détermination inébranlable et une colère qui ne cessa de croître.

Ce calme, qu'avait demandé la famille de la victime et au respect duquel les prêtres qui officiaient n'ont cessé d'appeler, ne doit pas tromper. L'exaspération du sang versé, l'expression de la volonté de « vengeance » sont choses neuves dans la crise polonaise. Jusque-là, ces mots ne venaient pas aux lèvres ou en tout cas étaient refoulés. Aujourd'hui, on les dit tout haut et c'est un signe, un de plus, de la dégradation en profondeur du climat politique dans ce pays où la haine entre le pouvoir et la société monte aussi vite qu'est éteint l'espoir d'un compromis politique.

La situation était tellement explosive mercredi matin que le pouvoir s'était résolu à faire pause. Les forces de police massivement concentrées dans la ville, étaient rendues invisibles. On avait laissé les ouvriers des aciéries organiser leurs défilations et même se cotiser pour louer des autocars. On avait — explicitement — autorisé les caméarades d'atelier de Bogdan Wlosik à quitter leur travail pour se rendre à ses obsèques où toutes les brigades des aciéries Lénine étaient représentées.

Ainsi, dès les premières heures de la matinée, ce cimetière en rase campagne a pris l'aspect d'une forêt dont les arbres étaient ces milliers de bannières dans le « V » de la victoire. Le corps de Bogdan Wlosik, amené à l'aube de la morgue, repose dans la minuscule chapelle où ne peut pénétrer que ses proches. La messe est retransmise à l'extérieur par haut-parleurs et les gens, très souvent en bien de travail, grimpent aux branches des arbres ou sur le mur d'enceinte pour mieux entendre. Sur les banderoles on lit : « Solidarité ne mourra jamais », ou bien simplement : « Nous nous tenons ». Les commémorations parlent aussi et l'une d'elles dit : « Mieux vaut mourir debout que vivre à genoux ».

On prie, on chante « Dieu sauve la Pologne », ce cantique patriotique qui est devenu l'hymne du syndicat indépendant. Chacun voit la mère de Bogdan Wlosik, les deux poings enfoncés dans la bouche, s'efforcer à deux reprises sur la tombe. La fanfare des aciéries joue la Marche funèbre de Chopin. A l'issue de la cérémonie qui aura duré deux heures, la dispersion se fait dans le calme après qu'une montagne de fleurs a été amoncelée sur ce carré de terre qui deviendra un nouveau, sans doute pas le dernier, lieu de pèlerinage.

Le soir, la télévision parlera d'une mort inutile et ajoutera : « Il faut espérer que nous serons tous plus avisés après cette déplorable perte et que nous surmonterons de près les insupportables épreuves (...) ». Peu avant, les téléscripteurs avaient discrètement pu entendre scander le nom du syndicat indépendant. Ce n'était pas une émission pirate, mais la retransmission en direct d'un match de football au cours duquel on avait, sur les gradins, donné libre cours à ses sentiments politiques.

La Diète se réunira mardi prochain, un jour avant le comité central, pour entendre un rapport du procureur général sur les mesures visant à « renforcer la loi et l'ordre » et pour examiner un projet sur la lutte contre le

« L'agence de presse polonaise PAP a annulé mercredi, sans aucune explication, l'annonce qu'elle avait faite peu auparavant d'une réunion des ministres de la défense du pacte de Varsovie dans la capitale de la Pologne. » (Reuters).

Après les déprédations commises contre l'ambassade de France à Varsovie (le Monde du 21 octobre), le ministre conseiller de l'ambassade de Pologne a été convoqué, mardi 19 octobre, au Quai d'Orsay, où lui ont été rappelées les obligations qui incombent aux autorités polonaises pour la protection des bâtiments diplomatiques.

« parasitisme social ». Il s'agit d'un texte permettant d'insérer le travail obligatoire pour les personnes qui ne peuvent justifier d'un emploi fixe. Les très nombreuses syndicalistes licenciées pour raisons politiques sont directement visées par ce projet.

A Moscou, la *Literaturnyia Gazeta* a lancé une violente attaque contre l'intelligentsia polonaise (« nourrie des chimères du romantisme anti-socialiste ») et contre « l'église qui aurait pris en charge la contre-révolution ». « Sans le sacrifice du peuple soviétique », écrit l'hebdomadaire, les Polonais auraient été « égarés jusqu'au dernier par les hérésies ». Ce genre de phrases a le don d'exacerber le nationalisme des Polonais qui eux se souviennent du pacte germano-soviétique et de la passivité avec laquelle l'armée rouge a assisté sans bouger à l'annexion de l'insurrection de Varsovie. — R. G.

Portugal

Un tribunal soumet à un examen psychiatrique le prêtre qui avait voulu assassiner le pape

Vila-Nova-de-Gaia (A.F.P.). — Le prêtre intégriste espagnol Juan Maria Fernandez Krohn, accusé d'avoir tenté d'assassiner le pape le 13 mai dernier, à Fatima, au Portugal, a comparu le mercredi 20 octobre devant le tribunal de Vila-Nova-de-Gaia, petite ville située à 140 kilomètres au nord de Lisbonne, près du célèbre centre de pèlerinage. Après six heures d'audience, les juges ont décidé de suspendre le procès. Ils ont estimé qu'un examen psychiatrique s'imposait, en raison du « comportement étrange », de la « froideur hors du commun » et de « l'exacerbation des sentiments mystico-religieux » de l'accusé.

Ordonné en 1978, à Boque (Suisse), par Mgr Leleux, chef de file du clergé intégriste, M. Krohn s'est présenté devant le tribunal pieds nus en soutane noir olive, et la couleur de l'épave a-t-il dit. Après avoir déclaré qu'il se repentait de tous « les péchés de sa vie passée », notamment à l'égard de la

pureté commise durant sa vie d'étudiant, ainsi que de son « passé de fasciste », il n'a pas eu aucun remords en revanche pour sa tentative d'assassinat contre Jean-Paul II, qu'il a volontiers reconnue.

A moins qu'il ne soit déclaré dément, il risque de vingt à vingt-cinq ans de prison.

Espagne

Nationalistes contre socialistes en Catalogne

(Suite de la première page.)

La Catalogne a son propre parlement et son exécutif, fier de son bilan. Les transferts de souveraineté se poursuivent. M. Jordi Pujol en convient mais estime que la bataille pour la consolidation du statut risque d'être encore plus dure. Car s'il juge aujourd'hui que les centralistes au pouvoir étaient « plutôt libéraux et pragmatiques », il se méfie du parti socialiste, dont la tradition « sectaire et centraliste » est, dit-il, « bien connue ».

« Nous avons et peu confiance, précise-t-il, que nous préférons accepter cette sentence un transfert de souveraineté, pour nous trop favorable pour nous dans la domaine du tourisme, que de devoir éventuellement le négocier avec le prochain gouvernement de Madrid, qui risque d'être encore plus intransigent ».

M. Miguel Roca Junyent, porte-parole de la minorité catalane au Congrès des députés et tête de liste à Barcelone de Convergence et Union, va encore plus loin lorsqu'il nous dépeint avec conviction « la lutte politique éternelle » que les nationalistes catalans doivent mener pour la reconnaissance de leur statut. « Ce qu'il y a de plus grave dans la Loipa, dit-il, c'est la philosophie même. Elle signifie un travail complet, une remise en cause totale des autonomies, et on peut parler, affreux néologisme, d'une « localisation » de la vie politique espagnole. L'Espagne devient une « simple décentralisation administrative. Nous avons sans doute progressé dans le domaine culturel mais nous ne pouvons pas reconquérir nos droits dans tous les autres domaines ».

Banquier, M. Jordi Pujol est le fondateur de la Banca Catalana, avec laquelle il a, dit-il, rompu tous les liens depuis 1976 pour se consacrer entièrement à la politique. Démocrate, il a payé sa lutte contre le franquisme d'un long séjour en prison. Il est aujourd'hui critiqué par des petits groupes de radicaux de son prédecesseur à la Généralité, les très gauchistes Josep Tarradellas, qui en mauvais termes avec le parti socialiste de la Catalogne, M. Narcís Serra, et en froid avec les délégués de Madrid en Catalogne. Mais il reste le champion d'une bourgeoisie catalane éclairée qui a vraiment lutté contre Franco, et le symbole d'une Généralité qui entend se défendre bec et ongles contre un éventuel retour en force des « centralistes ».

Il ne faut pas changer la Catalogne depuis Madrid mais

améliorer Madrid depuis la Catalogne. Visage glabre et sévère, silhouette mince, intelligente, lumineuse, M. Miguel Roca explique volontiers le slogan électoral de Convergence : « Nous devons, dit-il, avoir un projet d'Etat. Les Catalans ont toujours été sur la défensive. Nous devons redevenir offensifs. Il faut changer la société espagnole, la rendre plus européenne pour quelle comprenne enfin le phénomène catalan ».

M. Miguel Roca est sans doute le seul politicien catalan ayant déjà une « stature nationale au plan espagnol ». Ambitieux, il songe déjà, c'est évident, à un « destin national » et, pourqu'il ne soit pas de premier ministre. Les dirigeants de Convergence sont bien conscients que leur future capacité de manoeuvre et de pression dépend de leur score du 28 octobre. Si le duo populiste opposé, dans le reste de l'Espagne, la nouvelle droite de M. Manuel Fraga aux socialistes, domine favoris par la classe politique, tout doit se jouer en Catalogne, entre Convergence et les socialistes catalans réunifiés sous la houlette du P.S.O.E. Mais l'arrivée de Pujol n'est pas indifférente. Aux élections de 1979, Convergence a été devancé par les socialistes. « Nous sommes en principe défavorisés aux élections générales », dit M. Pujol. En revanche, Convergence s'est imposé aux élections du Parlement catalan en 1980.

L'effacement centriste, sensible en Catalogne comme ailleurs, un atout pour les nationalistes catalans. La droite conservatrice et « espagnole » est le mal à l'aise, et le chef de file à Barcelone de l'Alliance populaire de M. Fraga, un politicien relativement peu connu.

Le parti socialiste devrait, lui, en bonne logique, profiter des discussions internes des communistes. En 1979, le parti communiste de Catalogne emmené par M. Adria et Ramon, pourrait donc priver le P.C.E. de la possibilité de former un groupe parlementaire aux prochaines Cortes. Mais, contrairement à ce qui avait été annoncé, l'ouvrage, qui retient un lac artificiel, ne présenterait aucune fissure.

Le gouverneur a cependant lancé un appel radiophonique pour demander aux riverains d'évacuer immédiatement les abords du barrage et de gagner des lieux plus élevés. Les responsables ont indiqué que près de cent mille personnes sont déjà parties.

Dans la province d'Alicante, les inondations ont provoqué l'arrêt des vingt transformateurs de la province, dont la capitale est privée de courant électrique. — (A.F.P.)

Des inondations provoquent l'évacuation de cent mille personnes dans la région de Valence

Madrid. — Au moins trois personnes ont péri noyées dans les inondations qui ravagent les provinces de Valence et d'Alicante, en Espagne, où l'on déplore, d'autre part, plusieurs dizaines de disparitions. C'est ce qu'on a annoncé, le mercredi 20 octobre, des responsables du ministère de l'Intérieur.

Les bilans successifs ont été contradictoires, les communications entre les zones sinistrées et le reste de l'Espagne étant coupées par intermittence. Les services du gouverneur de Valence ont annoncé, mercredi soir, que le barrage de 70 mètres construit sur la rivière Júcar, à 40 kilomètres dans l'arrière-pays de Valence, est menacé par la crue de cette rivière, mais qu'il n'a pas commencé à céder.

obtient ses meilleurs résultats de toute l'Espagne. Mais nombre d'électeurs communistes, déçus par les rivalités et les débats idéologiques sans fin, pourraient bien rallier les gros bataillons du parti socialiste.

C'est en tout cas l'un des espoirs de M. Raimon Obiols, tête de liste du parti socialiste à Barcelone, qui estime, lui aussi, que la lutte est « particulièrement dure » en Catalogne. Il regrette les « attaques » de M. Carrillo qui est déjà venu à plusieurs reprises à Barcelone apporter son soutien vibrant au P.S.U.C. « Le seul parti communiste de Catalogne ». Et il affirme que les dirigeants de Convergence expliquent le thème de l'autonomie « de façon tout à fait démagogique ».

« Nous sommes, dit-il, attaqués de toutes parts. A Madrid, le P.S.O.E. n'a pratiquement pas d'adversaires. Ici, c'est une autre affaire ».

L'Espagne coupée en deux ?

Jeune, sympathique, l'air nonchalant et sportif, l'œil triste, avec une timidité qu'il excuse avec un sourire géologique de profession et, dit-il, « vingt-cinq ans de fidélité au même idéal », M. Raimon Obiols compare ironiquement le parti de M. Pujol au parti gauchiste de M. Llévesque et il pense que le « maximalisme » de Esquerra Republicana, du président du Parlement catalan, M. Heribert Barrera, qui réclame le « droit à l'autodétermination des Catalans », est irréaliste. « Le parti socialiste catalan, insiste-t-il, est celui de toute la Catalogne ». Il déplore ce qu'il appelle le « lazisme » de Convergence face à de petits groupes qui entretiennent une certaine xénophobie à l'égard des non-Catalans. Le leader socialiste redoute, comme d'ailleurs la plupart des dirigeants catalans, une bipolarisation des forces politiques en Espagne, un retour à un face-à-face gauchiste-droite, selon les termes du porte-parole de Convergence, d'une loi électorale qui favorise les grandes formations.

« Nous craignons, ici, affirme M. Raimon Obiols, la coupe de l'Espagne en deux après le 28 octobre. Si, et nous gagnons, nous recevrons un cadeau étonnant : une crise économique, le chômage le taux en Catalogne est de 19 %, alors que la moyenne espagnole est de 15 %, les mineurs de coup d'Etat militaires et le terrorisme basque. Ce n'est pas rien ».

Les socialistes, en Catalogne comme à Madrid, sont donc déjà à la recherche d'« alliés » leur permettant de partager l'hébergement électoral en Catalogne. Les dirigeants de Convergence et du parti socialiste donnent, malgré leurs déclarations, l'impression de se ménager dans la perspective éventuelle de « pactes » de gouvernement.

Il est vrai aussi que la merosité est la note dominante. Désenchantement, irritation vague à l'égard de la classe politique, craintes accrues de mouvements militaires, inquiétudes face à la crise économique et sociale : la majorité des Catalans paraissent d'abord désabusés à l'égard des « autres » Espagnols. La multiplication des listes et certaines ambiguïtés ne sont pas faites pour éclairer les 40 % d'électeurs qui admettent encore leur indécision à une semaine seulement du scrutin.

MARCEL NIEDERGAANG.

Irlande du Nord

TANDIS QUE LE CHEF D'ENTREPRISE EST ARRÊTÉ POUR TRAFIC DE DROGUE

La fermeture de l'usine De Loran fait mille six cents nouveaux chômeurs à Belfast

De notre envoyé spécial

Belfast. — Tout est calme autour de l'usine De Loran, à Dunmurry, dans la banlieue de Belfast. Le service de sécurité interdit toujours l'entrée des bâtiments. En fait, malgré l'annonce de la fermeture, le mardi 19 octobre, les mille six cents ouvriers avaient à quel s'en tenir depuis le mois de février dernier, quand deux syndicats avaient été nommés pour tenter de sauver l'entreprise créée à grand renfort de subventions publiques : ils n'avaient d'autre avenir que d'aller rejoindre le peloton des chômeurs aujourd'hui plus nombreux, en Irlande du Nord, que les salariés de l'industrie.

Quand, en 1978, M. John De Loran, ancien vice-président de General Motors, avait installé son entreprise à Belfast pour assembler une voiture de sport révolutionnaire, c'est tout juste si l'on n'avait pas crié au miracle. Sans doute le gouvernement britannique avait-il investi 50 millions de livres (1) dans l'effort, mais M. De Loran profitait de donner du travail à deux mille cinq cents personnes — pour sortir jusqu'à quatre cents voitures par semaine — dans une province où le taux de chômage atteint maintenant 25 % de la population active, le plus élevé de tout le Royaume-Uni.

Jusqu'au dernier moment, les pouvoirs publics ont espéré trouver un généreux mécène qui rachèterait à flot l'entreprise. Mais l'argent n'est jamais venu. Est-ce pour se procurer les fonds nécessaires au rachat de son entreprise que M. De Loran se trouve aujourd'hui impliqué dans une affaire de trafic de drogue ? C'est ce que croit la police américaine. M. De Loran a été arrêté le mardi 19 octobre à Los Angeles. Il est accusé par la F.B.I., qui le surveillait depuis plusieurs mois, d'avoir tenté d'écouler aux Etats-Unis 100 kilos de cocaïne provenant de Colombie, d'une valeur de 24 millions de dollars.

Par une coïncidence qui n'est peut-être pas totalement fortuite, les autorités britanniques annonçaient le même jour que les tentatives de sauver l'entreprise De Loran, de Belfast, avaient définitivement échoué.

M. De Loran risque quinze ans de prison s'il est déclaré coupable. Il laisse en tout cas une centaine de millions de dettes, qui mettent en péril une dizaine de petites entreprises d'Irlande du Nord, et qui touchent aussi de nombreuses sociétés étrangères. Il doit notamment 10 millions de livres à Renault, qui fournissait les moteurs de ses véhicules. — D. V.

(1) Une livre vaut environ 12,15 F.

Union soviétique

● Dix-neuf Américains qui avaient émigré en U.R.S.S. dans les années 50, sont empêchés de retourner aux Etats-Unis. L'ambassade, à Moscou, leur a délivré des passeports américains, mais les autorités soviétiques ne leur donnent pas de visa de sortie, signale l'hebdomadaire *Newsweek*. — (A.F.P.)

Fakinos, mémoire grecque



La vie héroïque et amoureuse, de 1885 à 1970, d'un couple de pauvres paysans grecs — les grands-parents de l'auteur qui, tels Philémon et Baucis resteront unis pendant presque un siècle. Traduit du grec par R. Majestic-Larrouy.



Récit des temps perdus

Seuil

ASIE

Japon

Tokyo s'interroge sur les conséquences d'un rééquilibrage de la diplomatie chinoise

De notre correspondant

Tokyo. — Au moment même où, d'un côté, la Chine et l'Union soviétique réaménagent des pourparlers et où, de l'autre, Tokyo et Washington annoncent un renforcement de leur coopération militaire, un officiel chinois affirmait que Pékin « n'a jamais apporté son soutien au traité de sécurité américano-japonais ». Cette déclaration a été faite le 9 octobre par M. Sun Finghuo, vice-président de l'association d'amitié sino-japonaise. Il avait ajouté, sans ambiguïté : « En principe, il n'est pas bon pour une nation d'être protégée par d'autres nations pendant longtemps ». Pékin s'engage-t-il vraiment des prolongements d'un pacte explicitement dirigé contre Moscou et dont la Chine elle-même tire une certaine protection ? Son renforcement qualitatif affecte-t-il l'équilibre régional des forces ou les desseins de la politique chinoise à long terme ? N'est-ce au contraire que le gage obligé, et à peine officiel, offert à la cause « anti-impérialiste » ? On se pose à Tokyo ces questions.

Jusqu'au début des années 70, la Chine avait dénoncé le pacte militaire américano-japonais, mis en garde contre ses desseins impérialistes et fustigé le militarisme prêté aux dirigeants nippons.

Lors de la normalisation des relations, en 1972, Pékin soulignait encore que le Japon renonce à cette alliance de facto qui faisait le jeu d'une puissance étrangère à la région. Dans la période post-maoïste toutefois, au fur et à mesure que la diplomatie et la stratégie chinoises se tournaient vers Washington et Tokyo, pour faire contrepoids à « l'hégémonie soviétique » et assurer le succès de la modernisation de l'économie, les critiques avaient cessé.

Ultérieurement, les dirigeants de Pékin avaient même donné leur caution, en privé il est vrai, à ce tandem nippo-américain opposé à l'influence soviétique en Extrême-Orient et non plus dirigé, comme par le passé, contre la Chine rouge et ses alliés nord-coréens. De même, le réarmement japonais était passé sous silence. Plus récemment, des échanges de visites entre militaires japonais et chinois ont eu lieu, et la Chine s'est montrée intéressée par certains aspects d'une coopération bilatérale dans ce domaine.

Que les propos tenus par M. Sun soient confirmés ou non à un niveau plus élevé de la direction chinoise, ils paraissent s'inscrire dans un contexte régional où divers développements récents — émotionnels, diplomatiques et militaires — ont été sources de dissonances nouvelles entre Pékin, Washington et Tokyo. C'est-à-dire au sein de ce « front uni » antisoviétique informel constitué par ces trois nations.

En septembre, M. Suzuki, premier ministre japonais, s'était rendu en Chine dans le sillage de la tempête provoquée au cours de l'été par la volonté des autorités nippones d'embellir ou d'effacer certaines références aux atrocités commises par l'armée impériale dans les années 30 et 40. Certes, les Japonais se félicitent du succès de ce voyage. Il n'en reste pas moins que, tour à tour, les trois plus hauts responsables chinois, MM. Deng Xiaoping, Hu Yaobang et Zhao Ziyang ont explicitement mis leur hôte en garde contre les « tentatives militaires » de certains milieux conservateurs japonais. M. Suzuki s'est efforcé de rassurer, allant jusqu'à affirmer que le Japon entend « maintenir ses capacités de défense au niveau minimal indispensable ».

Or non seulement le gouvernement japonais passe beaucoup de temps à convaincre ses alliés américains du contraire — en se hâtant très lentement, il est vrai, — mais encore, moins d'une semaine plus tard, Tokyo et Washington annonçaient leur accord en vue du stationnement sur le sol japonais, dès 1985, d'une cinquantaine de chasseurs-

bombardiers polyvalents F-16 de l'aviation américaine.

Le but de l'opération consiste, selon ses promoteurs, à équilibrer le rapport des forces régional et à renforcer la crédibilité du traité de sécurité dans le domaine conventionnel, face à l'accroissement du potentiel militaire et de la « menace soviétique » en Extrême-Orient. Le rayon d'action de ces appareils ultrasoniques, capables d'emporter des armes atomiques et tactiquement compatibles avec les F-15 de l'aviation japonaise, les mettra à portée de Vladivostok (800 kilomètres), principale base aéronavale de l'U.R.S.S. en Asie, souligne-t-on à l'envi des deux côtés. Certes. Mais les plaçant du même coup à portée du territoire chinois : c'est une force de dissuasion, ou de frappe, pointée vers tout le continent.

La décision reflète, sans doute, l'extrême réticence, voire l'incapacité des Japonais à répondre positivement dans l'immédiat aux pressions américaines pour un accroissement substantiel de leur propre potentiel militaire. Elle fait également, et cruellement, ressortir les faiblesses des forces armées chinoises et leur manque de crédibilité face aux armes soviétiques dans le contexte d'un rééquilibrage qualitatif des forces en présence dans la région. Une fois de plus, compte tenu des déficiences de leurs partenaires, et aussi de leurs propres intérêts stratégiques, les États-Unis ont pris directement les choses en main.

Le dilemme de Pékin

Moscou, normalement vif dans cette affaire, a immédiatement mis le Japon en garde contre cette « action provocatrice et hostile à l'égard de l'U.R.S.S. ». Mais, à l'exception du commentaire officiel de M. Sun, Pékin qui, il y a moins de deux semaines, s'inquiétait de la résurgence du militarisme japonais, n'a guère réagi pour le moment à ce développement qui renforce plus que jamais le rôle de base avancée que joue Tokyo dans la stratégie militaire régionale et globale des États-Unis. C'est pourtant un développement capital dans la mesure où il illustre, contrairement à la doctrine Nixon qui visait à réduire la présence militaire américaine directe dans les pays de la zone Pacifique, la volonté de l'administration Reagan de renforcer au sol son rôle de « gendarme » en Asie extrême-orientale, des Philippines à la Corée du Sud en passant par le Japon.

L'annonce de cette décision intervient à un moment où plusieurs pays d'Asie s'inquiètent ouvertement de l'accroissement du potentiel et du rôle des forces armées du Japon. Certains dirigeants, qui s'inquiétaient plutôt, il y a un an, d'une éventuelle livraison d'armes américaines à la Chine, ont fait part de leurs préoccupations à Washington à ce sujet. L'un des objectifs essentiels de l'administration Reagan n'en reste pas moins d'amener Tokyo à accélérer son réarmement dans le cadre de la stratégie américaine — pour la renforcer tout en allégeant son fardeau budgétaire. Compte tenu de cette perspective, et même si l'on agit dans le cas présent d'une force aérienne américaine basée au Japon, les assurances verbales données par Tokyo à ses voisins risquent de ne plus suffire à dissiper leurs appréhensions.

Si la Chine n'a pas réagi à ce développement majeur, estime-t-on ici, c'est que, bon gré mal gré, elle est en mesure de s'accommoder tant qu'elle n'est pas en mesure de rivaliser seule avec la puissance soviétique, ou, à défaut, d'arriver à une entente avec Moscou. Faute de changements notables dans ces domaines, les termes de l'équation chinoise sont à la fois

très simples à concevoir et fort compliqués à réaliser. Il s'agit, d'une part, d'utiliser comme « carte » face à Moscou le potentiel militaire américano-japonais pour soulager la pression soviétique aux frontières et, éventuellement, pour obtenir les concessions exigées en vue d'une normalisation ; d'autre part, il convient d'éviter qu'un accroissement excessif de la présence militaire américaine et du potentiel « défensif » japonais ne vienne remettre en cause le rapport de forces dans la zone d'influence privilégiée de Pékin et à son désavantage. Tout est question de priorités et de subtils dosages.

Les Japonais et les Américains, qui n'ignorent pas ce dilemme posé à Pékin, se félicitent bien plus de ses silences, jugés compliqués, qu'ils ne s'inquiètent de ses réminiscences. Rien de tout cela, pas plus que les tentatives de reprise des négociations sino-soviétiques, ne semble impliquer pour eux une révision déchirante des relations et des équilibres régionaux. Pas du moins dans un avenir prévisible.

Seule l'hypothèse d'un sérieux revers dans les relations sino-américaines, à propos de Taiwan par exemple (ou encore la confirmation d'un rapprochement politique sino-soviétique en bonne et due forme), menacerait de tout remettre en cause et de placer à nouveau le Japon dans une position délicate. Tokyo risquerait alors de se trouver écartelé entre les intérêts et les choix contradictoires résultant de son appartenance au monde asiatique, de sa solidarité avec l'Occident et de sa dépendance à l'égard des États-Unis. On ne veut pas croire à pareille hypothèse, mais certains l'envisagent.

« Si les relations sino-japonaises et sino-américaines ont pris un tour satisfaisant, c'est uniquement parce que la Chine a changé de cible et dirige maintenant son front uni contre le Japon tant qu'il ne se masquera pas cette évidence », écrit l'an dernier M. Okazaki Hisahiko, directeur des relations extérieures à l'Agence de défense. Il ajoutait : « Si [...] le schéma des alliances et relations venait encore une fois à être modifié, de telle sorte que toute coopération avec les États-Unis devienne impossible tant que les relations demeurent cordiales avec la Chine, comme cela fut plus ou moins le cas de 1950 à 1970, la route que devrait alors emprunter le Japon est toute tracée : ne compromettre à aucun prix ses relations avec les États-Unis, quel que soit le désir de maintenir des liens de bonne entente avec le voisin chinois (1). »

De la même manière qu'ils ont voulu voir dans la virulente réaction chinoise à l'affaire des manuels scolaires un prétexte destiné à calmer l'opinion intérieure chinoise, à rabaisser un « modèle japonais » tentateur et à rappeler qu'il faut compter avec la « grande Chine », certains responsables japonais pensent aujourd'hui que Pékin fait mine de jouer la « carte soviétique » essentiellement pour obtenir des concessions occidentales. On admet cependant que, pour diverses raisons, les deux géants communistes ont intérêt à promouvoir entre eux un certain degré de détente. « Pour le moment, il s'agit d'une opération de façade, nous en sommes convaincus », nous a dit un haut fonctionnaire. « Nous ne sommes pas en effet que les dirigeants communistes chinois entendent rééquilibrer une diplomatie et une politique de coopération qui, en dépit d'ouvertures répétées en direction des pays capitalistes, n'ont pas entièrement répondu à leur attente. »

R.-P. PARINGAUX.

(1) *Cahiers du Japon*, numéro spécial 1981. Une nouvelle image de l'Asie.

FOURRURES GEORGE V

15%

D'ESCOMPTE

sur tous les prix marqués



Cet escompte de 15% sera effectué directement à nos caisses sur tout achat.

EXEMPLES

MANTEAUX.	Vison dark	16850 F	14250 F
"	Vison dark allongé	19750 F	16750 F
"	Vison pastel	21750 F	18450 F
"	Vison pearl	22750 F	19350 F
"	Vison lunarine	26750 F	22700 F
"	Vison Black Diamond	42750 F	36000 F
"	Renard argenté	55000 F	46750 F
"	Lynx canadien	75000 F	63750 F
"	Zibeline russe	125000 F	106000 F
"	Renard Shadow	23750 F	20000 F
MANTEAUX.	Renard bleu	14750 F	12500 F
"	Loup canadien	13950 F	11700 F
"	Astrakan Swakara noir	8750 F	7400 F
"	Castor naturel	23750 F	20000 F
"	Castor rasé	13250 F	11200 F
"	Ragondin allongé	7850 F	6600 F
"	Marmotte canadienne	14750 F	12500 F
"	Queue de Vison dark	8750 F	7400 F
"	Rat d'Amérique	10750 F	9000 F
VESTES.	Loup gami renard blanc	10850 F	9200 F
"	Zibeline	46000 F	39000 F
"	Rat d'Amérique	6750 F	5700 F
"	Renard bleu	5450 F	4600 F
"	Ragondin	4850 F	4100 F
"	Agneau Béarn	1350 F	1150 F
"	Agneau Doré	3150 F	2650 F
"	Astrakan Swakara	3850 F	3250 F
"	Coyote	7850 F	6650 F
PELISSES.	Intér. Opossum d'Australie	3450 F	2900 F
"	Intérieur Lapin	3250 F	2750 F

6 MOIS de crédit gratuit

40, Avenue George V.
PARIS 8.

magasin ouvert tous les jours de 9h 30 à 19h.
sans interruption sauf le dimanche

L'Astrolabe
menu à 130 F (so)
et "Grande Carte"
dîner aux chandelles
• piano •
Chef de cuisine
Serge Bonis
40, rue La Pérouse
75116 Paris
☎ 500.83.47
fermé samedi
dimanche et jours fériés
Salons jusqu'à 20 personnes
Parking facile

**LES COMPTES
DE L'UNIVERSITÉ**
Les conséquences de la réforme Savary pour cette entreprise
qui reçoit de l'État 17,75 milliards de francs
**LE NOUVEL
ECONOMISTE**

501.15.11.11

M. Jayewardene (droite libérale) est réélu président de la République

A TRAVERS LE MONDE

PROCHE-ORIENT

**La France et le Liban souhaitent accroître
les effectifs et prérogatives de la force multinationale**

M. Shimon Pérès : « M. Gemayel commet une erreur en tournant le dos à Israël »

« Au-delà des bons sentiments... »

Le roi Hassan II est arrivé à Washington avec un représentant de l'O.L.P.

— au complet, cette fois — le secrétaire général de l'O.N.U., M. Perez de Cuellar, et les représentants des pays membres du Conseil de sécurité. De là, il ira à Londres, où il s'entreprendra avec Mme Thatcher, en principe le 27 octobre. — (A.F.P. AP.)

SYNDICATS : LA MODÉRATION PAIE

**LE NOUVEL
ECONOMISTE**

VENDEZ-LE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

M. Defferre compte sur le Sénat pour l'aider à améliorer son projet de transfert de compétences

Avant le scrutin, le rapporteur, M. Souvet (arr. R.P.R., Doubs), avait souligné les divergences qui séparaient la majorité sénatoriale de la majorité gouvernementale à propos de cette réforme, dont le Sénat avait commencé l'examen la veille en séance de nuit (*le Monde* du 21 octobre). Il s'agit principalement de la représentation paritaire que réclame le Sénat et du monopole syndical des candidats, dont il ne veut pas. Les modifications proposées sont approuvées par les sénateurs, qui recommandent que le président de l'Union des caisses nationales soit nommé par décret et on estime que ces caisses, tout locales que régionales ou nationales, doivent élire, elles-mêmes, un président, choisi en leur sein.

A. G.

هكذا من الامم

POLITIQUE

L'HOMMAGE A PIERRE MENDÈS FRANCE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. MERMAZ : une haute référence politique et morale

Mercredi 20 octobre, à l'Assemblée nationale, à l'ouverture de la séance de questions au gouvernement, M. Louis Mermez prend la parole pour rendre hommage à la mémoire de Pierre Mendès France.

Le président de l'Assemblée nationale souligne en conclusion : « La fidélité à son engagement politique en fera, à divers moments de sa vie, un opposant résolu. Durement, férocement, injustement attaqué à maintes reprises de sa carrière, il est aujourd'hui l'objet d'hommages unanimes. Chacun ici, par-delà nos différences, reconnaît son courage, sa lucidité, une vision ardente du monde. Il aura eu la volonté, au-delà des conflits et des appréciations circonstancielles ou personnelles, de se rattacher aux grands courants populaires. Sa vie apparaît aujourd'hui comme une haute référence politique et morale. »

• **LE MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) « salue avec émotion et respect la mémoire de Pierre Mendès France, dont l'action a marqué profondément l'histoire contemporaine à ses moments les plus décisifs. De la vie de ce républicain et patriote fervent, le MRAP retient essentiellement son courage face au nazisme et au régime de Vichy, et, lorsqu'il dirigea le gouvernement, en 1954-1955, ses audacieuses initiatives pour la paix en Indochine et l'indépendance de la Tunisie. C'était l'homme du processus de décolonisation, qu'il allait soutenir ensuite en faveur de l'Algérie, du Maroc et de l'Afrique noire. Pierre Mendès France fut en permanence l'objet d'odieuses campagnes racistes, qu'il repoussait avec une exemplarité décisive. »

• **M. ROGER QUILLIOT**, ministre de l'urbanisme et du logement : « Le mendésisme consistait à mettre en accord ses paroles et ses »

M. MAUROY : méditer sur cet exemple

M. Mauroy indique, pour sa part : « Sa mort rassemble le pays, au-delà des clivages politiques et des querelles partisans. Et c'est cette unité, un instant retrouvée, qui constitue sans doute le plus bel hommage rendu à l'ancien président du conseil. Un hommage d'autant plus remarquable qu'il est spontané. »

Et le premier ministre conclut : « Durant le Front populaire, à la libération, pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie, il a su toujours effectuer les choix qui honorent (...). Pour parvenir aux solutions, il n'a jamais hésité à parler aux Français le langage rigoureux de la vérité, à proposer des choix difficiles. Refusant les demi-mesures, il a accepté de payer cette authenticité du prix de l'éloignement du pouvoir. Qui, parmi nous, peut éviter de méditer sur cet exemple ? »

actes. C'était aussi une façon de refuser d'aller au pouvoir quand les possibilités d'agir selon ses convictions n'étaient pas offertes. Pierre Mendès France, c'était la conjugaison d'une haute conscience morale avec une grande connaissance des problèmes économiques et financiers. »

• **M. GEORGES MARCHE**, secrétaire général du P.C.F., actuellement en voyage en Chine, a adressé à Mme Mendès France un télégramme dans lequel il écrit notamment : « Avec Pierre Mendès France, c'est un homme politique, un homme d'Etat ayant marqué la vie française tout au long de ces dernières décennies qui disparaît. Pour m'en tenir à ses dernières interventions politiques, je n'oublie pas le rôle qu'il a joué dans le soutien à la majorité et au gouvernement d'union de la gauche, ni la position courageuse qu'il a prise, touchant le problème palestinien, lors des récents événements tragiques du Liban. »

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION DES FINANCES

Une vingtaine d'amendements au projet de budget ont été adoptés

La commission des finances de l'Assemblée nationale a commencé, mardi 19 octobre, l'examen du projet de loi de finances pour 1983 et a adopté une vingtaine d'amendements proposés par le groupe socialiste et adoptés par le gouvernement.

Il s'agit notamment d'un amendement présenté par M. Pierret, rapporteur général de la commission, qui concerne la déductibilité des frais de garde d'enfants. Cette possibilité, réservée actuellement aux « célibataires, veufs et divorcés » sous réserve que leur revenu imposable ne dépasse pas le plafond de la neuvième tranche du barème de l'impôt sur le revenu (soit, pour 1982, 92 970 F) devrait être ouverte « sous les mêmes conditions et dans les mêmes limites, aux foyers fiscaux dont les deux conjoints justifient d'un emploi à temps plein. »

En ce qui concerne les « paradis fiscaux », l'amendement présenté par M. Goux, président de la commission, prévoit notamment l'abrogation de l'article 209 A du code général des impôts, jugé « inefficace et inopérant », qui institue une taxation minimale à l'impôt sur les sociétés.

En remplacement, il est proposé d'assujettir à une taxe patrimoniale annuelle les sociétés inscrites dans les paradis fiscaux qui possèdent des immeubles en France », de « favoriser temporairement la disparition de l'écran juridique que constitue la société étrangère et le retour à une détention directe de l'immeuble par son propriétaire réel » et, enfin, de « décourager, par un relèvement des droits d'enregistrement, l'acquisition d'immeubles en France par des sociétés établies dans des paradis fiscaux. »

En ce qui concerne les assurances, un amendement propose la suppression de la taxation des contrats d'as-

surance groupe, tandis qu'un autre envisage une modification de la taxation des bons ou contrats de capitalisation. Ceci pour éviter de « pénaliser » ces placements par rapport à d'autres plus « volatiles », alors que « cet effort de capitalisation s'appuie le plus souvent sur un ressort psychologique profond : la préparation de la retraite. »

Le travail en commission devrait se poursuivre avec, notamment, la discussion de l'article du projet qui prévoit le remplacement de l'avoir fiscal par un « crédit d'impôt ». Le bureau exécutif du P.S. a tranché sur ce sujet mercredi 20 octobre, en faveur du maintien de l'avoir fiscal.

La commission des finances a adopté deux amendements visant à améliorer la formule du compte d'épargne en actions (C.E.A.).

• Le premier consiste à relever de 20 % à 30 % le crédit d'impôt applicable à ce nouveau produit financier et à ramener de 10 000 F à 6 000 F par personne (de 20 000 F à 12 000 F pour un couple) le montant maximum de ces comptes.

• Le second supprime l'incompatibilité prévue dans le projet initial entre les avantages fiscaux du compte d'épargne en actions et l'abatement de 3 000 F consenti sur les dividendes d'actions.

[En votant ces deux propositions, envisagées depuis quelque temps par certains parlementaires (le Monde daté 19-20 septembre), la commission a voulu renforcer les avantages du C.E.A. pour rendre plus attractif cet instrument destiné à assurer le relai des 5 000 F Mooney. Dans les milieux financiers, on craignait en effet qu'un désinvestissement important (5 à 10 milliards de francs) intervienne à la fin de l'année si les anciens bénéficiaires de la « loi Mooney » n'étaient pas tentés par le nouveau produit.]

M. J. Cance, secrétaire général du P.S.D., nous précise que M. Hintersman avait été mis en minorité au comité directeur par dix-huit voix sur vingt et une. M. Hintersman deviendra le 1^{er} novembre secrétaire général adjoint de l'Union de l'Europe occidentale (le Monde du 10-11 octobre).

Bertrand Contemporain
les signatures du mobilier contemporain
WILLY RIZZO - TOMASO BARBI
FABIAN - MAHEY
Canapé 2 places Tango
recouvert tissu Cereda 4490 F.
7 rue Lacaille 75017 Paris. Tél. 229.25.36

AVOIR FISCAL ET GUERRE D'ALGÉRIE

Désaccords entre le P.S. et le gouvernement

Le remplacement de l'avoir fiscal par un « crédit d'impôt », prévu par le projet de budget pour 1983, et le projet de loi visant à effacer définitivement les séquelles de la guerre d'Algérie suscitent l'hostilité du P.S. Le bureau exécutif de ce parti, réuni mercredi soir 20 octobre, a en effet décidé de demander la suppression de l'article 52 du projet de loi de finances qui substitue le « crédit d'impôt » à l'avoir fiscal (le Monde du 21 octobre). D'autre part, M. Jospin a été chargé d'évoquer le projet sur les suites de la guerre d'Algérie devant M. Mitterrand et M. Mauroy.

Le débat sur l'avoir fiscal a été limité aux interventions de MM. Jospin, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, et de M. Pierret, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale. Le premier a défendu la thèse selon laquelle il vaut mieux maintenir le système de l'avoir fiscal — création de M. Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, en 1965 — plutôt que de le remplacer par un « crédit d'impôt » qui lui ressemble comme un frère, ce qui donne le sentiment, selon lui, que le gouvernement reprend à son compte un élément de la politique giscardienne. Maintenir l'avoir fiscal ou l'éliminer serait alors considéré, par les socialistes, comme une mesure d'attente jusqu'à la suppression de cette disposition, conformément aux engagements du P.S., dans le cadre d'une réforme globale de la fiscalité.

Pour sa part, M. Pierret a soutenu la position du gouvernement, bien qu'elle lui paraît imparfaite. Outre qu'elle provoquerait un conflit entre le parti, le groupe socialiste et le gouvernement, la thèse défendue par M. Jospin serait accueillie, selon lui, avec incrédulité dans les milieux boursiers, qui perdrait totalement confiance dans un système d'avoir fiscal condamné à court terme. Un changement d'orientation serait aussi interprété, a-t-il dit, comme le signe d'une hésitation gouvernementale qui ferait perdre de son crédit le parti socialiste. M. Jospin a donc insisté sur le fait que le projet de loi de finances n'est pas une loi de finances internationale et contribuerait à affaiblir le franc.

La thèse de M. Jospin a emporté par dix-huit voix (les « mitterrandistes » contre dix (M. Pierret et ses amis, proches de M. Mauroy, et les « recordiens ») et trois abstentions (les représentants du C.E.R.S.). La veille, M. Mauroy avait fait part à MM. Pierret et Christian Goux, président de la commission des finances, de son intention de ne pas céder à ce point. M. Jospin n'assistait pas à l'entretien.

Le sort des officiers

Le projet de loi visant à effacer les séquelles de la guerre d'Algérie a, lui aussi, provoqué des débats contradictoires au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Le mardi 12 octobre, MM. Jospin, Richard (Val-d'Oise) et Worms (Seine-et-Marne) s'étaient efforcés d'effacer du champ d'application de la loi les généraux « félons » qui s'étaient dressés contre le général de Gaulle au nom de l'Algérie française (le Monde du 14 octobre). Leur thèse avait été mise en minorité, à deux voix près, par le groupe socialiste.

Devant le bureau exécutif, M. Delaport, porte-parole du P.S., député de Paris, a demandé que l'examen de ce projet par l'Assemblée nationale, prévu pour le jeudi 21 octobre, soit renvoyé à une date ultérieure, afin que le gouvernement

Quatre avocats interviennent auprès du Parlement

Quatre avocats à la cour d'appel de Paris, anciens défenseurs des prisonniers civils et militaires pendant la guerre d'Algérie, MM. Henry Douzon, Léo Matras, Jacques Mercier, Joël Nordmann, ont adressé, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, une lettre dans laquelle ils approuvent « que le gouvernement ait pris, ces derniers temps, les mesures qui tendaient depuis vingt ans en faveur des rapatriés », en ajoutant, toutefois, qu'ils « n'acceptent pas que la mémoire des Français soit abolie, que la réconciliation avec des hommes s'accompagne de l'oubli des faits, de l'oblitération du passé et de sa conséquence : l'adultération du présent ». Les quatre juristes précisent : « Ils n'admettent pas que le débat en cours soit l'occasion pour, par exemple, le général Jouhaud — membre du « quartier des généraux » à la retraite — contre qui le général de Gaulle, président de la République, se dressait en donnant l'ordre de « barrer la route à ces hommes-là en attendant de les réduire », puisse être écarté, disant : C'est donc que nous n'avions pas tout à fait tort... c'est une sorte de réhabilitation. »

Ils demandent au Parlement que soient exclus du bénéfice du projet de loi « ceux qui ont assumé un rôle déterminant d'organisation ou de commandement dans une entreprise, tendant à empêcher l'exercice de l'autorité de l'Etat ou à substituer à cette autorité une autorité illégale », ainsi que les auteurs de crimes de sang « commis dans le cadre de cette entreprise ».

FACE A LA MAJORITÉ

Mme Garand se montre plus conciliante M. Pons plus agressif

Il serait sans doute abusif de dire que Mme Marie-France Garand s'est ralliée à la majorité. On peut cependant constater qu'elle continue de s'éloigner de l'opposition. Reconnaissant toutefois, sur les écrans de TF 1, mercredi 20 octobre, que le gouvernement fait « de très bonnes choses » et que M. Bédaride n'a « du bon sens », l'ancienne conseillère de Georges Pompidou ne serait, pour le moment, empêchée de participer au gouvernement que par la présence des ministres communistes.

L'ancienne candidate à la présidence de la République (1,33 % des suffrages exprimés, le 26 avril 1961, au premier tour de l'élection présidentielle) est, contrairement, beaucoup plus critique à l'égard de l'opposition. Elle réserve toutefois, désormais, ses flèches à MM. Giscard d'Estaing et Barre, omettant de citer le nom de M. Chirac. Sa rupture semble donc consommée avec le camp qu'elle avait servi jusqu'aux élections européennes de mai 1979.

Le même jour, un micro de France-Inter, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., accusant encore l'opposition de son mouvement « la politique du gouvernement. Le député de Paris, communiste, avait fait M. Chirac lors de l'émission « Le grand jury R.T.L. le Monde », dimanche 17 octobre, n'a guère apprécié que l'attitude de la France dans le conflit du Proche-Orient. Rien dans le reste de la politique du gouvernement ne trouve grâce à ses yeux et il utilise des termes particulièrement sévères pour formuler ses accusations. En revanche, il se montre particulièrement coopératif envers ses alliés, allant jusqu'à souhaiter qu'ils soient « grands, forts et bien développés ». Un langage, que, avant mai 1981, les « chiraquistes » ne tenaient pas souvent en parlant des « giscardiens ».

Mme GARAND : le gouvernement fait de très bonnes choses.

Invitée du journal télévisé de TF 1, mercredi 20 octobre, Mme Marie-France Garand a notamment déclaré :

« Il y a de très bonnes choses qui sont faites actuellement et il est tout à fait anormal, par exemple, que l'opposition ne salue pas l'effort qui est fait en matière de sécurité. Il y a là un effort de lucidité, de courage et de simple bon sens, dont je m'estime qu'il puisse être contesté. »

Rendant hommage à Pierre Mendès France, « un homme honnête qui a toujours mis ses actes en rapport avec ses convictions et qui n'a jamais rien sacrifié à sa carrière », Mme Garand a assuré qu'elle n'aurait jamais participé à un gouvernement avec les communistes. « Moi non plus, je considère la participation des communistes au gouvernement moins par ce qu'elle est et par ce qu'elle représente que par »

M. BERNARD PONS : la rigueur gouvernementale est une mascarade.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., invité mercredi 20 octobre de l'émission « Face au public » de France-Inter, a déclaré au sujet de la politique de rigueur du gouvernement :

« J'appelle cela une mascarade. »

La rigueur gouvernementale d'aujourd'hui ? Laissez-moi rire. « Le budget est falsifié : 17 milliards de dépenses ont été débudgétisés, certaines dépenses importantes ont été volontairement minorées et des recettes ont été artificiellement majorées. »

« Le gouvernement se flâte en déclarant : « Voyez-vous, nous faisons un effort de rigueur, notre budget ne sera en déséquilibre que de 117 milliards avant la discussion budgétaire. » C'est faux, c'est un mensonge, le déséquilibre budgétaire avant la discussion qui va commencer au Parlement est au moins de 150 milliards. »

« En ce qui concerne l'emploi, le gouvernement triche, il ment aux Français en parlant d'une progression qui diminue. Depuis que M. Mauroy est premier ministre, il y a eu 450 000 chômeurs de plus, soit la totalité des habitants de la ville de Lille. Depuis qu'il est premier ministre, M. Mauroy a mis la ville de Lille au chômage (11...). On nous dit une chose et on fait le contraire. Le président de la République a prononcé un important discours à Figeac. Je n'en vois pas les effets dans la politique conduite par le gouvernement. Il a parlé de la réconciliation des Français, et, pendant ce temps, on discute à l'Assemblée nationale de ce projet de loi qui va démanteler Paris, Lyon et Marseille. »

Enfin, à propos de l'opposition, M. Pons assure : « Il faut que nos partenaires soient grands, forts et bien développés, qu'ils aient des leaders. Nous ne reprenons pas la responsabilité du pouvoir avec la R.P.R. tout seul. Il faut que nous ayons des partenaires solides, vigoureux, ayant à leur tête des leaders qui puissent s'exprimer. »

(1) M. Pons doit confondre la communauté urbaine et la ville de Lille, qui, au recensement de 1975, comptait 171 893 habitants.

des femmes du M.L.F. éditent...

NAOUAL EL SAADAQUI



Prix de l'amitié franco-arabe 1982

pour ses deux ouvrages :

La face cachée d'Eve

« Naoual El Saadaoui dénonce (...) l'opération barbare de l'excision, point crucial du drame de la femme orientale et africaine... »

Jean-Pierre Peroncel-Hugoz - Le Monde

Ferdous, une voix en enfer

« Un magnifique roman aux éditions Des femmes. Un chant monodrame rarement entendu... Un livre épre, écrit avec des mots premiers... »

Françoise Xenakis - Le Matin

Editions Des femmes, 6 rue de Mézières 75008 Paris

Édité par le S.A.R.L. Le Monde

André Lemaire, directeur de la publication

Directeurs : Robert Boute-Méry (1944-1969)

Jacques Fauver (1969-1982)

Impression : S. P. des Fatales

PARIS-XX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

no. 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Chaque mois, Cogedim lance une nouvelle Résidence-Services

Voici les raisons d'un tel succès :

1 Une vie adaptée à l'époque

Pour vivre aussi bien qu'hier, et même mieux, il faut plus que jamais transformer son mode de vie en l'adaptant à notre époque. C'est ce que vous proposent les Résidences-Services Hespérides. Elles s'adressent surtout aux familles dont les enfants déjà grands ont quitté la maison. Aux couples très absorbés par leur vie professionnelle. Ou aux personnes seules qui désirent trouver la chaleur d'un entourage ouvert et plus disponible.

2 Des services plutôt que des m² inutiles

Vous échangez les charges d'un appartement devenu trop grand contre des services que l'on ne trouve plus de nos jours.

3 Vivre mieux sans ostentation

Vous achetez un appartement de taille très raisonnable. Pourtant, vous vivez "sur un grand pied". Car vous êtes copropriétaire d'un Cercle de loisirs au pied de votre résidence et vous bénéficiez de services que seule l'organisation commune à tout l'immeuble rend encore possibles et accessibles.

4 Bien servi et jamais isolé

Disposer, selon ses besoins, d'un personnel qui comprend : cuisinier, serveuse, femme de ménage, infirmière, jardinier, hôte, dépanneur, est un privilège rare aujourd'hui. Sauf aux Hespérides. Vous trouverez dans chaque Résidence-Hespérides 9 à 25 personnes à votre service (selon la taille de la résidence). Vous serez aidé quand vous le souhaitez. Vous ne vous sentirez jamais isolé.

5 Protégé 24 heures sur 24

Aux Hespérides, vous vivrez rassuré, donc détendu. Quelqu'un veille en permanence à votre sécurité et à celle de vos biens. Les Résidences-Services sont en outre dotées de nouveaux dispositifs de sécurité contre les intrus et d'un service paramédical.

6 Une vie plus gaie

Aux Hespérides, vous recevrez vos amis plus souvent, sans souci et sans fatigue, dans la salle à manger particulière ou la chambre d'hôtes. Et vous nouerez des relations nouvelles au Cercle, dont vous appréciez l'atmosphère toujours accueillante.

7 Des charges raisonnables

Égales à celles d'un grand appartement sans services, grâce à la suppression du chauffage, de l'entretien et des impôts de vos m² inutiles. À la répartition du coût des services entre tous les résidents. Et à une autogestion organisée sans but lucratif.

8 La qualité Cogedim

Les Hespérides offrent des appartements de grand confort et des prestations particulières comme les passe-plats pour le service à domicile ou des cordons d'appel jusque dans la salle de bains.

9 La chaîne des Hespérides : expérience et confiance

Dix Résidences sont déjà achevées ou en construction. Un constant souci de perfectionnement de la formule préside à la réalisation de chaque programme. Vous pourrez d'ailleurs le vérifier vous-même en visitant, sur invitation, l'une des Résidences-Services déjà en fonctionnement.

10 Le choix des sites

Les Hespérides sont toujours construites sur des emplacements exceptionnels - au cœur des villes ou dans des quartiers résidentiels - qui, à eux seuls, représentent une valeur-or.

11 Reventes et locations : un marché favorisé

Les Hespérides offrent une réponse aux besoins croissants de liberté, de services et de sécurité de chacun. Elles occupent sur le marché un "créneau" original, donc favorisé, et se situent aujourd'hui au niveau des très bons placements immobiliers. Ceci malgré leurs prix plus élevés que ceux des appartements neufs sans services et sans Cercle.

12 Rareté des appartements neufs

Il est facile de prévoir une reprise spectaculaire. Les initiés en profitent pour acheter maintenant. Car, à terme, l'immobilier restera toujours l'un des meilleurs placements. Sur-tout dans un secteur d'avenir qui correspond aux besoins de notre temps. Et dans les quartiers les plus recherchés de Paris et des grandes métropoles régionales, où l'on ne construit plus.

13 Le bon choix au bon moment...

Que ce soit pour y vivre aujourd'hui plus confortablement, ou plus tard après l'avoir loué, un appartement Hespérides constitue dans le patrimoine familial un investissement intelligent et réfléchi.

14 ... selon ses goûts et ses besoins

Conçues dans un même objectif, les Résidences-Services sont cependant toutes différentes par leur situation, leur architecture et leurs plans (du studio au 4 pièces-terrasse ou à l'atelier-duplex). Il vous suffit de choisir celle qui correspond à votre personnalité. Le calme en plein cœur de Paris aux Hespérides de l'Horloge, un grand parc à Neuilly Saint-James, la vue sur la Seine à Passy, le charme Haussmannien de Villiers-Monceau ou un hôtel du 17^e siècle à Lille.



LA SALLE À MANGER DES HESPERIDES DES TERNES.



à votre service!!!

15 Et bien sûr... Le Cercle

Le Cercle est le cœur et le point de rencontre de chaque Résidence-Services. On s'y retrouve entre gens de bonne compagnie aux heures des repas, pour prendre le thé ou jouer au bridge. C'est un vrai Cercle à l'anglaise, où tout contribue, quel que soit le décor, toujours raffiné, à créer une ambiance chaleureuse. Élégant et spacieux (200 à 1000 m² selon la Résidence) il comprend salons (bar-bridge-bibliothèque), salle à manger, chambre d'hôtes, jardin ou terrasse-jardin.

Avec en plus, selon les Résidences, salle à manger particulière, billard, salon de musique-oratoire, salle de gymnastique et de massages, etc. Les Hespérides offrent au propriétaire, même d'un simple studio, ce qu'aucun hôtel ne peut plus se permettre.

Liberté, Services et Sécurité sont les trois pommes d'or des Hespérides

La chaîne des Hespérides

Les Hespérides de l'Horloge
rue Saint-Martin, Paris 3^e, M^o Rambuteau,
RER Haïdes-Châtelet. Livraison fin 82. Tél. 278.77.33

Les Hespérides Vaugirard
233, rue de Vaugirard, Paris 15^e, M^o Volontaires
Livraison 1^{er} trimestre 84. Tél. 306.29.30

Les Hespérides Passy (Réalisation MANERA)
100, av. du Président Kennedy, Paris 16^e,
M^o Passy (future station Kennedy à 100 m)
Livraison fin 84. Tél. 520.13.14

Les Hespérides Villiers-Monceau
66, av. de Villiers, Paris 17^e, M^o Wagram
Livraison début 83. Tél. 766.23.81

Les Hespérides Wagram
64, av. de Wagram, Paris 17^e, M^o Ternes
Lancement début 83. Tél. 766.23.81

Les Hespérides Neuilly Saint-James
8, rue Delabordère et 63-71, rue de Longchamp à Neuilly,
M^o Pont-de-Neuilly. Livraison début 83. Tél. 722.04.38

A Lille: Les Hespérides de la rue Royale*
92, rue Royale, Lille
Livraison mi 83. Tél. (20) 55.25.23 (Réalisation SACI)

A Bordeaux: Les Hespérides Saint-Christoly*
(Réalisation S.A. SAINT-CHRISTOLY)
Lancement décembre 82. Tél. 256.36.36

A Marseille: Les Hespérides du Prado* (en projet)
(Réalisation MANERA)
A 100 m du 2^e Prado. Tél. 256.36.36

En fonctionnement: **Les Hespérides des Ternes** **Les Hespérides d'Auteuil** **Les Hespérides de Fontainebleau**

* Certaines Résidences-Services Hespérides sont réalisées par des constructeurs indépendants, mais avec l'accord, et le concours en tant que conseil, de "Cogedim Résidences-Services".

COGEDIM
S.A. au capital de 50 millions de francs

266.36.36

Envoyez ce bon à
COGEDIM
21, rue d'Astorg,
75008 Paris

Vous recevrez des informations
sur la Résidence-Services
de votre choix, ou pour mieux
connaître la formule,
"Le Livre des Hespérides".

NOM _____
ADRESSE _____
Tél. _____

Résidence choisie : _____

Appartement souhaité : _____
☐ Studio ☐ 3 Pièces
☐ 2 Pièces ☐ 4 Pièces

501/511/512

POLITIQUE

Nouveaux circuits de l'opposition

IV. - La reconquête du quatrième pouvoir

par YVES AGNÈS

L'opposition applique contre le pouvoir une tactique de harcèlement visant à capitaliser les mécontentements que suscite l'action de la gauche. Parfois tentée de mettre en cause la légitimité de la majorité de mai et juin 1981, elle s'appuie sur les fractions les plus hostiles des couches moyennes et tente de tirer bénéfice de la réserve de nombreux intellectuels (le Monde des 19, 20 et 21 octobre). L'opposition tente enfin de circonvenir l'influence des grands moyens d'information en entretenant la défiance à leur égard.

La gauche au pouvoir a peur de l'information. Elle balance entre un désir profond de contrôler les grands moyens audiovisuels et de limiter l'influence d'une presse écrite libre, et une aspiration à laisser le débat s'instaurer, à permettre que l'information - ce quatrième pouvoir - joue en toute quiétude son jeu normal de critique et de contestation. La gauche a raison d'avoir peur. L'opposition a compris, dès le lendemain du choc de mai-juin 81, que le combat politique se jouerait, comme par le passé, avec les médias, petits et grands.

La première bataille fut livrée dès l'automne dernier. Quelques têtes étaient tombées dans les chaînes de télévision et de radio, notamment celle de Jean-Pierre Elkabbach, qui concentrait sur lui les reproches faits à la « télé de Giscard ». Puis vint que cette télé, entend-on dire partout, est devenue exécrable. Que changement rime avec emménagement, ou codocinement. La campagne s'effle, les sondages pleuvent. On orie à la « chasse aux sorcières ». Haro sur le « culturel », haro sur l'entrée de quelques communistes dans les chaînes. A la tribune de l'Assemblée, le 16 novembre 1981, M. Robert-André Vivien (R.P.R., Val-de-Marne), lance : « Faites réver les Français ! A l'heure actuelle,

vous êtes en train de les désespérer. »

La campagne atteint son but. Les responsables des chaînes de télévision prennent peur. Comme par le passé, la politique de la rue Cognac-Jay et de la Maison de Radio-France se fera avec les taux d'écoute. Guy Lux, Pierre Bellemare et Philippe Bouvard triomphent avec modestie...

Eduqués ou rééduqués

En même temps, la droite multiplie les initiatives sur le thème de la liberté et de l'indépendance de l'information. La thèse est simple, voire simpliste : le pouvoir socialiste-communiste s'est approprié les médias, afin de cacher la vérité aux Français et de leur fournir une information orientée. En arrière-plan : les pays de l'Est, et particulièrement la Pologne après le 13 décembre 1981. Quelle que soit la réalité de cette argumentation, l'important est de la répéter inlassablement.

Dès le mois de juillet 1982, M. Michel Bassi, ancien directeur général de Radio-Monte-Carlo et militant giscardien, crée la « Convention du 29 juillet 1981 pour la liberté d'expression » (1). Objectif : lutter contre l'« épuratoire ». En avril 1982, trois députés de l'opposition, MM. Alain Madelin (U.D.F.), Jacques Godfrain et Bruno Bourg-Broc (R.P.R.) se présentent au service d'observation des programmes télévisés pour demander les analyses des temps d'antenne obtenus par l'opposition et la majorité. Sans succès, d'ailleurs.

Partout dans le pays se créent des associations locales ou régionales de téléspectateurs, sur l'initiative des militants de l'opposition. M. Gérard Longuet (ancien député U.D.F. de la Meuse) en regroupe bientôt un certain nombre dans une « Association nationale télévisée ». M. Jacques Baume, député R.P.R. des Hauts-de-Seine, crée de son côté l'Association pour une télévision de

libre expression (ATELE), puis un intergroupe parlementaire qui affirme regrouper quatre-vingt députés et sénateurs. Aux Journées parlementaires R.P.R. de la Grande-Motte, en septembre 1982, M. Chirac annonce la constitution d'une « cellule de vérification de l'objectivité de l'information audiovisuelle », animée par M. Jean Fauran.

Députés et sénateurs de l'opposition multiplient les prises de parole sur ce thème au Parlement. A l'occasion de la préparation de la loi sur la communication audiovisuelle, M. Alain Madelin (député d'Ille-et-Vilaine) dénonce « la conception socialiste qui consiste à transformer la télévision en moyen d'éducation et les journalistes en instituteurs. Les citoyens sont majeurs, déclarait-il, ils n'ont pas à être éduqués ou rééduqués par l'Etat ». Par cette activité sans relâche, l'opposition vise au moins deux objectifs. D'une part, que la majorité tienne ses engagements sur l'indépendance des chaînes de radio et de télévision, indépendance dont elle pourra éventuellement bénéficier. D'autre part, faire passer l'idée que l'opposition est la championne des libertés, qu'elle est le rempart contre les entreprises totalitaires des « rouges ».

Ainsi s'efforcera-t-elle de présenter la loi sur l'audiovisuel - qui pourtant introduit, pour la première fois, une brèche dans le monopole d'Etat - comme une nouvelle emprise de la pieuvre étatique. Ainsi tentera-t-elle de faire croire que l'information télévisée est manipulée, que l'opposition est bâillonnée. Les maladroites de certains leaders socialistes - notamment MM. Georges Fillioud, ministre de la communication, et Claude Estier, député de Paris - lui fournissent des occasions en or. De même, les commentaires de Soir 3, le journal de la troisième chaîne, misent à l'image de neutralité de l'ensemble des journaux télévisés.

Et lorsque M. André Audinot, le P.D.G. du Figaro (député non inscrit de la Somme) est inculpé après d'autres en vertu de l'ordonnance de 1944 sur la concentration dans la presse, comme prête-nom de M. Hersant, ce dernier annonce la couleur : on va se battre ! Une campagne est lancée dans les colonnes des journaux du groupe sur le thème de l'atteinte à la liberté de la presse.

Le pouvoir considère globalement les grands quotidiens régionaux comme d'opposition, même s'il possède des appels importants avec notamment le Provençal de M. Gaston Defferre (Marseille) et la Dépêche du Midi de Mme Evelyn-Jean Baylet, radicale de gauche (Toulouse). Cette appréciation n'est pas nouvelle. En son temps, le général de Gaulle avait créé les bureaux régionaux d'information (B.R.I.) de FR 3 pour faire contrepoisés à une presse qu'il estimait lui être hostile.

Pourtant, même si certains patrons de la presse régionale ne cachent pas leurs attaches « libérales » ou « conservatrices », le caractère de masse de leurs publications (en Alsace, taux record, la presse quotidienne locale pénètre dans plus des trois quarts des foyers) leur interdit le plus souvent d'être par trop marqués. L'exemple le plus symbolique est celui de Ouest-France - premier quotidien français en diffusion et comptant douze départements, - qui s'est donné pour ligne, avant et après le 10 mai 1981, de publier une infor-

Un sommet dans l'escalade sera atteint lorsque M. Valéry Giscard d'Estaing, invité le 16 septembre 1982 à l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, déclare avec la superbe du prince : « Je suis parti de l'Elysée au mois de mai 1981, cette émission, j'ai donc pu rencontrer les Français pendant soixante-quinze minutes en seize mois, je vous laisse juger de la liberté de l'information ». L'ancien président omettait seulement de dire qu'il avait refusé plusieurs fois les invitations d'Antenne 2 et de TF 1.

Pour ne pas être en reste, M. Jacques Chirac s'en prend, dimanche 17 octobre, pendant le « Grand jury R.T.L.-le Monde », aux chaînes de radio et de télévision, accusées une nouvelle fois d'être trop dépendantes du gouvernement. Il propose notamment de créer deux chaînes privées (le Monde du 19 octobre). Une telle amorce de la part d'un ancien premier ministre sur la doctrine gaulliste en la matière et les pratiques des précédents gouvernements pourrait faire sourire, si elle ne révélait elle-même les méthodes d'information du maire de Paris.

La presse polémique

Cette pression sur le gouvernement et l'opinion n'est possible que parce que l'opposition possède des bastions solides dans la presse écrite, qui fonctionnent comme autant de relais. Des hebdomadaires influents relisent l'Express et le Point influencent plus ou moins subtilement le débat politique. Dans la presse quotidienne, en revanche, on ne fait pas dans la demi-mesure. Le Figaro et le Robert Hersant - et le Quotidien de Paris de M. Philippe Tesson sont devenus les fers de lance de la presse d'opposition. Jour après jour, « une » après « une », ces deux journaux entretiennent la polémique. Tous les sujets sont bons pour critiquer le pouvoir en place.

Et lorsque M. André Audinot, le P.D.G. du Figaro (député non inscrit de la Somme) est inculpé après d'autres en vertu de l'ordonnance de 1944 sur la concentration dans la presse, comme prête-nom de M. Hersant, ce dernier annonce la couleur : on va se battre ! Une campagne est lancée dans les colonnes des journaux du groupe sur le thème de l'atteinte à la liberté de la presse.

Le pouvoir considère globalement les grands quotidiens régionaux comme d'opposition, même s'il possède des appels importants avec notamment le Provençal de M. Gaston Defferre (Marseille) et la Dépêche du Midi de Mme Evelyn-Jean Baylet, radicale de gauche (Toulouse). Cette appréciation n'est pas nouvelle. En son temps, le général de Gaulle avait créé les bureaux régionaux d'information (B.R.I.) de FR 3 pour faire contrepoisés à une presse qu'il estimait lui être hostile.

Pourtant, même si certains patrons de la presse régionale ne cachent pas leurs attaches « libérales » ou « conservatrices », le caractère de masse de leurs publications (en Alsace, taux record, la presse quotidienne locale pénètre dans plus des trois quarts des foyers) leur interdit le plus souvent d'être par trop marqués. L'exemple le plus symbolique est celui de Ouest-France - premier quotidien français en diffusion et comptant douze départements, - qui s'est donné pour ligne, avant et après le 10 mai 1981, de publier une infor-

mation pluraliste, même si sa direction, héritière du courant M.R.P., reste proche de l'humanisme chrétien.

La guerre des ondes

L'opposition a donc davantage mis en province sur un phénomène en pleine expansion : les radios locales privées, ou « radios libres ». A la tête du mouvement, M. Jean-Marie Rausch, sénateur C.D.S. et maire de Metz, crée dès le 6 juin 1981 Radio-Metz F.M., qui émet depuis l'hôtel de ville. En juillet, plusieurs maires d'opposition se regroupent, avec l'aide de professionnels de la communication, dans une Fédération des associations de radios d'expression libre (FAREL). Le 28 septembre, Radio-Servus-Tour-Eiffel, station présidée par M. Jacques Chirac, émet à son tour, après Radio-Solidarité, « la Voix de l'opposition », à Paris.

Le 30 septembre, une quarantaine de maires fondent l'Association pour la promotion et la liberté de l'information municipale (APELIM). Parmi les membres du bureau, on trouve MM. Yves Guéna (R.P.R., Périgord), Alain Griotteray (U.D.F., Charente-le-Pont), Jean Lecanuet (U.D.F., Rouen), Pierre Baudis (U.D.F., Toulouse), Alain Joissains (U.D.F., Aix-en-Provence). Participe aussi à cette association MM. Jacques Médecin (Nioc Radio-Belle-d'Anges), Michel Péricard, à Saint-Germain-en-Laye, Jean-Marie Graulot, à Caen, etc. (le Monde du 2 octobre 1981). Ces maires des « grandes villes libérales de France » se disent exclus des moyens de communication, notamment de « FR 3 (qui est désarmée aux mains de la C.G.T. ». Ils s'efforcent aussi de lier par la « loi Fillioud » sur les radios privées locales que M. Mitterrand a été avec le monopole, réaffirmé dans la loi de 1974, au moment de Radio-Réponse.

Profitant de l'anarchie qui règne - encore aujourd'hui - sur les ondes F.M. et sur l'insécurité du gouvernement à faire respecter la lettre et l'esprit de la loi (régime associatif strict, regroupements, puissance limitée des émetteurs, pas de publicité...), les municipalités d'opposition s'organisent rapidement. Elles y sont d'autant plus encouragées que les conseils municipaux de gauche, socialistes ou communistes, font de même. Ainsi, la commission consultative des radios locales privées (commission Holleau, puis Galabert) a demandé officiellement à une trentaine de radios : que soit précisée la notion de pluralisme à l'antenne, en raison de l'importance de participation des collectivités municipales dans leur financement. Parmi elles, plus de la moitié émettent pour l'opposition.

Inquiet de cette offensive à quelques mois des municipales, le gouvernement s'interroge sur son ampleur. Enquête relativement facile : plus de quatre-vingt stations, liées ou non à des municipalités, pourraient ainsi être cataloguées comme étant hostiles à la majorité. Une militance si on les compare aux cent trois radios libres qui ont été mandatées par l'Etat d'été 1981, mais une menace réelle si l'on considère leur implantation - aucune région n'y échappe - et les possibilités de concours financiers qu'elles trouveront, ce qui n'est pas le cas de bien des radios strictement associatives.

Dans cette course à l'utilisation des médias, les deux grandes composantes de l'opposition ne disposent pas des mêmes cartes. Le R.P.R. a un leader, M. Jacques Chirac, une

« bête politique » rompu aux techniques de l'information. L'U.D.F. a perdu le sien : M. Giscard d'Estaing est encore contesté, en raison de sa défaite, dans les rangs de l'opposition « libérale » - et ne possède pas non plus cet appareil qui fait une des forces du mouvement chiracien. Celui-ci paraît mieux exploiter les occasions, est mieux servi par les événements - la « bataille de Paris » le place sous les feux de l'opposition - et paraît techniquement mieux armé, par exemple dans l'utilisation des plages horaires réservées aux partis politiques sur les chaînes de télévision.

Stratégie militante

Et c'est bien pour tirer parti du débat actuel sur l'information qu'un des temps forts des dernières Journées parlementaires du R.P.R. à la Grande-Motte a été consacré à la liberté de la presse (le Monde daté 26-27 septembre). Invités : MM. André Audinot, président du Syndicat de la presse parisienne (le Figaro) et Claude Puhil, président du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (le Républiqueain Lorrain). Une présence qui a fait grincer des dents certains journaux adhérents de ces deux grandes organisations, patronales et a renforcé la conviction de ceux qui pensent, à l'Elysée comme à Madsen, que la presse écrite est entrée, globalement, en rébellion.

Dans les rangs de l'U.D.F., le parti républicain a pris la mesure de ses faiblesses. Ses mots d'ordre sont désormais : organisation et communication. Dans la nouvelle équipe restreinte qui entoure M. François Léotard, le nouveau secrétaire général, on trouve deux responsables de la communication (M. Alain Madelin, et M. Hugues Dewavrin, ex-secrétaire travaillant aussi dans l'état-major de M. Giscard d'Estaing) et un responsable de l'animation, M. Jean-Pierre Raffarin, un expert en communication. Cette équipe réagit actuellement sur le message qui doit transmettre le parti et le langage propre à le faire passer. Dès le mois de novembre, on passera à l'action, en commençant le 6 par une Journée nationale sur la presse militante décentralisée et les radios locales. Pour les dirigeants du P.R., en effet, la « stratégie de communication » devra être militante. Comme l'a déclaré M. François Léotard au conseil national du 25 septembre. Le parti républicain va aussi produire et diffuser un document audiovisuel sur « les républicains dans la commune », et envisage à plus long terme la création d'un journal national.

Après une première phase où les dirigeants de l'opposition ont occupé le terrain de manière un peu désordonnée, on peut en prévoir une deuxième, de quadrillage et d'utilisation des divers moyens d'information. La droite a déjà fait appel, pour ce faire, à divers cabinets de conseils en communication, dont l'influence est grandissante dans les milieux politiques. Une campagne vantant les mérites de la « force tranquille » n'a-t-elle pas contribué au succès du président Mitterrand ?

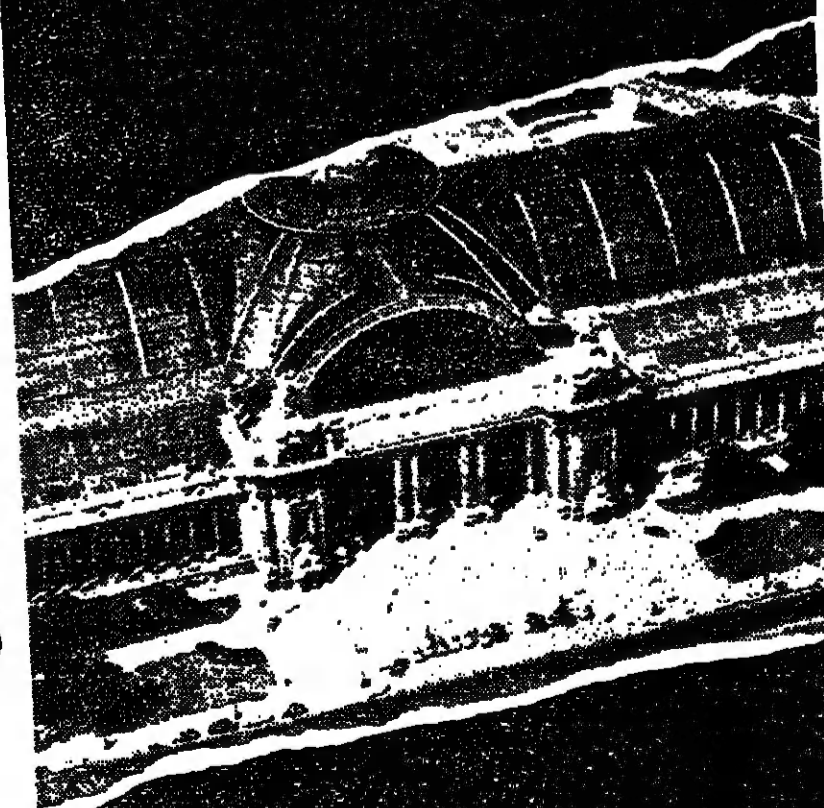
(1) Il prend par la suite la direction d'une « lettre confidentielle » hebdomadaire. Mardi matin, comportant une rubrique régulière : « Le pouvoir et les médias ».

FIN

(Lire, d'autre part, la page Idées (page 2), consacrée à la liberté de l'information.)

art contemporain

FIAC 82



paris grand palais

22 octobre - 1^{er} novembre
paris

ouvert tous les jours de 12 h à 20 h - samedi et dimanche de 10 h à 20 h - nocturne le jeudi 28 oct. de 12 h à 23 h - le lundi 1^{er} nov. de 10 h à 20 h

L'HÔTEL STATLER - NEW YORK U.S.A.

accueille du 21 au 26 octobre

400 étudiants admis en 2^e cycles de

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

pour leur séminaire d'intégration

Pour toute information sur le plus important séminaire organisé aux U.S.A. par un centre d'enseignement supérieur français, téléphonez au :

19.1.212.736.5000 ext.

ou écrivez à l'Association des Étudiants de l'I.S.G.
8 rue de Lota - 75116 PARIS

Séminaire organisé avec la collaboration des partenaires internationaux de l'I.S.G., en particulier :

l'EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA de San Francisco
et l'UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE de Genève

Conseillé par l'A.E.S.G. PROMO

DÉFENSE

CHEF DU SERVICE « ACTION » DE LA D.G.S.E.

Le général Grillo est placé dans la réserve dix-huit mois avant la limite d'âge de son grade

Le général de brigade Georges Grillo, qui a commandé le service « action » de l'actuelle Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.) ou ancien Service de documentation extérieure de contre-espionnage (SDECE), vient d'être admis dans le cadre de la réserve, dix-huit mois avant la limite d'âge normale de son grade.

C'est le conseil des ministres du mercredi 20 octobre qui a décidé d'admettre en deuxième section (cadre de réserve), par anticipation, sur sa demande, le général Grillo, dans le cadre de la réserve, dans le cadre de la réserve, dans le cadre de la réserve.

Colonel depuis 1978, Georges Grillo, cinquante-six ans, avait été nommé général de brigade le 1^{er} juin 1981, par le conseil des ministres.

Il a pris effet au 1^{er} juin 1981, l'engagement de l'intéressé qu'il quitte le service actif six mois après sa promotion, pour bénéficier de certains avantages attachés à ce grade.

DES BLINDÉS FRANÇAIS POUR LA GENDARMERIE ALGÉRIENNE

La revue spécialisée *Défense et armement* d'octobre annonce l'achat par l'Algérie à la France de quarante-quatre véhicules blindés Panhard M. 3 qui seront destinés à équiper la gendarmerie algérienne, qui compte environ quinze mille membres. Au moment de la signature de la défense, on ne fait aucun commentaire sur l'annonce de ce contrat.

D'un poids total de 5,8 tonnes, le véhicule M. 3 est un blindé à quatre roues, équipé d'un tourelleau léger dans lequel se trouve un mitrailleur de 12,7 millimètres. Il peut transporter un équipage de douze hommes.

au grade d'officier général de la réserve.

Une telle disposition permet au général de brigade Georges Grillo de se séparer d'un officier général avec honneur, sans avoir à attendre qu'il atteigne l'âge limite normal de son grade, qui est de cinquante-huit ans pour un général de brigade.

Le 13 juillet 1976, ancien officier de l'armée de l'air, il a passé à l'école de Strasbourg pour accéder à l'épaulette. Georges Grillo, après deux séjours en Indochine, créa en Algérie les célèbres commandos de « commandos Georges » qui ont porté son prénom (les commandos inspirés des méthodes du général Marcel Bineard).

Puis, à la fin du service « action » du SDECE, qui sert de bras séculier aux services de renseignements, il mène le bien, la direction générale de la sécurité extérieure de M. Alexandre de Marenches, de nombreuses missions opérationnelles et logistiques en Afrique, où il contribue à la formation, en place, de plusieurs vices-amiraux locaux. Le général d'inspiration d'entraînement des agents de son service est installé à Carcottes, près d'Orléans, dans le Loiret.

Depuis la nomination, en juin 1981, de M. Pierre Marion à la direction générale de la D.G.S.E., le service (devenu division) « action » a été renforcé et réorganisé en trois unités d'activités spécialisées (aériennes, commandos et maritimes).

Le départ du général Grillo, s'il apparaît cohérent avec la désignation de nouveaux responsables à la D.G.S.E., n'est pas une sanction puisqu'il s'est accompagné d'une promotion à un âge - cinquante-six ans - où un colonel a peu de chances de voir la promotion officielle, de devenir général.

M. Lemoine propose d'organiser la défense du territoire à partir du canton et de la brigade de gendarmerie

Entendu récemment par la commission de la défense à l'Assemblée nationale, le secrétaire d'Etat à la défense, M. Georges Lemoine, a dessiné la perspective d'une organisation de la défense du territoire « quadrillée » par la structure géographique du canton. « Ce schéma, analogue à celui appliqué en Suisse, devrait être adapté à nos conditions », a expliqué le secrétaire d'Etat, avant de résumer son « schéma » en deux points :

« On a déjà vu vérifier avec les réserves de l'armée de l'air ».

Au cours de son exposé sur la « consécration globale » de la défense, M. Lemoine a exprimé le vœu de « rapprocher la défense de ce qu'il connaît bien, de telle sorte que tout le pays soit capable de se mobiliser en place ». « La meilleure manière pour cela est le canton », a-t-il ajouté.

« Il existe à ce niveau », a expliqué le secrétaire d'Etat, une « unité militaire et civile : la brigade de gendarmerie, les unités de sapeurs-pompiers volontaires, les unités de chasse, qui ont une compétence approfondie du terrain, des maîtres et des services médicaux qui ont l'habitude d'organiser, dans ce périmètre géographique connu de chacun, les possibilités de défense ».

« La défense du territoire peut être prise en compte par la réserve et coordonnée dans le cadre du département et de la région. On obtiendrait ainsi un maillage extrêmement serré et une forte motivation des intéressés agissant dans un cadre familial », a conclu M. Lemoine, avant de faire observer aux députés que « le maillage très serré du territoire doit permettre de limiter tout effet de surprise ».

Cette conception rejoint l'annonce, faite le 30 septembre dernier devant le Sénat, par M. Charles Hernu, ministre de la Défense, que, désormais, la gendarmerie assurera certaines des missions du temps de guerre - que l'on appelle généralement « missions de surface » - jusqu'à présent dévolues à l'armée de l'air dans le cadre de la Défense opérationnelle du territoire (DOT).

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la Défense, le conseil des ministres du mercredi 20 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

■ AIR. - Est élevé au rang de général de brigade de corps aérien, le général de division aérienne Pierre Flachard.

Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Michel Forget ; général de brigade aérienne, le colonel Yves Cazaux et le commissaire-colonel Gilbert Felten.

■ ARMEMENT. - Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de première classe Marcel Benichou, Paul Sampré et Maurice El Gammal ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Patrick Raynaud, Jean-Claude et Jacques Roussel.

■ TERRE. - Sont promus : général de brigade, le colonel Noël Chazaraud, Jacques Boute, Yves Béchu, Michel Couture (nommé directeur adjoint à la direction générale du génie), Bernard Duval et Marc Anglard.

Est nommé inspecteur de l'arme blindée et cavalerie, le général de division Arsène Woizard.

■ MARINE. - Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Bernard Louzeau ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Jean Guivarch, Guirec Doulet et Michel Mercier-Lucas du Vignaux.

TRANSPORTS

DÉCLANCHÉE SANS PRÉAVIS PAR LES NAVIGANTS

Grève de deux jours à Air Inter

Les syndicats des personnels navigants techniques (pilotes, copilotes et mécaniciens) d'Air Inter ont décidé d'appeler à une grève de quarante-huit heures, du jeudi 21 octobre à 0 heure au vendredi 22, à minuit.

Cette grève, sans préavis, a surpris les usagers qui s'apprêtaient à prendre l'avion ce jeudi matin et qui, pour la plupart, ont dû renoncer à leur voyage. 30 % seulement des vols ont pu être assurés dans la matinée ; les grandes lignes et surtout la Corse étaient desservies en priorité. La direction de la compagnie annonce qu'elle espère pouvoir affréter suffisamment d'appareils pour améliorer la situation d'ici à vendredi (1).

Selon le S.N.P.L. (Syndicat national des pilotes lignes), le S.NOMAC (Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile) et le S.N.P.N.A.C. (Syndicat national des personnels navigants de l'aviation civile), ce mouvement est destiné à obtenir un renforcement des effectifs. Il y a environ six cents navigants techniques à Air Inter et les organisations syndicales estiment qu'il faudrait environ cinquante personnes supplémentaires.

Des négociations sont en cours depuis plusieurs semaines entre les syndicats et la direction de la compagnie sur la réduction du temps de travail. C'est mercredi, en fin de matinée, que les syndicats ont donné leur ultimatum au président de la compagnie quelques heures pour trouver un compromis.

[Cette grève du personnel navigant fait suite à celle qui avait été déclenchée au début du mois de juillet par les pilotes et stewards. Pour connaître la suite de ces événements, voir page 13.]

(1) Pour se renseigner, téléphoner à Paris, au 07-675-13-15.

La compagnie British Airways achève son plan de redressement

Le gouvernement de Mme Thatcher a décidé de dénationaliser partiellement la British Airways d'ici à dix-huit mois et, pour préparer cette opération, a demandé à un de ses « amis », l'industriel Sir John King, d'analyser les faiblesses et les compétences de la compagnie pour l'année 1981-1982 ce qu'il a fait, ce qu'il compte faire.

Résultats apparemment catastrophiques : le déficit pour l'année comptable qui vient de s'achever est de 544 millions de livres (plus de 6 500 millions de francs). Cette perte fait suite à celle de 141 millions de livres l'année précédente. A ces sommes s'ajoute un versement de 111 millions de livres au titre du service de la dette de la compagnie qui dépasse le milliard de livres.

Selon Sir John King, la compagnie paie ainsi « la plus chère des dettes : celle du passé » et la note du redressement entreprise sous son égide. Ces erreurs, ce furent, dans les années 1979-1980, une mauvaise appréciation de la situation du transport aérien, années où la concurrence sauvage de Laker et des compagnies américaines se fit sentir à plein, où la livre perdit beaucoup de sa valeur, où le trafic, surtout en provenance des Etats-Unis, commença à se tasser. Les responsables de British Airways, pourtant, malgré cela, à la croissance, commandèrent de nombreux avions (payés en dollars), augmentèrent, ou en tout cas ne réduisirent pas, les effectifs importants de la société. Conséquence : la compétitivité ne cesse de diminuer.

Le plan adopté consistait à agir sur tous ces facteurs : venir au report d'achats d'appareils ; suppression de lignes non rentables ; surtout, réduction drastique des effectifs : 59 000 personnes en 1979, 41 000 actuellement, 35 000 en 1982.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Le représentant du C.N.P.F. critique vivement le nouveau rôle et la composition des comités économiques et sociaux

« Une mesure inacceptable, aberrante, une mauvaise action : un affront et un coup bas ». C'est en ces termes très vifs que M. Michel Maury-Larivière, vice-président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), a condamné le nouveau rôle et la nouvelle composition des comités économiques et sociaux, décidés « sans consultation préalable » par le gouvernement (le Monde daté 10-11 octobre).

Les comités ne seront plus consultés sur les grandes orientations du budget et du Plan ; le nombre de leurs membres a été augmenté pour faire place aux représentants des associations, des syndicats, des associations de consommateurs, des associations de la culture, etc. Ces organismes, qui suivent l'action régionale au plus près, risquent donc de devenir des lieux de discussion politique sans pouvoirs réels. M. Maury-Larivière - président du C.E.S. de Poitou-Charentes - explique ainsi ses critiques et celles des représentants régionaux du C.N.P.F., qui, dit-il, l'ont mandaté pour protester contre « cette opération politique qui vise à donner dans les régions le pouvoir aux formations de la gauche ».

Quelle attitude les représentants du C.N.P.F. vont-ils adopter ? « Seront-ils dans les comités, vont-ils observer leur évolution et, ensuite, agiront-ils en conséquence ? Sans le dire expressément, M. Maury-Larivière estime que, si leurs craintes se confirment, ils pourront, par la suite, abandonner ces assemblées - démontant les deux arrêts de travail : ils ont été décidés pratiquement sans préavis. Les syndicats ont formellement le droit pour eux : Air Inter est une compagnie privée et les travailleurs - en principe - ne sont pas soumis à un véritable service public, comme les passagers en escales pour obtenir la satisfaction de ses revendications, si légitimes soient-elles. Y avait-il vraiment une telle urgence à Air Inter pour qu'on refuse à la direction d'autoriser aux passagers le droit de leur avoir permis de prendre leurs dispositions ? Personne, de bonne foi, ne le croit. »

(1) Pour se renseigner, téléphoner à Paris, au 07-675-13-15.

SALAIRES: POURQUOI L'IMAGINATION PAYE.

En 1982, les entreprises ont du intégrer une donnée qu'aucun scénario n'avait prévue : le blocage.

- Quelles en sont les répercussions sur les salaires de l'industrie ?
- Y-a-t-il des postes favorisés au détriment d'autres ?
- Quelles sont les perspectives d'évolution, par secteur ?
- Jusqu'où peut aller l'écrasement de la hiérarchie salariale ?
- En quoi êtes-vous directement touché ?

Pour répondre à ces questions, l'Usine Nouvelle a mené, en collaboration avec l'ITS/ORC (Institut Technique des Salaires / Organisation Ressources Consolers) une enquête qui porte sur 37 postes et analyse 100.000 bulletins de paye.

Ce 3^{ème} « Dossier Salaires », véritable ouvrage de références de tous les responsables de l'industrie, prend en compte les directives gouvernementales, l'évolution probable des prix, les intentions de plusieurs entreprises pilotes. Il dresse un bilan mesuré, mais accompagné d'une indication pour le moins insolite : dans un environnement où les politiques salariales oscillent dangereusement entre le point d'équilibre et le point de rupture, l'imagination s'avère pourtant payante. Témoins, les initiatives de plus en plus nombreuses d'entreprises, grandes et petites.

A lire absolument. Pour savoir comment vous situez et pourquoi l'imagination paye.

L'USINE NOUVELLE

UN DOSSIER EXCLUSIF. LES SALAIRES DE L'INDUSTRIE 83.

En vente dans les kiosques dès le 21 Octobre. No 43 de l'Usine Nouvelle.



L'enquête sur l'affaire du Coral

Les policiers recherchent des témoignages d'enfants

[illegible]

UNE LETTRE DE M. RENÉ SCHÉREB

reçu M. René Schérer, professeur de l'université Paris-VIII (Saint-Denis), la lettre suivante :
A la page 13 du Monde du 21 octobre, où mon incrimination, dans le cadre de l'affaire du Coral, est annoncée, il se trouve que, dans une colonne voisine, M. Christian Colombeau parle de « faits reconnus », à propos de cette même affaire.

Comme les lecteurs pourraient éventuellement penser à des faits reconnus en ce qui me concerne, je suis obligé de préciser qu'à mon égard, non seulement il n'y a aucun « fait » reconnu, ou non, mais que les accusations calomnieuses de M. J.-C. Krief, seul témoin et accusateur dans la procédure me concernant, se sont évanouies devant la cour d'appel de Paris, lors de la confrontation que j'ai eu avec ce monsieur, devant l'inspecteur de la police judiciaire qui recueillait ma déposition.

M. le juge Salzman m'a déclaré qu'il n'incrimait tout en me

M. le juge Salzmann m'a déclaré qu'il m'inculpait tout en me .

FAITS DIVERS

● **La catastrophe de Metz.** — M. Auroux, ministre du travail, a ordonné la constitution d'une commission d'enquête sur l'accident du silo à grains du pont fluvial de Metz. Cette commission, qui sera présidée par M. Batz, responsable de la prévention des accidents professionnels au ministère du travail, a pour mission de déterminer les mesures concrètes pour éviter le retour de semblables accidents. Sept corps ont pu être dégagés des décombres. Cinq personnes sont encore portées disparues.

● **Le chauffeur d'autocar était tort.** — Le parqu岸 d'Evreux a reuré, au début de la semaine, son permis de conduire a conducteur d'autocars. Le titulaire de ce permis est M. Claude Durand, pour conduite en état d'ivresse. Les quelques trente élèves du collège de Gagny (Sures) que transportait le véhicule, lundi 11 octobre, s'étaient vite aperçus que le conducteur n'était pas dans un état normal, l'engin ayant plusieurs fois quitté la route et s'arrêtant au talus. Quelques-uns des élèves ont préféré descendre de route et s'échapper sans parents.

D'autre part, M^{lle} François Chatelet, Gilles Deleuze et Jean-François Lyotard ont fait la déclaration suivante :

« Professeurs de philosophie à l'université de Paris-VII, comme notre collègue René Schérer, nous exprimons notre indignation devant l'inculpation fondée sur des dénonciations calomnieuses dont il est l'objet, tenons à lui manifester publiquement notre attachement, notre estime profonde. Nous rappelons la haute qualité de son enseignement et de son œuvre philosophiques. »

L'ÉTAT FINANCERA LE REMBOURSEMENT DE L'AVORTEMENT

Le communiqué de l'hôtel
Majestic a annoncé que le 20 octobre que le gouvernement déclarait prochainement un projet de loi prévoyant le remboursement de :

Le communiqué indique : « Ce projet a pour but de :

- 1° avant la fin de la session parlementaire en cours, comporter les dispositions suivantes : les
- 2° crédits pratiqués I.T.V.G. seront remboursés à des membres du
- 3° Sécurité sociale, un ticket modé-

ré de 100 francs à la charge des

intéressés. L'Etat se financera de cette mesure en procédant à des versements globaux au régime des

MÉNAGER LES SENSIBILITÉS

La longue interruption de l'activité professionnelle est un problème proche du chômage. Le gouvernement a finalement décidé de verser une indemnité à ce point et de créer un statut lorsque l'absence ne dépasse pas un an, un enfant, une maladie, pratiquement toujours temporaire, ou un congé de longue durée. La loi de 1975 leur a ouvert des centres hospitaliers. Il reste à établir l'égalité financière par le remboursement.

En principe, dès janvier 1971, une
des F.I.V.G. sera mise en pratique, les
socialistes. Une fois que nous pourrions
30 % de l'automatisme sera
révisé. Nous n'aurons pas à avancer
somme, nous ne représentons pour
une lourde charge. Les
l'égalité ne sera totale que
les hôpitaux seront augmentés
Un autre point est à augmenter
pratiquant les F.V.G. Encore
que les autres respectés
Mais si, nous ne pouvons pas
se référer au décret
de la Déclaration
Bérégovoy par la Sécurité
provoqué l'état
nombreuses protestations, notam-
ment les femmes du parti socialiste.
Les protestations ont été
de M. Roudy et l'ont aidé
plus que nous n'aurons fait un
M. Roudy. Les socialistes
consentiraient à persuader ses col-
lègues, le premier ministre et le
chef de l'Etat.

Le milliardaire a rapidement
 des sondages d'opinion l'y ont
 du débat
 les muni-
 municipales était dangereux. Il
 fait savoir qu'une décision
 rapide lui était nécessaire. Un
 le 19 octobre au
 lors d'une réunion avec
 Roudy et M. Bérégovoy.
 a expliqué qu'il sou-
 un projet de loi re-
 ment rédigé.
 Le budget spécial prévu
 de manager certaines
 ceux qui n'auraient pas
 nécessaires
 pris ceux de la caisse
 toutes les
 conveni-
 de devoir
 chaque le

CHRISTIANE CHOMBEAU

MÉDECINE

Grève à l'hôpital psychiatrique de Saint-Maurice

Depuis le 9 octobre, la quasi-totalité du personnel de l'hôpital psychiatrique Esquirol à Saint-Maurice (Val-de-Marne) est en grève. Une réunion de l'administration de l'établissement est prévue pour vendredi, au cours de laquelle seront examinées les revendications des grévistes. 750 personnes hébergées dans cet hôpital, 110 personnes y travaillent (1).

personnel. ■ mouvement met en évidence les difficultés considérables auxquelles ■ heurtent de nombreux hôpitaux psychiatriques. ■ tributaires d'un mode de fonctionnement ■ dictionnel, alors que l'ouverture vers l'extérieur s'impose ■ de plus en plus de force aux thérapeutes eux-mêmes et aux familles ■ malades, ■ que les pouvoirs publics amorcent une réflexion qui n'a pu encore s'inscrire dans les ■

Le règne de la pénurie

Tout, d'abord, fait figure de symbole.
 Tout, d'abord, a son nom péroratoire.
 — Charenton, — dans son his-
 toire, dans son architecture,
 évoque l'ancien jadis, l'un
 des plus anciens de France, puis
 sa fondation par Louis de Saint-
 Médard, romancier, romancier
 colt alors, romancier d'au-
 dont le nom se place au-dessus
 du roi », c'est-à-dire au-dessus
 du cachet. La majorité d'entre eux sont
 issus de la bourgeoisie et ont une
 culture, une culture, une culture.
 — La pensée, la pensée, la pensée
 la Révolution, l'établissement de
 « plan national ». Le Directeur
 le place ensuite dans le di-
 rectoire du ministère de l'intérieur.
 Charenton doit, entre autres
 choses, être illustré, la marque
 de Sade, plus tard, frère de
 Victor Hugo.

Jusqu'en 1970, l'hôpital Esquirol abritait la psychiatrie nationale, un envisage d'y supprimer la psychiatrie au profit d'une psychiatrie maternelle. Cette-ci a été effective-ment créée — elle a été, depuis, transférée au Vésinet, — mais les autres secteurs, comme le Centre Charenton, leur nombre augmentant même jusqu'à 1980, ont continué d'exister.

Jusqu'en 1970, l'hôpital Esquirol abritait la psychiatrie nationale, l'administration centrale alors qu'il y avait dix-huit hôpitaux psychiatriques départementaux, particulièrement nombreux par ailleurs, des associations et un personnel particulièrement minces. En 1970, seulement, Esquirol a été transféré aux autres établissements, la psychiatrie, entre-temps, rapatriée — les hôpitaux psychiatriques départementaux ont été transférés aux autres établissements.

En l'établissement de direction
ranton, est placé dans la direction
de l'un des grands
du Equivoil, qui est un
plan architectural, architectural,
pour l'époque. Il propose
de regrouper les malades par catégories : « Furieux, traitement, furieux incurables, mélancoliques calmes, mélancoliques agités, déments, convalescents », rassembler en unités (45 lits environ).

Une en partie la situation qu'Esqurol a créée aujourd'hui, effet, si le personnel s'est en grave, c'est que les conditions de travail, l'hôpital, les parties difficiles. Au Esqurol - établissement ne les médecins tiraient malades, n'y adressaient que patients - tranquilles - qui dans l'établissement

Après la mort d'Esquirol, [] adopta son nom, est [] suivant les plans de ce [] la loi de 1838 vient d'être [] organise la psychiatrie publique, et [] la destruction d'un asile [] chaque département. [] comptera qu'un - [] mais s'entourera d'un [] asilaire qui ne cessera de l'élargir. La « maison » de Charenton, de « maison royale » est devenue « maison impériale ».

longues durées. ■ mince
■ personne ■ pouvaient ■

Ce n'est plus ■ aujourd'hui.
D'une part, parce que l'hôpital ayant
■ « sectorisé », ■ reçoit ■ présent
■ patients ■ l'est ■ Paris et
département ■ Val-de-Marne,
tients ■ tout ■, ■ la rota-
tion est rapide et le séjour plus
bref. D'autre ■, ■ nombreuses
parties de l'hôpital ayant été « huma-
■ », c'est-à-dire rénovées, bon
nombre de ■ ■ ■ dis-

L'IMAGE DE CHARENTON

Déjà au milieu du dix-neuvième siècle, l'image de Charenton portait tort à Saint-Maurice. Les conseillers municipaux de Charenton - Saint-Maurice décidèrent de détacher la commune, l'hôpital cessant d'être localisé à Charenton, pour se trouver à Saint-Maurice. Ainsi, son nom ne le trahit plus, et ne donne un parent à la malheure d'être aliéné ne verront plus dans les actes paraître le nom de Charenton, pour lequel elles ont généralement de la répugnance. Ce qui stimule pour elle le développement d'une maladie affligeante qui est désavantageuse aux alliances.

déposer un recrutement
imposent. Or, disent les grévistes et
les nombreux médecins, l'hôpital
vit toujours... normes
ciennes et le... d'encombrement
des malades... dramatiquement bas.
la partie permanente de la sécurité,
particulier... nuit. Le personnel
semble qu'il manque à l'hôpital
cent trente-cinq agents. Le conseil
d'administration parle de quatre...

En outre, beaucoup
ont actuellement occupés
... souffrants - dont... saint
est fragile puisqu'il est bénéficiaire
d'une cure sécurisée de l'emploi.
grévistes veulent obtenir leur titularisation.

Enfin, le personnel d'Esnoubois
nécessaire... à la différence

d'une semaine ■ congés d'hiver.
Lorsque ■ ■ la ■
■ ■ congés ■ vingt-sept
■ ■ (jours) ■ pour l'en-
semble ■ établissements hôpita-
■ ■ M. Jack Rallie,
la santé, le personnel a pensé ■
cet allongement viendrait en sus ■
■ ■ déjà acquis. Or, ■
d'administration ■ l'hôpital ■
■ ■ l'extension ■ congés,

prévu pour tous, serait. Esquitol,
- à priver... d'hiver.
Les décisions... d'admi-
certainement
détonateur... les ori-
gines... plus
profondes
travailler à Charenton, il
plusieurs... budgé-
sont, en
Le centre... formation... l'hôpital
aliments en majorité...
établissements psychiatriques, singu-
lièrement... province.

Cette... des services
au... Malgré... améliorations
nés, l'image... des dernières an-
s'effraye... conditions de soins,
la pénurie de personnes qui freine
travail
secteur, c'est-à-dire
extra-hospitaliers... un personnel
soignant... demande
plus... plus... traiter...
- autrement... La direction,
médecins... l'hôpital, man-
ifestent... l'égard des grévistes, une
compréhension évidente. Attachés
l'-outil... comme le personnel, ils
ne demandent qu'à l'utiliser... le
sortir de... pénurie.

CLAIRE BRISSET,

(1) Sur ce — qui ne comprend — les medecins — figurent environ sept cents soignants (infirmiers, infirmieres, aides-soignants, agents — service hospitalier). Compte tenu — conges et — cet effectif est reduit, estime-t-on — pres — la — terme-t-on presence effective aupres — lades.

● Un cas ■ rage animal ? ■ de Bordeaux. — Les services vétérinaires de la Gironde ont été l'incriminés. Pasteur ■ établir qu'un chien mort dans des conditions suspectes était atteint ■ la ■. L'animal, qui appartenait au concierge du collège Paul-Langevin du Mérignac dans la banlieue ■ Bordeaux, a selon ■ traisement. ■ pas une ■ de ■ renard ■ les ■ de ■ propriétaire. ■ les Ardennes, fin juillet. Le chien, qui était ■ d'une ■. ■ la rage, ■ mordu ■ personne. ■ même ■ son ■ entrecu, ■ le pendant ■ vaccine. (Corrèze).

CLAIRE BRISSET

Jouez de la Lire

1325F
ROME A/R

1620F
FLORENCE (Pise) A/R

1190F
VENISE A/R

*Tarifs P+ et Subsequent valables au départ de Paris-Charles de Gaulle 1.

Avec **Intermezzo**, il vous est facile d'orchestrer un week-end shopping en **Intermezzo**. L'art ou le dépaysement, Rome, Venise ou Florence vous attendent et vous offrent l'occasion d'apprécier le shopping italien... de retrouver le plaisir d'acheter. Un week-end pour "jouer de la lire", c'est la formule souple ■ attrayante qu'Alitalia met à votre portée ■ **Intermezzo**. A titre indicatif, vous séjournerez, 3 jours et 2 nuits, dans un hôtel 3 étoiles, en ■ double ■ petit déjeuner, et une matinée ■ visite guidée, ■ personne, à Rome pour 455 F, à Florence pour 550 F, à Venise pour 530 F.

Demandez la brochure **Intermezzo** à votre agent de voyage ■ ■ Alitalia (256.66.33).

Alitalia

Rio 116

10 ANS DE RELATIONS PUBLIQUES

1972 La perspective de mise en exploitation d'un gisement de fluorine, à quelques kilomètres de la Colline de Vezelay, est sérieusement compromise par les attaques des diverses associations de protection de la nature. Pechiney Saint-Gobain confie à Actis la mission d'organiser sa Campagne d'Information.

1973 L'inauguration à Reims de l'Usine Krema-Hollywood est l'occasion pour General Foods France de mettre en place une Stratégie de Communication auprès de la presse, des distributeurs et de son personnel. Actis est chargé du projet et de sa réalisation.

1974 Les carriers, accusés d'être des destructeurs privilégiés de l'environnement, font l'objet d'attaques violentes de la part de la presse, des associations de défense, des pouvoirs publics et des élus. Depuis cette date Actis est responsable de la Campagne Relations Publiques de l'Union Nationale des Producteurs de Granulats.

1975 Le Général Franco vient de mourir, l'Espagne est isolée sur le plan politique. Le Gouvernement d'Adolfo Suarez confie à Actis le soin de créer l'image de la "Nouvelle Espagne" en Europe.

1976 La Direction des Routes du Ministère des Transports, inquiète des bouleversements dus à l'anarchie des départs en vacances en juillet et août, décide d'organiser une vaste campagne de sensibilisation de l'opinion publique : Le Concept de Bison Futé est né. Actis sera chargé de son lancement.

1977 Le Centre Mondial de la Grippe s'inquiète de l'appréhension qui existe encore vis-à-vis de la vaccination. Actis sera chargé d'organiser la Campagne d'Information en faveur de la prévention.

1978 Afin de faire découvrir au grand public un secteur industriel souvent mal connu, Actis est chargé de la Campagne Relations Publiques de la Fédération Française de la Chaussure et organise dans ce cadre des journées nationales "Portes ouvertes" dans plus de 200 entreprises françaises.

1979 Après la rupture des négociations pour l'élaboration d'un nouvel accord bilatéral entre les autorités françaises et espagnoles, la Compagnie Iberia confie à Actis sa Campagne d'Information.

1980 La Société Placoplâtre, leader sur son marché, désire développer son image de marque auprès de sa Distribution : ce sera l'objet du congrès de Marbella, conçu et organisé par Actis.

1981 La Station Thermale de Contrexeville souhaite augmenter sa notoriété en lançant une nouvelle formule originale : le Forfait-ligne. Les Relations Publiques de la station sont confiées à Actis.

1982 La Banque Rothschild change de nom. Elle devient l'Européenne de Banque et confie à Actis sa campagne d'image.

actis

relations publiques

78, avenue Raymond Poincaré, 75116 Paris. Tél. : 500.41.79. Télex : 620372 F
Société Anonyme au Capital de 1.000.000 F.

Date de création : octobre 1972. Effectif 21 personnes.

Partenaires Européens : Belgique - Espagne - Grande Bretagne - Italie - République Fédérale Allemande.

LES PRINCIPAUX RESPONSABLES

DIRECTION GÉNÉRALE

J.C. Lemaignan
D. Vincent

DIRECTEURS DE DOSSIERS

D. de Biasi
B. Bogler
F. Huffer

ATTACHÉES DE DIRECTION

F. Mabire
D. Viaud

CONSEILS

F. de Montmarin
(Marketing institutionnel)
A. Froger
(Communication Audiovisuelle)

CHARGÉS DE DOSSIERS

C. de Danne
M.C. Devismes
I. Gauquelin
D. Kerforn
L. Pernot
B. de Solages

CAMPAGNES INSTITUTIONNELLES

Les domaines d'activité d'Actis

Conseil en Relations Publiques Externes

Conseil stratégique auprès des Directions Générales pour promouvoir l'image de leurs entreprises.

Elaboration de campagnes d'information institutionnelle.

Campagnes de Presse : Presse économique, Financière, Distribution, Consommation...

Campagne de sensibilisation des leaders d'opinion : Administration, Elus, Corps enseignant, Organismes de consommateurs.

Organisation de manifestations de Relations Publiques : Conventions, Congrès, Tables-Rondes...

Conseil en Relations Publiques Internes

Réalisation d'enquêtes de communication.

Mise en place de structures communication dans l'entreprise.

Communication sociale et information du personnel.

Réalisation de journaux d'entreprise (supports écrits ou audiovisuels).

Les services de relations publiques que nous offrons ont pour objectif d'aider nos clients à communiquer efficacement avec les publics influant sur leur environnement. Notre force repose sur notre professionnalisme qui couvre tous les aspects des relations publiques, sur la valeur de notre équipe dont plus de la moitié est à l'origine d'Actis, et sur notre volonté de respecter les standards de qualité les plus élevés dans notre travail. C'est à cela que nous devons notre succès, notre croissance dynamique, et la fidélité depuis 10 ans de nos plus importants clients.



J.C. Lemaignan Directeur Général.

مكتبة الامم المتحدة

JUSTICE

APRÈS L'AVIS FAVORABLE DE LA CHAMBRE D'ACCUSATION DE PARIS

Le gouvernement français a un mois pour se prononcer sur l'extradition de M. Scalzone et de Mlle Barbierato

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris présidée par M. Jean Berthoin a donné, mercredi 20 octobre, son avis favorable sur l'extradition de M. Oreste Scalzone, chef de file de l'extrême gauche italienne réfugié à Paris, et de Mlle Maria Grazia Barbierato, vingt-quatre ans, militante ouvrière d'extrême gauche des dernières éditions.

Parmi les faits qui leur ont été reprochés, les deux n'ont pas été jugés par la convention franco-italienne d'extradition de 1970. La cour a donc dû pour eux un avis définitif en ce cas, car ils étaient extradés, ils ne pourraient

être poursuivis pour ces faits. Mais pour les autres, prévus par la convention, la cour a estimé que le caractère politique invoqué par les accusés ne pouvait être retenu et qu'il convenait d'extraditer l'extradition. Lors de la session du 20 septembre pour M. Scalzone, le juge M. M. M. l'avocat général, M. Serge Galand, avait demandé qu'un avis défavorable soit rendu (« le Monde » du 21 septembre et 1^{er} octobre). La cour ne l'a pas entendu et la décision appartient désormais au gouvernement. Celui-ci, en effet, n'est tenu de suivre l'avis des magistrats que lorsqu'il est défavorable à l'extradition. Il a désormais un mois pour se prononcer.

Absolument fidèle à la jurisprudence, la chambre d'accusation a jugé que les faits reprochés à M. Scalzone et à Mlle Barbierato ne relevaient pas de la « criminalité politique » qui ouvre droit à l'extradition. Elle a donc décidé de leur extradition. Cette décision est la première prise par la chambre d'accusation de Paris depuis le 17 octobre 1979, où les magistrats ont refusé l'extradition de deux Italiens d'extrême gauche. Comme ils l'ont répété depuis, les magistrats ont jugé que les faits reprochés à M. Scalzone et à Mlle Barbierato ne relevaient pas de la « criminalité politique » qui ouvre droit à l'extradition. Elle a donc décidé de leur extradition. Cette décision est la première prise par la chambre d'accusation de Paris depuis le 17 octobre 1979, où les magistrats ont refusé l'extradition de deux Italiens d'extrême gauche.

Les faits reprochés à M. Scalzone et à Mlle Barbierato ne relevaient pas de la « criminalité politique » qui ouvre droit à l'extradition. Elle a donc décidé de leur extradition. Cette décision est la première prise par la chambre d'accusation de Paris depuis le 17 octobre 1979, où les magistrats ont refusé l'extradition de deux Italiens d'extrême gauche.

M. Franco Pignone, directeur de la section des affaires criminelles et de la section des affaires de la cour d'appel de Paris, a déclaré que la cour d'appel de Paris avait rendu son avis favorable sur l'extradition de M. Scalzone et de Mlle Barbierato. Il a ajouté que la cour d'appel de Paris avait rendu son avis favorable sur l'extradition de M. Scalzone et de Mlle Barbierato.

Caution

La justice française a ainsi apporté sa caution aux lois italiennes de 1980 et 1981. Les lois sur les repentis, qui légalisent la pratique de la délation en échange d'importantes réductions de peine. Le caractère d'opportunité politique de ces législations et leur « immoralité » avaient été longuement développés par les avocats lors des débats. Néanmoins, la cour a jugé que « les affirmations de la défense n'étaient pas de nature à établir la réalité du but politique » des autorités italiennes dans ces demandes d'extradition. M. Scalzone, qui comparaitrait libre devant la cour, et qui est ressort libre, et Mlle Barbierato, qui était détenue, et reste détenue, ont appelé de leur côté à la cour d'appel de Paris. Ils ont demandé que la cour d'appel de Paris leur accorde un sursis à statuer sur leur demande d'extradition. Ils ont demandé que la cour d'appel de Paris leur accorde un sursis à statuer sur leur demande d'extradition.

JOSYANE SAVIGNEAU.

SPORTS

FOOTBALL

Les matches aller des Coupes européennes

Quelques surprises pour les Français dans les matches aller des Coupes européennes. Parmi qu'en fin de compte la Coupe des Coupes Paris-Saint-Germain a emporté à l'extérieur sur l'équipe

locale britannique, en système de finale de la Coupe des Coupes (U.E.F.A.), Bordeaux a été battu par les Young Boys de Bâle (4-1) et la Coupe des Coupes Paris-Saint-Germain a emporté à l'extérieur sur l'équipe

La vocation européenne du Paris-Saint-Germain

Le Paris-Saint-Germain (P.S.G.) a été battu par les Young Boys de Bâle (4-1) et la Coupe des Coupes Paris-Saint-Germain a emporté à l'extérieur sur l'équipe locale britannique, en système de finale de la Coupe des Coupes (U.E.F.A.), Bordeaux a été battu par les Young Boys de Bâle (4-1) et la Coupe des Coupes Paris-Saint-Germain a emporté à l'extérieur sur l'équipe

De notre envoyé spécial. Privé de son meilleur joueur, le Paris-Saint-Germain a été battu par les Young Boys de Bâle (4-1) et la Coupe des Coupes Paris-Saint-Germain a emporté à l'extérieur sur l'équipe locale britannique, en système de finale de la Coupe des Coupes (U.E.F.A.), Bordeaux a été battu par les Young Boys de Bâle (4-1) et la Coupe des Coupes Paris-Saint-Germain a emporté à l'extérieur sur l'équipe

Après une période euhorifique de la Coupe des Coupes, le Paris-Saint-Germain a été battu par les Young Boys de Bâle (4-1) et la Coupe des Coupes Paris-Saint-Germain a emporté à l'extérieur sur l'équipe locale britannique, en système de finale de la Coupe des Coupes (U.E.F.A.), Bordeaux a été battu par les Young Boys de Bâle (4-1) et la Coupe des Coupes Paris-Saint-Germain a emporté à l'extérieur sur l'équipe

Après une période euhorifique de la Coupe des Coupes, le Paris-Saint-Germain a été battu par les Young Boys de Bâle (4-1) et la Coupe des Coupes Paris-Saint-Germain a emporté à l'extérieur sur l'équipe locale britannique, en système de finale de la Coupe des Coupes (U.E.F.A.), Bordeaux a été battu par les Young Boys de Bâle (4-1) et la Coupe des Coupes Paris-Saint-Germain a emporté à l'extérieur sur l'équipe

La France va proposer la création d'une juridiction pénale communautaire

(Suite de la première page.)

Le projet de loi relatif à la création d'une juridiction pénale communautaire a été présenté par le ministre de la Justice, M. Jean-Marie Bédier, le 19 octobre 1982. Le projet de loi a été présenté par le ministre de la Justice, M. Jean-Marie Bédier, le 19 octobre 1982.

Le projet de loi relatif à la création d'une juridiction pénale communautaire a été présenté par le ministre de la Justice, M. Jean-Marie Bédier, le 19 octobre 1982. Le projet de loi a été présenté par le ministre de la Justice, M. Jean-Marie Bédier, le 19 octobre 1982.

Le projet de loi relatif à la création d'une juridiction pénale communautaire a été présenté par le ministre de la Justice, M. Jean-Marie Bédier, le 19 octobre 1982. Le projet de loi a été présenté par le ministre de la Justice, M. Jean-Marie Bédier, le 19 octobre 1982.

Le projet de loi relatif à la création d'une juridiction pénale communautaire a été présenté par le ministre de la Justice, M. Jean-Marie Bédier, le 19 octobre 1982. Le projet de loi a été présenté par le ministre de la Justice, M. Jean-Marie Bédier, le 19 octobre 1982.

Une convention d'extradition

L'autre proposition que la France compte faire à ses partenaires est sur la convention commune d'extradition. Actuellement, la France n'est liée par des conventions de ce genre qu'avec certains de ses partenaires. Plusieurs de ces accords sont anciens, voire très anciens, et ne tiennent pas compte de l'évolution de la criminalité.

La convention à laquelle pense M. Bédier est une convention commune d'extradition. Actuellement, la France n'est liée par des conventions de ce genre qu'avec certains de ses partenaires. Plusieurs de ces accords sont anciens, voire très anciens, et ne tiennent pas compte de l'évolution de la criminalité.

La convention à laquelle pense M. Bédier est une convention commune d'extradition. Actuellement, la France n'est liée par des conventions de ce genre qu'avec certains de ses partenaires. Plusieurs de ces accords sont anciens, voire très anciens, et ne tiennent pas compte de l'évolution de la criminalité.

BERTRAND LE GENDRE.

FAITS ET JUGEMENTS

Un membre d'Action directe échappe à la police

Un membre présumé d'Action directe a échappé, mercredi 20 octobre, par un avant-mur, aux policiers de la brigade anti-terrorisme de la rue Saint-Fargeau, à Paris (20^e). Eric Moreau, âgé de vingt-six ans, a été vu se réfugier dans un appartement situé au-dessus de la brigade anti-terrorisme de la rue Saint-Fargeau, à Paris (20^e). Eric Moreau, âgé de vingt-six ans, a été vu se réfugier dans un appartement situé au-dessus de la brigade anti-terrorisme de la rue Saint-Fargeau, à Paris (20^e).

Des traditions juridiques souvent délaissées

En confiant à une cour pénale européenne le soin de juger des affaires comme celles de M. Scalzone et de Mlle Barbierato, le projet de loi relatif à la création d'une juridiction pénale communautaire a été présenté par le ministre de la Justice, M. Jean-Marie Bédier, le 19 octobre 1982.

COPIES GEANTES

NOIR BLANC SUR XEROX 250
SUR PAPIER BLANC COULEUR CALQUE POLYESTER CARBON 40 CM LONGUEUR MINIMALE
REPRODUCTION AGRANDISSEMENT POUR PLANS CONTRACTIONS AFFICHES POSTERS
ETRAVE 36, Av. Daumesnil PARIS 12 347 21 32 Tx 220064 F

"On n'échappe pas à la magie féconde de son inspiration où les cris désespérés d'un peuple se mêlent aux lamentations d'un cœur embrasé par une sorcière."

Jean-Claude Lamy/France Soir

"Muriel Cerf est de l'école américaine des Miller et des Kérouac."

Catherine Rihot à Apostrophes

"Muriel Cerf m'enchantait toujours par ses couplets, ses coups de mufleta, ses dorsures, son gaspillage somptueux. J'applaudis mordicus à son superbe rabâchage biographique à rubis, à ce cérémoniel époustouflant et secrètement macabre."

Patrick Grainville/V.S.D.

"Un langage baroque, un style torrentiel profondément original."

Madame Figaro



MURIEL CERF

ALBIN MICHEL

Roland Barthes, fils libre et inventif de Sartre

« **U**N écrivain plus immense encore que ses plus fervents administrateurs le soutiennent », « virtuosité à couper le souffle », « étourdissante inventivité », « extraordinaires pouvoirs », « l'œuvre, j'en suis persuadée, la plus sûre de durer ». Chère Susan Sontag ! Qui donc veut-elle subjugu

Si, en ce siècle, le « grand écrivain » français c'est Proust, Gide, Céline, Malraux ou Montherlant, Camus, qui ne voit que l'œuvre de Roland Barthes, aussi haut qu'on la

Roland Barthes a compté d'abord comme une présence intellectuelle qui fut une hygiène et une morale des lettres. Susan Sontag écrivait avec justice : « Le terrorisme intellectuel fut une forme centrale, respectable, de la pratique intellectuelle ».

par l'éditeur l'Ombre et l'Ombus,
d'après une ~~oeuvre~~ opéra
par Barthes, les sens conte-
nait un photogramme d'E-
isenstein, nous permet de parcou-
rir le chemin critique qui le
mena à une théorie de l'écriture
à une ~~œuvre~~ passion, ap-
pliquée ~~à~~ fois aux arts
et à la musique. ~~Les~~ réunis, ces
« ~~œuvres~~ » de la photo-
graphie ». Et André Malraux,
le « ~~peintre~~ » la peinture »
chanteur, Panzera, Schumann,
entre autres), ~~chez~~ chez le
même ~~peintre~~ jubila-
intellectuelle ~~pre~~ pre-
que ~~Barthes~~ Barthes, le
admirait

**Livres disponibles ■ revues
vissantes du ■ 82**

EXPOSITION 13 oct. - 11 novembre

■ les jours de 10 ■ à 30 h 30
2 000 livres, 500 ■ d'œuvres

23 octobre, 14 h ■ 16 h, cinéma : 300 ■
matrasse en agnès à partir d'œuvre
A. LAMPMAN, ■ BOOD, W.O. MIT-
CHELL.

16 octobre, ■ h 30, ■ Anne
HERBERT : Roger BELLEMAIRE chante
le « Tombeau » Bois, Anne HERBERT
■ « les ■ Bazan », Seuil.

■ 18 h 30, conférence : « Litté-
rature québécoise, réalisme ou utopie ? »,
par Madeleine OUELLETTE-MICHAËLS
■ octobre, 14 ■ et 16 h, cinéma : « les
Beaux Souvenirs » F. MANKIEWICZ
DUCHARME.

CENTRE CULTUREL CANADIEN

■ r. de Constantine, 75007 Paris. ■
Programme quotidien : ■

L'INITIATIVE aux mots ou le plaisir homo. On lui a consacré un livre.

Dans *Traverses*, un livre Camus, et Tony Duparc, une année d*e* (*Traverses* 40), signé Jean-Renaud et Denis Duvert —

Tony Duvert, « bien réel », et coïncidence, signé Renaud — ont écrit sous ce nom, une édition augmentée de *Tricks*, traduit par Roland Barthes. Sur ce jeu des signatures, les deux auteurs, même si l'on a parlé « d'*Atelier* Renaud Camus-Denis Duparc », n'ont pas le Passage d'*Exchango*, qui forment la première colonne de l'Eglogue. Dans *Traverses* en continuant

Renaud Camus, c'est ce plaisir visible, si sensible, si tout transmué, que nous avons en lecture diurne. Les variations président à ces barcarolles rythmées du rythme de l'instrument qui bat l'eau, jouant variations, enchaînement mots... Et, pour le ton, l'on dirait, en empruntant un mot au poète de l'Essai, qu'il s'agit d'un Camus : une nostalgie silencieuse.

Nostalgie sans retour. Au Portugal, en Italie, dans l'amour. Et l'embarquement des traces de pas qui marquent les chemins artistiques et littéraires. Barthes, dans son essai sur l'*Cybernétique* dit, sont Renaud Camus dédiés à note sur ce peintre travaille.

Un simple rappel de l'insigne nous ramène au labyrinthe. Pour l'instant, restons au jeu verbal transporté en acte. Il est marqué d'un signe d'équivalence. Ce bien des lectures de l'œuvre seraient plutôt à le dissocier. « l'initiative aux mots » désigne tout le matériel, diction « textuel », de cette œuvre, et le « plaisir homo- » biographique transcende le récit. En de possession d'un objet fit-on avec lui, Camus a publié et qu'il y a, chez lui, l'œuvre : l'œuvre est toute de simplicité. L'œuvre, celle de Travers, est un simple sache, que certains trouvent à la fois.

[illegible]

GEORGES RAILLARD.
+ ETC. TRAVERS II, 111 pa-
ges. 12.50 F.
ACHRIENNES, 284 pages. 35.50 F.
Hachette Pol.
★ TRICKS, Ed. Persona,
128 pages. 115 francs.

Mais question de morale aussi. de pratique. Appliqué à « déquer le Père », Barthes ne parlait jamais au nom d'un Autre Dieu, le peuple, le prolétariat, les opprimés, la science, la littérature, l'Écrivain) et ne se dressait pas dans une écriture pour passer en statue de la morale. Il allait, selon le mot de Sontag,

[illegible]

Dans le numéro plus inégal
 mais tout aussi chaleureux que
 le consacré de son côté la revue
 de communications (à laquelle il
 est associé comme à Critique),
 François Gaillard et Jacques
 Benhabib montrent, notamment,
 comment la *Chambre claire* res-
 sente l'abandonisme du mou-
 vement, un peu de la par-
 thènes d'une position théorique
 portant sur le méta-langage et
 critique de la *Topologie*
 humaine, qui est la *Topologie*
 des évidences et des tauto-
 logies, pour l'ensemble à une
 phénoménologie de la *Topologie*
 et une morale de la *Topologie*.

Alors, la *Chambre claire* est la pho-
 tographie comme elle se pré-
 sente modestement, est-elle son
 œuvre la plus *Chambre claire* son chef-
 d'œuvre, ne s'agit-elle que par sa
 situation terminale, puisque
 son a empêché Barthes de réa-
 liser son projet ultime, un roman.
 Quant à la *Chambre claire*, par son
 prosaïsme (opposé à son
Chambre claire), son *Chambre claire*
 moderne substitue, son *Chambre claire*
 barthes, son *Chambre claire*
 barthes, qu'elle commence à
 entendre dans les *Fragments d'un discours*
 écrit par son *Chambre claire* déjà
 le recueil d'articles intitulé

Une collection qui regroupe des textes
fondamentaux, historiques et littéraires
aujourd'hui introuvables

Talleyrand

Mémoires

1754-1815
Déjà paru

Delacroix Journal

Préface de Hubert Damisch

Dernières parutions dans la collection

FONDATAIONS

Des ouvrages devenus des classiques
Les livres d'une culture fondamentale



- | | | | |
|---|------|--|------|
| ■ Michel Vovelle
Idéologies // mentalités (inédit) .. | 70 F | ■ Mellissoux
Femmes, greniers // captiaux | 60 F |
| ■ Paul Lidsky
Les écrivains contre la Commune | 50 F | ■ Camille Lacoste-Dujardin
Le kabye | 75 F |
| ■ Yannick
Histoire de la Bretagne | 70 F | ■ Victor Ehrenberg
L'Etat grec | 75 F |
| ■ Michel Mialle
Introduction critique au droit | 70 F | ■ Mouloud Mammeri
Les Isefra de St-Mohand | 75 F |
| ■ Fernand Oury, Aida Vasquez
Vers une pédagogie
institutionnelle? | 60 F | ■ Laurette Sjoürné
La pensée // anciens Mexicains | 50 F |
| | | ■ Nicos Poulantzas
Pouvoir politique et
classes sociales | 65 F |

François Maspero

Pour être informé de nos parutions, en **gratuitement** **artisans**,
envoyez **bon à :** Éditions François Maspero 1, place Paul Painlevé **Paris**

Nom : _____
Adresse : _____

LE NOUVEAU
COMMERCE

CAHIER 53-54 - AUTOMNE 1982

En conclusion de la revue

ÉVARISTE GALOIS

Révolutionnaire et géomètre
1811-1832

D&F

André DATMAS

3

de la mort du mathématicien

1 vol. 192 p., 1 000 ex. numér.

SOMMAIRE

GIOSEFFO AGAMENON
L'ins de la pensée
*(Traduit des Pitagées
par Gérard Macé)*

ANDRÉ DARRAS
Collection partitionnaires

DOMINIQUE ANTOINETRIEN
CONTEMPORAIN
trois poètes de Vienne
André Breton, Louis Nogués,
et Marcelle Fontaine)

FREDERIKE MATZOCKER
Bonnoli, Bonjoui

KLAUSIER GERTSLI
Le monde ne connaît pas

BENZI PATAKI
Silencieux messages

HENRI MESCHONNE
Jambien de vie ayons-nous
mammes d'acier moi ouïbi

ALBERT DEIVAU
Le vase de Gungun

GUSTROIDE STEIN
Ries d'être avec le vilish

MICHELLE CELTIS DE L'IRLANDA
présentation et production
(d'André Verrier)

En librairie et N.Q.L., 78, bd Saint-Michel, 75006 Paris, Abt 190

هكذا من الاصل

critique littéraire

Le Nouveau roman à New-York

● Un colloque de confirmation.

C'EST une excellente idée qu'a eue l'infatigable Tom Bishop, secondé par David Nokes et Tom Badgley, d'organiser à New York University, au début de l'automne, un colloque sur le Nouveau roman. Ce colloque a réuni, pour la première fois depuis l'histoire récente de la critique, les quatre grands du Nouveau roman, Alain Robbe-Grillet, Robert Pinget, Nathalie Sarraute et Claude Simon, et il a, d'autre part, permis une intéressante confrontation avec la critique et avec les nouveaux romanciers américains. Parmi les absents, on comptait cependant Michel Butor (qui fut défendu par le poète Richard Howard), Jean Bricaud, dont il fut très souvent question, et Bruce Morrissette qui, bien qu'annoncé, ne put faire le déplacement.

Les exposés et les interventions des romanciers français s'imposèrent par leur force et leur simplicité. Alain Robbe-Grillet, qui enseigne actuellement à New York University après avoir tourné cet été la *Belle Captive*, était en quelque sorte sur son terrain. Son dernier roman, *Offre*, qui vient d'être édité en Italie au prix Mondello, connaît ici un certain succès, et son éditeur américain, Barney Rosset, confirme d'ailleurs que son œuvre est dans son ensemble aussi lue aux États-Unis qu'en France. D'autre part, François Jost était là pour présenter la toute récente et remarquable édition vidéo-critique de ses films. Robbe-Grillet, avec son humour habituel, fit remarquer qu'on ne pouvait jamais être révolutionnaire entièrement, et que lui-même n'était après tout qu'un écrivain du dix-neuvième siècle, « un peu plus soigné ».

Pour lui, cependant, l'essentiel se pose sous la question : « Comment me construire, dans la fragmentation ? » Il ne connaît pas la toile qu'il est en train d'écrire, et le public ne le connaît pas non plus, alors que l'auteur traditionnel raconte une histoire qu'il connaît à un public qui ne la connaît pas.

Claude Simon, après avoir caractérisé la théorie comme un cadeau empoisonné fait à la littérature, reprit le même problème en définissant le roman réaliste comme une série de fragments dont la discontinuité est masquée. Affirmant travailler d'une façon empirique et rejetant toute prétention pédagogique, il citait ses romans, et en particulier les *Géorgiques*, dans la lignée de Dostoevski, Céline, Proust et Joyce.

Nathalie Sarraute, avec une étonnante énergie et simplicité, décrit la voie qu'elle avait suivie depuis les années 30 et racontait comment Sartre l'avait aidée à publier *Portrait d'un inconnu*. Monique Wittig (rattachée à l'Université de Californie) lui apporta son soutien avec un exposé noué, et toutes deux rejetèrent sans équivoque la notion d'écriture féminine.

« Avez-vous fait bon voyage ? »

Robert Pinget déplore lui aussi les excès de la théorie et revendique pour l'écrivain « tout l'irrationnel possible ». Il parle, de son goût pour l'improvisation et pour la musique baroque : « *Mon oratoire capte quelque chose que ma plume s'efforce de transcrire* ». Pour lui, la littérature pose maintenant la question : « Le temps d'une vie, avez-vous fait bon voyage ? »

À la suite de ces exposés, où l'on vit une remarquable convergence des points de vue malgré des tempéraments personnels très différents, une constatation s'imposait : le Nouveau roman existe. Depuis trente ans, il a fait bon voyage. Non seulement il a gagné une importance historique, mais il reste solidement implanté dans notre culture et continue sans défaillance à faire partie de notre modernité.

Sur le plan de la critique, la situation est moins nette. Malgré la qualité des communications présentées, on percevait un certain malaise. Le discours rhétorique qui a en cours pendant une dizaine d'années

pèse encore lourdement sur le Nouveau roman, et les approches critiques nouvelles, indiscernables chez Baudrillard, Philippe Lejeune, Michel Thévoz (par exemple) ont du mal à se faire jour.

Un événement new-yorkais, la « table ronde » qui réunit les nouveaux romanciers américains, John Barth, Jonathan Baumbach, Robert Coover et John Hawkes attire à New York intellectuel, une tentative sympathique pour l'écriture.

L'art de lire

● De la dégustation des vins à celle des crûs littéraires.

D'habitude, on est un homme-ordinaire. Depuis 1973, il chemine par des sentiers que trace sa fantaisie et qui sont hors du commun. À travers une soixantaine de romans et d'essais, une passion prédominante se révèle : celle de l'écriture. En 1977, il a publié — sous le titre *Le Gout de l'écriture* — un modèle du genre, assaisonné de l'humour le plus pertinent et le plus impertinent. Aujourd'hui, il vient de publier *Le Gout de l'écriture*, un livre d'essai, une critique littéraire.

Gout de l'écriture, incomparable — ses mots en sont quelques-uns — Guenot est aussi goûteur d'œuvres. De la dégustation des vins à celle des crûs littéraires, le passage est, chez lui, tellement naturel que ce livre lui-même injure que de parler de méthode pour caractériser un art de vivre où la façon de humer et celle de l'humour se mêlent parfaitement.

« Le goût de l'écriture », écrit Guenot, est instantanément sensible à la cadence, au grain, au ton, à la présence d'une écriture. Il s'agit de chaque alphabétique, parfois il se réveille ; il a des préférences, des aversions, des goûts, des dégoûts. Il est le cœur de la création humaine, et comparable au vin, qui est l'écriture, ou mieux, son ancre, substance charnelle de dégustation.

La scripturologie

C'est un peu comme si, dans le monde à la Guenot, les vins étaient dégustés par l'accompagnement des plats, mais plutôt les mets le faire-valoir du vin.

Sous l'influence du structuralisme, la critique littéraire a été marquée par des réflexions nouvelles et, plus récemment, audacieuses. Guenot, dans les entretiens imaginaires qui constituent le cœur du *Gout de l'écriture*, nous propose une approche gustative et, par conséquent, olfactive des écritures. C'est une approche de la joie de lire et de vivre sur un certain ascétisme pédant. Pour lui, l'écriture se définit comme « du sens sur du rythme ».

Et le goût de l'écriture s'appréhende selon quatre paramètres qui sont la durée, le ton, la présence du grain et qui caractérisent la « personnalité » de l'écrivain.

La durée est le paramètre le plus fondamental : « Du sens à partager selon un parcours de l'attention ; une organisation sur une cadence pour produire un texte mémorable. » D'où les

vains français ainsi qu'une assez grande communauté d'intentions, mais une écriture sensiblement différente visant à des effets de comique, d'ironie, qu'on pourrait rattacher à Queneau et à l'école de la Nouvelle. L'Amérique, elle, maintenant le nouveau *Chien* en la personne de Donald Arrabal, qui viendra ici faire une tournée de conférences en novembre.

MICHEL RYBALKA.
* La plupart des textes du colloque seront prochainement publiés en français et en anglais.

MARCELLE PADOVANI

VIVRE avec le TERRORISME

« Marcelle Padovani dessine l'événement et le dévot de la violence terreur, donnée comme modèle à la violence occidentale... un bilan au total excellent. »
JACQUES NOBECOURT / LE MONDE

CALMANN-LÉVY

LA LIBRAIRIE

CHAMPION SLATKINE

7 quai Malaquais - 75006 Paris - Tél. 326.51.65

ouvert ses portes au public
et présente les fonds d'éditions
CHAMPION-SLATKINE-DROZ-RIVIERE

ouvrages :

CLASSIQUES FRANÇAIS DU MOYEN AGE (CFMA)
• TRADUCTIONS (CFMA) • PHILOGIE • LINGUISTIQUE
• LITTÉRATURE FRANÇAISE • CRITIQUE LITTÉRAIRE
• HISTOIRE • MONOGRAPHIES
SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
ARCHITECTURE • REPRINT B.D.

Bertrand POIROT-DELPECH

Le couloir du dancing

« Ce côté-là se love le talent, oui, d'un de nos meilleurs écrivains. »
Jérôme Garcin / Les Nouvelles Littéraires

GALLIMARD nrf

Remaire à Budapest

Michèle Manceaux

Seuil

GREVISSE
LA FORCE DE L'ORTHOGRAPHE
DUCULOT

Marc Andry BEL-AMI C'EST MOI



Par un spécialiste de Maupassant, une biographie romancée qui nous replonge dans le Paris du plaisir de vivre, en 1885

PRESSES DE LA CITE

5021 من الامم

Le colportage et ses risques

D'où venaient-ils, ces acrobates
de la grand-route, qui en 1939
étaient déjà là, au printemps,
que pour l'hiver le jardin et l'arbre
des enfants à leur service. La
plupart du monde, des enfants

Mais quels mariages ? Quels couples ? Ceux d'une petite et moyenne bourgeoisie de la province et des bourgeois : ceux aussi des pasteurs luthériens. Mais à peu près ni ménage de George Dandin à celui des parents de Molière, ni le mariage de Figaro et l'union d'ailleurs, comme à cette imagerie de la querelle conjugale.

JACQUES CELLARD.

★ LE MIROIR DES FEMMES.
Tous présentés par **ERINCE**
Targé. « Bibliothèque bleue »
Montalba, Diff. DIFF-
EDIT, 416 pages. 80 F.

★ FIGURES DE LA GUEUSE-
RIE. Tous présentés par **ERINCE**
Targé. « Bibliothèque bleue »
Montalba, Diff. DIFF-
EDIT, 446 pages. 80 F.

1000

■ *A travers les souvenirs de Bénédicto Cacérés.*

secrétaire général de l'association Peuple et culture. Jeune compagnon charpentier, il s'engage dans la Résistance et se retrouve bientôt dans une gentillhommière, au pied du massif du Vercors. Inspirés par l'esprit de ces fameuses écoles des cadres à D'Uriage, de petites équipes vont sillonner les maquis du Vercors et donner des rudiments de culture puisés au cœur des livres à des jeunes gens en armes, et dont les motivations étaient

BERNARD ALLIOT.
★ LES DEUX RIVAGES, de Bé-
nigno Maspero, p. 47 F

TRIO D'ECRIVAINS
(plus de 60 romans publiés)
effectueront vos travaux :
manuscrits originaux,
rédaction, rewriting,
scénarios, adaptations, etc.
Tél. : 258-92-99
322-32-94

La France au galop

Néandertal sous le bras, l'arrache à sa berge et l'entraîne lestement vers Bouvines, par une route

tout, celle, sur l'apparition dans la culture et de la curiosité historique, parmi les gens de robe au XVIII^e siècle.

La poésie conçue des Gaulois en France dans les débats politiques du XIX^e siècle, exotisme, l'imagination ont suffirait à la richesse de quelques grands poètes. Mais l'œuvre d'un écrivain mériterait presque un livre à lui seul. Mais l'encre les aborde à peine qu'il part déjà résolument vers d'autres horizons. Les épigrammes de peste au VII^e et au VIII^e siècles, l'épigramme au monde romain : « totalement désarmé » avec l'univers barbare, c'est, intégrallement armé, le Moyen Age, les guerres de Cent ans et de Religion en témoignent sans cesse. L'épigramme se distingue et constamment, mais de l'épigramme de son

Au tome V d'une *Histoire des*
Français évoquée par Chazum
 administrativement. Michélet, le
 grand Michélet, livra quelques
 judicieuses recettes ses
 par exemple : « j'ai vu dans la
 labeur de son travail par la
 nécessité d'en parfaire la con-
 struction jusqu'en terme : d'une
 histoire était une œuvre d'ar-
 tisanat que de science, elle doit
 paraître dégoûtée des machines
 ■ ■ ■ s'achève dans qui, en ont
 préparé la son- ■ ■ ■ Victi-
 me du social législa-
 tion par quelques-uns des
 de l'ère. Vingt cinq ou six ans,
 Pierre Chazum a cru pou-
 voir franchir de cette règle d'or.
 Four lui et pour nous, qu'il la
 retrouve donc si plus vite...

GILBERT COMTE

* LA FRANCE, de Pierre Chaunu.
collect. « Les hommes et [] ».
Robert Laffont, 290 pages, 66 F.

Jean Fayard

542 pages
 98 F

FAYARD

542 pages
98 F

FAYARD

RAYMOND et JEAN-PIERRE CARTIER

la première guerre mondiale

1914-1915

Pour comprendre et faire comprendre que cette guerre fut pour l'Europe naissante un véritable suicide, non pas une guerre des nations mais une ténébreuse guerre civile européenne.

PRESSES DE LA CITE

هكذا من الأهل

Parfums et puanteurs

nouvelles éditions
diffusion a

Alternative

Il est peut-être dommage, à ce

... et de vous ?

humains, et expliquer, 100, 80 pages, 100

La malice d'Octave Mannoni

Jean-Luc MARRON	- Sur l'ontologie grise de Descartes	99 F
René BOLAVÉRESSE	- Karl Popper	75 F

à l'occasion du centenaire de
la naissance de
Virginia Woolf

autres nouveautés

• Virginie
ins Le Livre de Poche
Régine Deforges
CONTES PERVERS** 554

Pascal Jardin
LA BÊTE A BON DIEU* n° 5693

le vrai

Le Livre de Poche

le vrai

le vrai

Jean-Luc MARRON	- Sur l'ontologie grise de Descartes	99 F
René BOLAVERNESSE	- Karl Popper	75 F

6, PLACE DE LA SORBONNE, 75005 PARIS

Le plus grand méconnu du dix-neuvième siècle

JEAN GAULMIER.



Un tel mouvement de **marxisme** prouve que Gobineau, par bien des aspects, correspond à la sensibilité de notre époque. Ce n'est pas le lieu ici de retracer sa biographie, qui pose encore maints problèmes : on peut se reporter au récent travail de J. Boissel.

JACQUES CELLARD.

2) *Gobineau, pages : Nouvelles asiatiques, Asiatique et Méditerranéenne*.
Ces deux volumes avec une préface d'Hubert Juin.



LA RENTRÉE

IMMOBILISME

La rentrée universitaire 1982 aura pu être celle du changement. Un peu plus d'un an après sa prise de fonction, un ministre socialiste aurait pu impulser une nouvelle dynamique à l'enseignement supérieur. Après les difficultés et le mépris qu'enseignants et étudiants avaient subi de la part du ministre des universités du précédent gouvernement, beaucoup s'attendaient à plus d'orientation, d'actualisation, de discussion préparant le long terme. Fidèle à sa prudence, M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, a trompé cinq fois sa plume dans son courrier avant de s'exprimer ou de rédiger des décrets longtemps attendus.

Pour les enseignants, qui n'ont constaté qu'une timide ouverture dans le système complexe qui bloque des carrières, la rentrée de 1982 n'est pas celle du changement. Elle l'est à peine pour les assistants et en particulier les non-titulaires qui obtiennent enfin leur titularisation.

UN ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS

« Je sais que les difficultés vont être mon lot »

Directeur général du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), M. Jean-Jacques Payan a été nommé directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche par un décret pris en conseil des ministres le 9 septembre (le Monde du 9 septembre). Il a succédé à ce poste à M. Guy Ourisson qui, après en avoir été la direction des enseignements supérieurs, a souhaité « reprendre ses activités universitaires ».

Enseignant de quarante-sept ans, M. Payan, chercheur en arithmétique, a été élu président de l'université scientifique et médicale de Grenoble-I en mars 1981. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Payan évoque les problèmes qui préoccupent enseignants et enseignants et propose des solutions originales.

« Quelques semaines après avoir pris vos fonctions, vous devez assurer la rentrée universitaire, une rentrée que vous n'avez pas préparée. — C'est vrai pour l'essentiel, bien que j'aie beaucoup travaillé depuis ma nomination pour assumer le plus grand nombre possible de dossiers ouverts. J'ajoute que j'assume les positions prises par M. Guy Ourisson pendant les derniers mois de son mandat. Parce que c'est la règle, mais surtout parce qu'elles me semblent justes. Et puis la rentrée a été préparée par le ministre et par son ministère.

« Budget réduit, augmentation des effectifs étudiants, grève de certains enseignants devant le possible allongement de leur horaire... De nombreuses difficultés vous attendent.

« Celui qui accepte la responsabilité qui m'a été confiée sait que les difficultés vont être mon lot. Au-delà d'un certain seuil, elles procurent une grande sérénité. Vous parlez, dans la même phrase, de trois phénomènes distincts que je veux récapituler les uns par rapport aux autres.

« La réduction du budget porte seulement sur les heures complémentaires des enseignants-chercheurs, cela est dû essentiellement à l'augmentation des effectifs étudiants et à celle des filières habilitées. Globalement, le budget de 1982 est en augmentation pour les enseignements supérieurs de 16,2 % par rapport à 1981. Le ministère a tenu à rendre publics les paramètres qui ont servi pour la répartition des crédits correspondants. D'où la grève de certains enseignants qui craignent pour leurs normes de service.

« Je rappelle que il y aura eu l'ouverture de plus de 3 000 procédures de recrutement ou d'intégration en 1982 pour ces catégories de personnes. Ce n'est pas négligeable, c'est même substantiel dans un contexte de crise.

« J'aimerais pouvoir offrir aux autres personnels des enseignements supérieurs des chiffres aussi encourageants. Voyez-vous, les vraies difficultés sont celles qui touchent à la conception même d'un enseignement supérieur adapté aux productions de la recherche.

« Cette université doit être celle de la discussion de la nouvelle loi d'orientation. Pensez-vous que les enseignants participeront à ce débat ? — La procédure de concertation a connu une première phase animée par la commission « Jeunes » qui a livré la synthèse au ministre. Comme celui-ci l'a dit récemment, « nul ne comprendrait que le gouvernement vienne, à l'issue de ce processus, avec pour seule proposition une somme de questions ». Les enseignants-chercheurs ont pu largement participer à la première phase.

« Une seconde étape a été faite par le ministre, qui s'est exprimé devant la conférence des présidents d'universités, des directeurs d'écoles et de grands établissements, et devant le CNESER. Les instances où les enseignants, mais aussi les autres catégories de personnes des universités — sont représentés, sont naturellement consultées. Nous sommes une période d'apocryphe de la concertation pour qu'un projet de loi puisse être déposé au Parlement à la fin de l'actuelle session, comme le ministre l'a promis.

« Je veux croire que ceux qui ont reproché au ministère une certaine lenteur dans la réflexion ne vont pas maintenant lui faire grief de mener

« Je sais que les difficultés vont être mon lot »

« Je sais que les difficultés vont être mon lot »

« Je sais que les difficultés vont être mon lot »

Pour les étudiants plus nombreux dans des salles de travaux dirigés toujours aussi petites, le changement ne sera pas immédiatement perceptible. Les boursiers, eux, savent depuis le vote du budget 1982 qu'il leur sera plus difficile de suivre à leurs dépenses, les crédits d'action sociale ayant faiblement augmenté.

M. Savary aime à présenter les « mesures d'urgence » qu'il a prises : « abrogation de la loi Sauvage, titularisation des assistants, intégration de nombreux vacataires, modification des procédures de recrutement, abrogation du décret sur les étrangers, procédure concertée et transparente pour les habilitations (1) ». Ces décisions sont significatives d'une volonté de rupture avec l'administration précédente. Néanmoins, des universitaires sont en droit de s'interroger sur la lecture qui a souvent été de mise avant toute action de ministre. Plus d'un a pu se demander le décret pris le 20 septembre 1978 sur le statut des assistants, c'est beaucoup.

Comme l'écrit lui-même M. Savary, ces mesures sont « partielles ». Selon nombre d'universitaires, elles ne sont pas suffisantes pour instaurer un nouveau climat dans l'enseignement supérieur. Le ministre semble souhaiter ne heurter personne dans le monde universitaire. C'est un parti difficile dans un milieu divisé hiérarchiquement, politiquement, et entre des disciplines différentes et aux intérêts opposés.



(Dessin de PLANTU.)

Pour avancer sur la voie contractuelle que nous souhaitons, il nous faut tenir compte des grandes disciplines et associer leurs représentants aux deux partenaires habituels que sont les établissements, d'une part, et le ministère, de l'autre. Certains ont avancé l'idée que les présidents de section et de groupe du futur conseil supérieur des universités s'expriment au nom des disciplines, c'est là une proposition qui mérite d'être discutée.

« Recherche fondamentale — recherche finalisée, le débat est ancien, mais ne pensez-vous pas qu'il risque d'être à nouveau d'actualité lorsque l'Université s'ouvrira à son environnement et notamment aux entreprises ? — L'antagonisme que vous avez évoqué me semble maintenant dépassé. Le monde économique a compris l'importance d'une solide recherche fondamentale, et la masse des universitaires est décidée à reprendre l'effort de transfert des recherches vers la technologie et à la mise en place de filières de formation que réclamait notre société.

« Il s'agit d'un mouvement de fond, qui se traduit déjà au niveau des entreprises et demandera quelque temps pour se concrétiser et être sensible dans la marche de notre économie. Il nous faut dépasser le stade des initiatives ponctuelles pour entrer dans un processus impliquant la masse des personnels des universités.

« Pour conclure, je souhaite faire quelques remarques qui s'adressent aux étudiants.

« Comme vient de le rappeler notre ministre, notre pays ne compte pas trop d'étudiants, mais trop peu. Les enseignements supérieurs reçoivent de la part du ministère de l'Éducation nationale un accueil plus que satisfaisant. Ce n'est pas, comme nous nous en rendons compte, le problème, et il a fallu reprendre des crédits ici et là pour assurer le paiement des bourses dans de bonnes conditions. Cela témoigne de la priorité qui est accordée à l'amélioration sélective de l'aide aux étudiants ; il

« Je sais que les difficultés vont être mon lot »

« Je sais que les difficultés vont être mon lot »

« Je sais que les difficultés vont être mon lot »

« Je sais que les difficultés vont être mon lot »

« Je sais que les difficultés vont être mon lot »

« Je sais que les difficultés vont être mon lot »

UNIVERSITAIRES
COMPLÉTEZ
VOTRE FORMATION
C.P.E.C.F.
(examen Avril 1983)
D.E.C.S.
NOUVEAU CURSUS
DE L'EXPERTISE COMPTABLE

“la lettre de gestion”
A.F.N.G.D.I.
LEÇONS ENSEIGNÉES PAR CORRESPONDANCE
35, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, Tél. : 246 90 38

Suivre l'actualité des recherches en linguistique et en littérature ?
Là encore, Larousse est à jour.
LANGUE FRANÇAISE
Le point sur la linguistique et la pédagogie du français.
Derniers numéros parus : **LANGUE MATERNELLE ET COMMUNAUTÉ LINGUISTIQUE**, dirigé par E. Genouvrier et N. Gueunier (mai 82) ; **LINGUISTIQUE ET FORMATION DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS**, dirigé par J. L. Chiss (sept 82).
Prochain numéro à paraître (décembre 82) : **LE RYTHME ET LE DISCOURS**, dirigé par H. Meschonic.
Abonnez-vous pour un an (4 num.), et, en signe de reconnaissance, nous vous offrons un exemplaire de la revue **LE FRANÇAIS**.
Larousse, 17, rue du Montparnasse, 75290 Paris Cedex 19.
Abonnement à : **FRANÇAISE**
universitaire France : ☐ F ☐ étranger : 112 F (cochez la case qui convient)

DANS SON NUMÉRO D'OCTOBRE
Le Monde DE L'ÉDUCATION
L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES :
libérer la parole
Jeunes au quotidien :
branchés de la langue et tous du "fastfood"
Les métiers de l'information

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS
QUE VOUS VOUS POSEZ
Le Monde DE L'ÉDUCATION La publication de référence
VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
VOUS NE PAIEREZ QUE 100 F, 1 AN
FRANCE
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F

Le Monde DE L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT
OUI je m'abonne au **Le Monde DE L'ÉDUCATION** vous joins
une somme de 100 F (étranger 140 F.)
NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
Envoyez votre règlement à : LE MONDE DE L'ÉDUCATION Abonnements,
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex

ÉLÉMENTS D'ANALYSE
MACRO-ÉCONOMIQUE
par Claude JESSUA. Prix public : 110 F.
Nouveauté Précis Domest.
TRAITE DE DROIT
COMMERCIAL
Société anonyme S.A.R.L.
par E. du PONTAVICE et J. DUPICHOIX. Édition 1982.
Prix public : 395 F.
ÉDITIONS ET LIBRAIRIE MONTCHRESTIEN
100, rue Saint-Jacques, 75014 Paris

**si vous partez à deux
en famille...**



découvrez les vols blancs

TARIF RÉDUIT FAMILLE

**PARIS
NICE
465^F**

ALLER SIMPLE PAR PERSONNE
SUR VOLS BLANCS AU 1.1.1982

C'est l'un des tarifs **blancs** que propose
AIR INTER sur ses vols blancs exclusivement
aux familles **2** personnes : époux
épouse ou l'un des deux accompagné
de son enfant **1** moins de 25 ans
(étudiant de moins de 27 ans).

AIR INTER

Pour connaître tous les avantages tarifaires proposés
par AIR INTER sur ses vols blancs et aussi sur ses vols bleus,
demandez le GUIDE DES TARIFS RÉDUITS à votre Agence AIR INTER
ou à votre Agence de voyages ou écrivez à AIR INTER DC-CI,
1, Avenue du Maréchal De Gaulle 91850 PARAY VIEILLE POSTE.

Pour tous renseignements, adressez-vous à votre Agence de voyages
ou à AIR INTER PARIS - Tél. : (1) 589.25.25



SCIENCES

LE CONGRÈS DE PALÉONTOLOGIE HUMAINE A NICE

Prématurité, volume céphalique et hominisation

Pendant une semaine, du 16 au 21 octobre, deux
mille spécialistes venus du monde entier sont réunis à
Nice pour faire le point des connaissances sur l'origine
de l'homme. Ce premier Congrès international de pa-
léontologie humaine a donné lieu à diverses confé-
rences comme celle présentée par M. Philippe Lazar
sur la prématurité des nouveau-nés humains, mais
aussi à des manifestations de caractère plus public

comme l'exposition sur l'origine et l'évolution de
l'homme organisée notamment par le laboratoire de
préhistoire du Musée de l'homme et le Muséum d'his-
toire naturelle de Nice.

Les trois sites préhistoriques majeurs de la région
de Nice - la grotte du Vallonnet, le campement de
plein air de Terra Amata, et la grotte du Lazaret - y
ont été reconstitués.

Nice. - L'homme est certaine-
ment un proche parent des grands
singes anthropoïdes (chimpanzés,
gorilles, orang-outans) : il leur res-
semble physiquement et génétique-
ment, mais l'homme est seul, parmi
les primates actuels, à posséder trois
caractères spécifiques : le volume de
son encéphale, la station debout et
l'état de prématurité de ses
nouveau-nés. Ces caractéristiques
ont donné à Philippe Lazar, di-
recteur de recherche à l'Institut na-
tional de la santé et de la recherche
médicale, l'occasion de rappeler que
celles-ci peuvent aider à interpréter
les étapes de l'évolution qui ont
amené à l'hominisation.

Tout le développement, avant et
après la naissance, est plus lent chez
l'homme que chez les singes. Un
bébé humain n'a, pendant plusieurs
mois, aucune possibilité d'agir par
lui-même même que le tout jeune
singe s'accroche fermement à sa
mère si tôt qu'il ou presque et gambade
assez vite à l'âge de 10 mois. Le singe a
ses dents (de lait et définitives) plus
tôt et une maturité sexuelle plus pré-
coce que l'homme. Et pourtant la
durée de la gestation humaine ou al-
trique est presque la même : qua-
rante semaines chez le mâle ; quarante-
trois semaines chez la femelle ; quarante-
trois semaines chez les grands singes. Di-
verses études ont suggéré que pour
être proportionnelle à celle des
grands singes la gestation chez l'espèce
humaine devrait durer vingt et
un mois.

Mais il est impossible que la du-
rée de la gestation humaine se pro-
longe : le volume céphalique d'un
fœtus humain est tel que le canal
obstétrical maternel peut déjà à
peine laisser passer le bébé. L'accor-
chement implique même que le
fœtus pivote avant de s'engager dans
le canal obstétrical et que les os du
crâne du fœtus encore mal soudés
puissent jouer les uns par rapport
aux autres. L'aspect humain de l'enfant
donc apparaît dans le do-
maine de la reproduction. La crois-
sance de la tête du fœtus impose que
la gestation ne dure pas plus de qua-
rante semaines. Chez les grands
singes, au contraire, le volume de la
tête est beaucoup plus petit par rap-
port aux dimensions du canal obsté-
trical. Et pendant le volume du cer-
veau du singe nouveau-né est déjà
égal à 20 % de celui de l'adulte, alors
que le volume du cerveau du
nouveau-né humain représente seu-
lement 25 % du volume de celui de
l'adulte.

De notre envoyée spéciale

La croissance humaine a recom-
mué car elle a mis au point des
mécanismes régulateurs de la crois-
sance de l'encéphale et donc du
crâne. Jusqu'à la trentième semaine
de la gestation cette croissance est
rapide (le périmètre de l'encéphale
augmente alors presque comme le
carré de la longueur de l'embryon).

La croissance de l'encéphale

A partir de la trentième semaine
la croissance est beaucoup plus lente
(le périmètre de l'encéphale n'aug-
mente plus que comme la racine car-
rée de la longueur de l'embryon).
Après la naissance, la croissance de
l'encéphale est de nouveau plus rap-
pide, sans atteindre toutefois le
rythme des trente premières se-
maines de la vie intra-utérine.

Chez le prématuré, qui
n'a pas vécu in utero la période de
croissance lente de l'encéphale,
celui-ci, après la naissance, continue
à croître pendant les premières se-
maines de la vie extra-utérine au
rythme rapide des trente premières
semaines de la gestation. Curieuse-
ment chez les enfants qui naissent à
terme, mais se présentent par le
siège, la croissance de l'encéphale
continue après la trentième semaine
à un rythme tout juste un peu moins
rapide qu'avant cette trentième se-
maine.

Tout semble se passer
comme si le fœtus recevait vers sa
trentième semaine un signal qui ra-
lentit la croissance de l'encéphale.
Or, au cours des dernières semaines
de la gestation, le fœtus qui naît
normalement s'installe la tête en bas
dans l'utérus et sa tête s'encastre
entre les os du bassin maternel. Est-ce
cet encastrement qui déclenche le si-
gnal ?

Il existe un autre facteur favo-
risant la prématurité du bébé hu-
main : la station debout spécifique à
l'espèce humaine. Or on sait que le
risque d'une naissance avant terme
augmente en fonction directe du
nombre d'heures pendant lesquelles
une femme doit rester debout pour
des occupations professionnelles.

Ces observations ont
conduit M. Lazar à soutenir l'hypo-
thèse que l'évolution vers l'hominisation
a été favorisée par la station de-
bout. Lorsque nos lointains ancêtres
sont descendus des arbres pour vivre
dans la savane, ils se sont redressés

pour voir de plus loin venir les dan-
gers éventuels. La station debout, les
longues marches, les fatigues devant
les prédateurs, ont alors probable-
ment favorisé au stade de l'anthro-
pithèque une lignée capable de
maintenir après la naissance une vi-
tesse de croissance de l'encéphale
très élevée. Ainsi cette lignée a-t-elle
été placée dans les conditions favo-
rables pour bénéficier au maximum
des apports de l'environnement
culturel au cours de la période pos-
t-natale d'apprentissage. Plus tardive-
ment, il y a doute dans des phases
déjà avancées de l'hominisation, la
bipedie a permis, toujours par l'in-
termédiaire de la prématurité, d'ac-
croître la contro-sélection à la naissance
de lignées dont la durée de gestation
se serait prolongée et dont le volume
crânien serait devenu tel que le pas-
sage par le canal obstétrical eût été
impossible.

YVONNE REBEYROL

Le ramapithèque, l'orang-outang et quelques autres

De notre envoyée spéciale

Nice. - Le ramapithèque, un
primate qui a vécu approximative-
ment de moins quarante à moins
huit millions d'années en Inde, au
Pakistan, en Chine et probable-
ment aussi en Grèce, en Hongrie et
au Kenya, était considéré il y a
quelques années encore comme
notre ancêtre le plus « présenta-
ble ». Actuellement, certains pa-
léontologues pensent plutôt qu'il
appartient à la lignée de l'orang-
outang. Cette hypothèse est tou-
jours contestée.

Ce possible changement de
place du ramapithèque dans l'évo-
lution des primates pourrait s'ex-
pliquer par les résultats obtenus en
comparant la structure du colla-
gène - qui est le principal pro-
tène composant les os et la peau -
chez l'homme, les grands
singes anthropoïdes (chimpanzé,
gorille, orang-outang, gibbon) et
chez le ramapithèque du Pakistan.

Le docteur Jerold M. Lowen-
stein, professeur de médecine à
l'université de Californie, à San
Francisco, a en effet mis au point
une technique qui lui permet de
préciser les différences de struc-
tures du collagène, même à partir
de quelques milligrammes d'os
vieux de plusieurs millions d'an-
nées.

Déjà, en 1975 et 1976, des
analyses avaient montré que
l'ADN - acide désoxyribonuclé-
ique - et quarante protéines exis-
tant chez l'homme, chez le chimpanzé
et chez le gorille, étaient
identiques à 99 %. Les trois es-
pèces n'avaient donc pu diverger à
partir d'un ancêtre commun qu'il y
a cinq millions d'années. Dans ces
conditions, où placer le ramapithèque ?

En comparant, grâce à sa mé-
thode, la structure protéinique du
collagène du ramapithèque des
singes anthropoïdes et de
l'homme, actuel, le docteur Lo-
westein est arrivé à la conclusion
que le ramapithèque se situait
chez les primates avant la diver-
gence des lignées de l'homme, du
chimpanzé et du gorille. Sa place
exacte ne serait pas encore
connue. Mais, en l'état actuel des
choses, on pourrait le situer soit
avant le moment à partir duquel
ont divergé, il y a dix millions d'an-
nées, la lignée de l'orang-outang,
d'une part, et la lignée encore
commune à l'homme, au chimpanzé
et au gorille, d'autre part ; soit à ce point de divergence ; soit
encore, sur la lignée propre de
l'orang-outang ; soit enfin sur la li-
gée encore commune à l'homme,
au chimpanzé et au gorille. Quel
qu'il en soit, le ramapithèque n'est
plus notre ancêtre exclusif, même
au cas où il pourrait encore figurer
dans l'arbre généalogique de la li-
gée humaine.

Y.R.

Publicité

Quelles chaînes pour le compact-disc ? La Fnac a déjà fait la sélection

EN 1950, apparaissait le microsillon. Et
c'était une révolution.

En 1983 apparaît le compact-disc. Et c'est
une autre révolution. Mais plus fondamen-
tale.

Car, hier, on miniaturisait seulement
passant du sillon au microsillon. Et, aujour-
d'hui, on change de technique et d'univers.
Collaborateur inattendu : l'ordinateur. Qui
code le son à l'enregistrement. Pour le dé-
coder à l'audition.

Ce qui fait disparaître la classique pointe de
lecture, remplacée par un rayon laser. Mais
surtout surtout fait que le compact-disc
tend à devenir le même que celui en-
tendu en studio ou en salle.

Donc changement radical technique.
Mais pour un incomparable gain en vérité,
en confort d'écoute.

Ce qui condamne toutes les chaînes
actuellement existantes... Certainement pas.
Car il suffira, pour lire un compact-disc,
substituer (ou d'ajouter) un tourne-disque
classique à une platine audio-digitale.

Toutefois, si tout compact-disc pourra
être écouté sur toutes les chaînes, seules certaines
d'entre elles pourront restituer une extraor-
dinaire qualité du son qu'il apporte.

Et c'est pourquoi la Fnac a établi une main-
tenant une sélection prenant compte des
beaucoup plus sévères. Avec une sélection
spéciale aussi d'un « Dossier de la Fnac » pour

dire quelles sont les chaînes qui, aujourd'hui,
sont capables déjà d'accepter la
technique de demain.

Mot-code choisi : les chaînes « Perform-
ance ».

Les chaînes « Performance » pour la hifi de demain

C'est 8 d'un Dossier la Fnac. Dès
maintenant (et gratuitement) disponible
dans toutes les Fnac. (Vient se parer aussi... La sélection oc-
tobre 1982, que la Fnac a faite, comme à l'ha-
bitude, pour toutes les autres chaînes
monomarches et minis.)



la Tunisie a les vacances et les prix que vous cherchez !

Tunisie: le cœur de la méditerranée... Tunisie: la méditerranée du cœur!

Office National du Tourisme Tunisie - 32 av. de l'Opéra - 75002 Paris - Tél. 742.72.67 - à Lyon: 12 rue de Saxe - Tél. (7) 852.35.86

	Large	Large T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	Le m. d. * La m. d. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00 47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00 14,10
IMMOBILIER	31,00 36,45
AUTOMOBILES	31,00 36,45
AGENDA	31,00 36,45

* Dégressifs selon ou nombre de

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

10 ans de pratique des ressources humaines, essentiellement orientée vers la recherche et la sélection de cadres, la formation et le conseil en gestion de personnel

Olivier Chaumette

crée son cabinet
et vous transmet ses nouvelles coordonnées :

OC Conseil Ressources Humaines
91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris Tél. 266.90.75.

OC conseil
Ressources humaines

GROUPE DE PRESSE

recherche

**JEUNE
E.S.S.C. - E.S.C.P.
ou D.E.C.S.**

à pourvoir :
direction financière
administrative, 2^e sup.
gestion dans le cabinet
d'audit, direction financière
souhaitable.
Exp. presse appréciée.
Allemand indispensable.
Voyages et séjours en
étranger fréquents.

Ad. C.V. dét., photo, prêt, à
S.E.S.C., 2, rue Lavoisier,
92200 NEUILLY.

GROUPE DE PRESSE

recherche

ASSISTANT FINANCIER

ayant expérience bancaire et formation juridique pour mon-
tage de dossiers et négociation de contrats. Déplacements
de courtes durées fréquents.

Ecrire avec C.V. à Société FIM, 22, place Vendôme 75001 Paris

GROUPE DE PRESSE

recherche

Jeune DUT

gestion

du personnel

larges perspectives

d'évolution

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOM-
MÉE (1400 personnes - plusieurs établisse-
ments industriels à taille humaine à Paris et
en Province) réalise des équipements à forte
technicité, offre une opportunité
de formation et de développement de carrière à
un DUT Gestion du Personnel débutant.

Assistant du Chef du Personnel d'un établissement
parisien, il collaborera à tous les domaines de la
fonction personnel et ainsi une formation
solide.

Poste très intéressant pour candidat motivé, de bon
contact, disposant d'un large potentiel d'évolution.

Ecrire sous réf. 1111 AM.

4 rue Massenet 75016 Paris

GROUPE DE PRESSE

recherche

PRISM-CASAKIT

responsable de réseau

Notre société, filiale de groupes importants français et
étrangers, souhaite développer de façon rapide le réseau
de magasins affiliés, spécialisés du meuble contem-
porain, et recherche à cet effet un responsable de réseau.

Rattaché au P.D.G., il aura pour missions :

- d'animer le réseau existant par une double action : les
hommes et les points de vente ;

- d'assurer une gestion complète à l'ensemble ;

- de contrôler le personnel chargé de l'approvisionnement
et de la facturation.

Ce poste, devant nécessiter de déboucher sur celui de di-
recteur, peut être occupé par un jeune diplômé commercial
possédant une première expérience professionnelle, possédant
le goût des contacts et un intérêt pour le pro-

- LOCALISATION : PARIS, avec déplacements fré-
quents - Poste à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. avec photo et références souhaitées à
PRISM SUPPORTS, 81, rue de la République, 69002
LYON, n° 5274.

GROUPE DE PRESSE

recherche

ORGANISME D'ÉTUDES

IMPORTANTE PROFESSION

CHARGÉ DE MISSION

INFORMATIQUE

Pour études, enquêtes, conseils
en France et à l'étranger.
Sérieux et rigueur.

Ecrire avec curriculum vitae
sous le n° M 48.766 à
S.E.U. 17, rue Labat,
64007 Vincennes Cedex,
service ANNONCES CLASSEES,
qui transmettra.

VILLE DE LYON, 17, 71120
Recherche - sous-bibliothécaire,
C.A.P.S., option jeunesse sou-
haitée.

Ecrire avec curriculum vitae à
Monsieur Le Maire de
Monsieur L. V.S.
à Paris, 11 nov. 1982.

GROUPE DE PRESSE

recherche

SOCIÉTÉ RECHERCHE

TECHNIQUE D'ORGANISATION

VENTES SECTEUR

ET VENTE CONFIRMÉE

Envoyer C.V. détaillé.

Ecr. n° 3.847 le Monde Pub.,
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GROUPE DE PRESSE

recherche

URG. M.C. 14, rue des Soles,

St Cloud - 92211
rech. pour secteur enfance

ANIMATRICE

exp. 6200 F. Bruc

GROUPE DE PRESSE

recherche

IMPORTANT

BUREAU D'ÉTUDES

DU GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS

recherche

Pour son département
environnement

1 INGÉNIEUR

CONI

Spécialiste en hydraulique,
et hydrologie, intéressé
par la protection de
l'environnement.

Intégré à une équipe
pluridisciplinaire, il aura à
prendre en charge les
études d'aménagement de
rivières, en France, et à
l'étranger.

Contactez
B. DAMEZ-FONTAINE
au 55-12-12.

GROUPE DE PRESSE

recherche

ALGER

ADJOINT DIR. TECH. bât.
200 000 m², T. (4) 911 11 11
21 et 22-10-82, 14 h. à 20 h.

GROUPE DE PRESSE

recherche

GROUPE D'INGÉNIEURIE

POUR MOYEN-ORIENT

INGÉNIEUR TÉLÉCOM.

Niveau grande école
ou équivalent.
Anglais courant.
Pour projet de réseau
de communications.
Ecrire s.m. à
VALDES CORREIA,
B.P. 359 75084 PARIS
Cedex 02.

GROUPE DE SOCIÉTÉS D'I.L.M. ET C.I.L.

RÉGION OUEST

recherche pour animer son service

COMPTABILITÉ et INFORMATIQUE

COMPTABLE

Expérience I.L.M. souhaitée, position cadre,

35-40 ans. B.T.S. ou D.E.C.S. ou équivalent.

Adresser C.V., prétentions et photo sous n° 1.704 à

HAVAS, B.P. 304, 79009 NIORT CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FABRICATION DE

BIENS D'ÉQUIPEMENT

1700 personnes - recherche :

CADRE CONFIRMÉ

Ingénieur

pour diriger les services de :

● PRODUCTION

● BUREAU D'ÉTUDES

● MÉTHODES

● SERVICES GÉNÉRAUX

● PERSONNEL

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à :

M.V.M. - B.P. 92 - 85907 MIRECOURT Cedex

sélé

CEGOS

RHÔNE-ALPES

Conseil

en recrutement

s'agrandit et a le plaisir de vous

communiquer sa nouvelle adresse

2, rue du Musée-Guimet

69006 LYON

Tél. (7) 889.70.12

GROUPE DE SOCIÉTÉS D'I.L.M. ET C.I.L.

RÉGION OUEST

recherche pour animer son service

COMPTABILITÉ et INFORMATIQUE

COMPTABLE

Expérience I.L.M. souhaitée, position cadre,

35-40 ans. B.T.S. ou D.E.C.S. ou équivalent.

Adresser C.V., prétentions et photo sous n° 1.704 à

HAVAS, B.P. 304, 79009 NIORT CEDEX.

BUREAU D'ÉTUDES INDUSTRIELLE ET STATIONS ÉNERGIQUES

S.A.R.L. pour les installations finales et la mise en marche d'une manufacture de

ciment en Afrique du Nord nous recherchons :

DIRECTEUR/CHIEF DE PRODUCTION

Il prendra en charge l'exécution des devoirs contractuels et assurera l'optimisation

de la production et le maintien correct du procédé et des installations techniques

en faisant valoir ses qualités de direction de personnel.

CHIEF DE PRODUCTION

ADJOINT-CHIEF DU SERVICE DE L'ENTRETIEN

Il sera chargé de la surveillance du budget, et des directives au personnel assurant

le déroulement optimal de la production.

CHIEF DE SECTION/CONSTRUCTION ET PROCÉDÉ TECHNIQUE

Il prendra en charge, entre autres, le planning de l'emploi de la main-d'œuvre, la

documentation, ainsi que la rédaction de documents d'atelier.

Les positions exigent une grande habileté en négociation, des connaissances pro-

fondées en procédé et production de ciment et des qualités de direction de personnel

prononcées.

Connaissances solides en allemand sont indispensables.

Le début du projet est prévu pour janvier 1983.

votre candidature complétée à BREIING ENGINEERING

S.A.R.L., Service du Personnel, 346, Aachener Strasse, D-5000 Cologne, R.F.A.

GROUPE DE SOCIÉTÉS D'I.L.M. ET C.I.L.

RÉGION OUEST

recherche pour animer son service

COMPTABILITÉ et INFORMATIQUE

COMPTABLE

Expérience I.L.M. souhaitée, position cadre,

35-40 ans. B.T.S. ou D.E.C.S. ou équivalent.

Adresser C.V., prétentions et photo sous n° 1.704 à

HAVAS, B.P. 304, 79009 NIORT CEDEX.

HOMME, 47 ANS

E.S.C.P., droit, préliminaires expertise comptable,

B.F. comptabilité : Anglais, Espagnol, Allemand.

Vous apportez 25 ans d'expérience commerciale

Direction Financière et du Personnel

Commerce extérieur douanes - Relations à haut niveau

Chiffre Affaires : 800 millions de Francs - 3.500 personnes

recherche

Poste de Direction Générale

ou Secrétariat Général

Ecrire : P. Labranche - 10, Parc de la

78380 BOUGIVAL

J.F., 25 ans, licence + maîtrise

+ 3 ans d'expérience,

très qualifiée, cherche emploi

SECRÉTAIRE D'EXTENSION

ou SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

ou ASSISTANT CHIEF DE PUBLICITÉ

Ecrire : M^{me} Claire LOMBARDI,

175, rue de la Pompe,

75016 Paris

J. H., 28 ans, DEUG A niveau

licence télécomm., recherche

emploi région Ouest. Études

toutes propositions. M. PIRIOU,

18, rue Jules-Lévy,

28200 Brest. Tél. 02-12-18,

de 11 heures à 12 heures.

JURISTE

28 ans, licencié D.M., Maître de

Droit Privé, D.E.A. Propriété In-

ternationale, artistique et fran-
çaise. Préparation thèse doctor-nat 3^e cycle, études toutes

propositions. Tél. : 850-57-23.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi

sélectionne collaborateurs :

● INGÉNIEURS toutes spécialisations

● administratifs, commerciaux

● JOURNALISTES (presse écrite et parée)

RELATIONS EXTÉRIEURES

44 ans - Formation adm. géo. - Es-

pagnol courant - Notions arabe et portugais -

15 ans expérience à l'étranger -

dans secteur commercial, culturel et politique -

Connaissances approfondies de l'Amérique

du Sud, Afrique francophone, Proche-

Orient et Moyen-Orient.

RECHERCHE : situation à responsabilité dans

société représentative à l'étranger - Révision publi-

cité - Disponibilité déplacements

affectation à l'étranger. (Section

BCO/JCB 275).

ATTACHÉE COMMERCIALE - J. F.

30 ans - Ecole supérieure de commerce interna-

tional - 4 ans expérience commerciale export -

bilingue anglais (licence) - Alle-

mand, espagnol - Grande disponibilité -

Sens des contacts - Bonne connaissance U.S.A.

et Asie -

Recherche : à responsabilité dans

société développant leur réseau de vente à

l'étranger. (Section BCO/JCB 276).

H. 41 ANS - Disponible - 7 ans expé-

rience en R.F.A. et Angleterre + 11

ans distribution de biens d'équipement com-

plexes en France et à l'étranger.

Recherche : à développer les échanges d'une so-

ciété import/export Paris - R.P. déplacements

France-étranger. (Section BCO/JCB 277).

H. 41 ANS - Licence - et douane -

21 ans industrie import/export (secteur inspec-

teur douanes) - Adjoint direction export -

Responsable administration - plus missions

étranger (Afrique, Proche-Orient) - Anglais,

allemand.

RECHERCHE : équivalent pour contribuer

pension département international (disponible

immédiatement). (Section BCO/JCB 278).

ANPE

Ecrire ou téléphoner :

12, rue de la République, 75001 Paris Cedex 09

Tél. : 286-44-40, puis 33 ou 28.

COINT

et

MATH PHYSIQUE

Révision du TOUSSAINT

Stage intensif 25 au 30 oct.

MATH CONTACT

18, rue du Mail, 75002 Paris.

Téléphone : 236-31-63.

formation

professionnelle

Comme chaque année, l'Asso-

ciation des Amis du Centre

Régional d'Éducation Popu-

laire organise en 1983 des

stages de formation profes-

sionnelle aux métiers de l'artisanat :

5 stages de poterie-cérami-

que, 3 stages de grès et

cristal de glaces, et

INFORMATIONS « SERVICES »

M. Henri Doucier, M. Henry-Marie Doucier, M. Dominique Brasset et leurs enfants, Emmanuel, Laurence et Caroline, M. et M^{me} Pierre-Cappon, enfants, Julie et Raphaël, M. et M^{me} François Doucier et leur fille, Estelle, ont la tristesse de faire part du décès de leur époux, père et grand-père.

Henri DOUCIER, survenu le 20 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu à Saint-Jacques-Les (Pyrénées-Atlantiques). Un service religieux aura lieu ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part. 12, rue Jean-Richelin, 75016 Paris.

Mâcon, Paris, M^{me} Jeanne Chamy, M. et M^{me} Paul-Louis Martin, M. et M^{me} Gérard Lapais, M. Jean Chamy, M^{me} André Grandclercq, M^{me} Paul Martin, Et leurs proches, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert MARTIN, survenu à Mâcon le 16 octobre 1982. Les obsèques religieuses ont eu lieu le 19 octobre 1982.

Mâcon. La direction et le personnel des Editions Robert Martin ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert MARTIN, président-directeur général des Editions Robert Martin.

106, Grande-Rue-de-la-Compas, 71009 Chazay-le-Macon.

Remerciements

M^{me} Jean Riffel, dans l'impossibilité de répondre à tous ses amis qui lui ont exprimé leur sympathie par des lettres, des télégrammes et des fleurs, leur adresse ici ses remerciements.

M^{me} Jean-Jacques Roubaud et ses enfants, dans l'impossibilité de répondre personnellement à toutes les marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Jean-Jacques ROUBAUD, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait l'amitié d'assister aux obsèques, ainsi que celles qui leur ont témoigné de la sympathie dans cette douloureuse épreuve.

Anniversaires

Pour le vingtième anniversaire de la disparition de

Robert FOSSORIER, le 18 octobre 1962, sa femme et ses enfants demandent une pensée amicale à ceux qui l'ont connu et apprécié.

Il y a un an, le 21 octobre 1981, **Jeanne LASSON**, née Blandin, venait la mort dans un accident d'automobile, le 23 novembre 1981.

Robert LASSON, son mari, succombait des suites de ce même accident.

Thérèse Grohmann, née Blandin, leur sœur et belle-sœur, en fait part à ceux de leurs amis qui ne l'ont pas encore appris.

16, rue Villébois-Mareuil, 78110 Le Vésinet.

Services religieux

L'association les Amis brisés prie d'assister un service religieux qu'elle fera célébrer le samedi 23 octobre 1982, à 10 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, à la mémoire des membres du personnel navigant de l'aéronautique civile et militaire et des parachutistes tombés en service aéro.

Messes anniversaires

Pour le quarantième jour du rappel à Dieu de

chevalier Bachelier GEMAYEL, président de la République libanaise, une messe sera célébrée le dimanche 24 octobre en l'église Notre-Dame-de-Liban, 15, rue d'Ulm à Paris.

De la part de la famille Gemayel de Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

Université Paris-IV (Sorbonne), lundi 25 octobre, à 14 heures, salle Louis-Lard, M. John Day : « La Sardaigne et ses maîtres du XI^e au XIV^e siècle ».

Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), lundi 25 octobre, à 14 heures, salle Grand, M. Gada Abdel Wahab : « Les attitudes sociales de la jeunesse koweïtienne et non koweïtienne à Koweït ».

vos SANITAIRES REMIS A NEUF

à domicile, en un jour, sans déplacement. Réparation, lavage, bidet, etc. Réparation, lavage, bidet, etc. Réparation à neuf toute en blanc, ou tout coloré au choix. Remise possible.

SAMOTEC

7, rue Saint-Louis - 75018 Paris - 255.44.89

TRANSPORTS Mauvaise route, mauvais train

Un de nos lecteurs, **Léonce Levesque**, de **Paris**, nous adresse le témoignage suivant :

Au cours de mes déplacements en France, j'ai constaté, comme tout le monde, l'anarchie qui prévaut à l'installation de certains panneaux de signalisation. Si les feux tricolores sont bien visibles à 3 ou 8 mètres, les panneaux indicatifs de direction sont placés très souvent à 1,5 mètre ou 1 mètre, ou même au ras du sol comme au temps des diligences. Conséquence : quand une voiture (la plupart du temps lourde) est devant vous, il est très difficile de voir assez tôt la direction à prendre et donc d'anticiper éventuellement de l'intention de tourner les voitures qui suivent. Ainsi, à deux reprises, dans les traversées de Valenciennes et de Montpellier, je n'ai pu éviter la queue de la voiture qu'après l'avoir dépassée et être revenu en arrière par une autre voie.

Y a-t-il une raison valable à cet état de choses et pourquoi tous les panneaux indicateurs de direction ne sont pas placés à la hauteur des feux tricolores ?

part, lorsqu'on emprunte un TEE ou un T.G.V., on sait jamais où l'on est en de-

hors des arrêts parce que les noms des gares traversées sont écrits en caractères trop petits et placés trop près des voies pour être lus à la vitesse du train, ce qui diminue pas l'impression de claustrophobie.

La S.N.C.F. ne pourrait-elle peindre le nom des gares en gros et assez loin des voies pour qu'il soit lisible ? Cela pour certaines stations et aussi pour les autoroutes signalant les paysages (bien que la vitesse n'y atteigne pas 260 km/heure).

Comme tant d'autres, je mentionnerai enfin la médiocrité du véhicule-bar du T.G.V. (Genève-Paris) : N'y a-t-il pas trouvé les sandwichs que je désire, je me suis rabattu sur une « tarte » de Parme ». On m'a donné sous cellophane un pain noir, rassé et partiellement noyé qu'un inspecteur d'hygiène aurait certainement refusé et que je n'ai pas mangé. J'espère me satisfaire d'une tarte qui avait meilleure mine. Mais elle était placée près de la caisse de telle sorte que le barmen en essayait régulièrement le dessus avec la manche de sa veste. De quoi vous couper l'appétit. Ce qui m'arrive.

LOTTERIE NATIONALE LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TRANCHE D'OCTOBRE DES SIGNES DU ZODIAQUE									
TRANCHE	PRIMAUX	DEUXIEMES	TROISIEMES	QUATRIEMES	CINQUIEMES	SIXIEMES	SEPTIEMES	HUITIEMES	DIXIEMES
1	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121
2	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121
3	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121
4	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121
5	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121
6	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121
7	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121
8	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121
9	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121
0	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121	1 121

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

UNE PROPRIÉTÉ à Villiers-St-Frédéric (78)

96, route Nationale Superficie totale 2.045 m² MISE A PRIX : 250.000 F

S'adr. Cab. M^{re} Maurice COYDON, avoc., Versailles, 65, bd de la Reine, 921-21-93, 93-45-60 ou Rambouillet, 10, rue G.-Léandre, 483-34-17 : au greffe T.G.L. Versailles ; s/vx pr vis.

UN LOGEMENT

Compr. 2 pièces princ., rez-de-ss. Bât. II, cave dans imm. à PARIS (19^e) 84 bis, rue d'AUBREVILLE

Mise à prix 25.000 F. S'adresser M^{re} M. M. au Léopold-Couturier, avoc. ass. 14, rue d'Anjou, Paris (8^e) 265-92-75 ; M^{re} Pinot, huissier, Paris, 12, r. Bayen ; s. avoc. pr. T.G.L. Paris, Boulogny, Nanterre, Créteil ; s/vx pr vis.

VINS ET SPIRITUEUX

ROSE V.C.C. : rosé A.O.C. à rouge A.O.C. Bandol ambrés divers ; apéritifs : marcs de Provence ; marcs de muscat ; marcs vieux ; eau-de-vie de muscat. Vente en vrac sans possibilité de détail. VENTE AU COMPTANT. FRAIS VEN SUS. Emission à la charge de l'acquéreur.

Etude de M^{re} ARNAUD, huissier de justice, ancien greffier, licencié en droit, 7, rue Saint-Nicolas, 77260 LA FERTE-SOUS-JOUARRE, tél. 022-00-30

LA FERTE-SOUS-JOUARRE

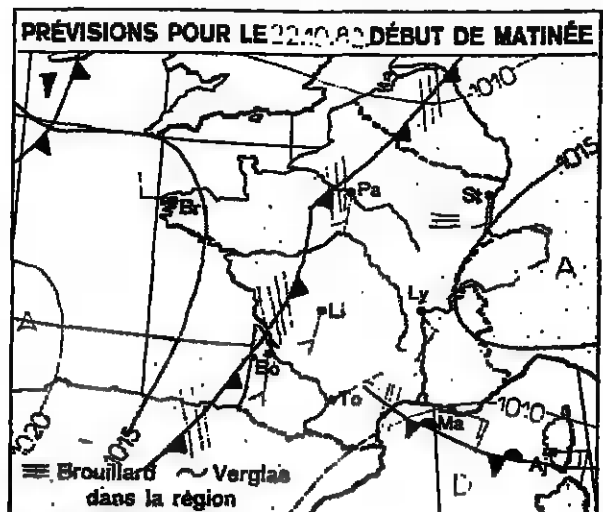
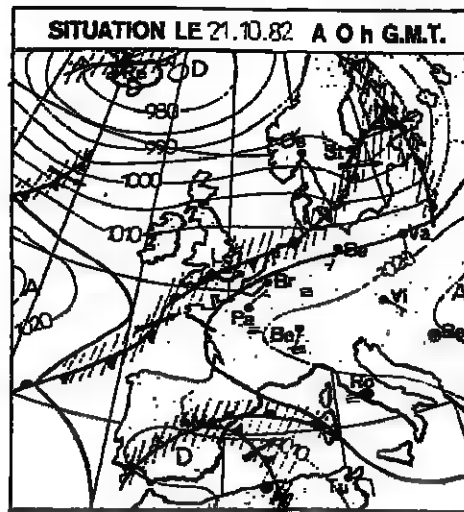
Importante vente volontaire aux enchères publiques dimanche 24 octobre 1982, à 14 h 30. EXPOSITION PUBLIQUE dimanche matin, 10 h à 13 h. Nouvelle adresse : Salle des Ventes, 8, rue de la République (face à la gare)

BEAU MOBILIER DE SALON des styles L. XV, L. XVI et Empire : commodes, secrétaires, vitrines, table de jeu, transats, lit de repos, lustres, cristaux, bibelots, objets d'art, porcelaines, etc.

BEAUX TAPIS D'ORIENT, beaux tableaux fin 19^e et contemporains. Bon piano droit de Hameys palissandre. Sommier semi-métallique. Très belle salle à manger style Retour Egypte. Loupe d'Amboise 8 pièces. Belle tapisserie ancienne AUBUSSON, Carton de Boucher, laine et soie 19^e, 180 x 160 cm. Beau salon moderne confortable, très beau bois style Régence.

ATTENTION : IL S'ERA PRÉSENTÉ EN VENTE CE DIMANCHE 24 OCTOBRE 1982 à 14 h 30, mises aux enchères, UNE AUTOMOBILE DE MARQUE MERCEDES type B 200 D 8 Diesel 1971, BELLE CARROSSERIE, 4 PORTES, 5 PLACES, TOIT OUVRANT, PNEUS ET quantité d'objets à voir en cours d'exposition dimanche matin de 10 h à 13 h.

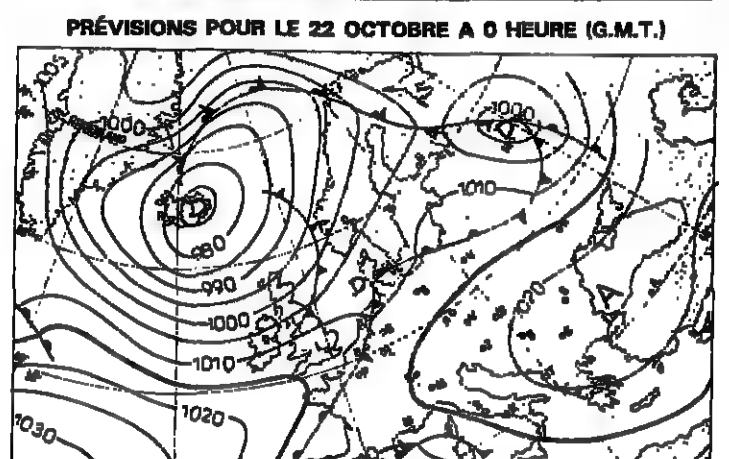
MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 21 octobre à 0 heure et le vendredi 22 octobre à minuit :

La France sera prise en tenaille entre deux zones de mauvais temps. Une première poussée, par des vents d'ouest, circulera au niveau de l'Angleterre et débordera par sa partie méridionale sur la France. Une deuxième poussée, par des vents de sud, remontera à travers la Méditerranée vers la Provence et la Langue-d'oc.

Vendredi : le matin, nuages et petites pluies s'étireront du Bordelais et des Charentes au Bassin parisien et à la Picardie. Sur l'Ouest, ciel déjà plus variable avec éclaircies. Sur la moitié Sud-Est, matinée fraîche et brumeuse par place, mais belles périodes ensoleillées. Sur le littoral de la Méditerranée, arrivée de nuages poussés par des vents de sud, ces nuages commencent à se montrer menaçants.



Au cours de la journée, la pluie se décalera vers l'est et le sud-est, faisant la jonction avec le mauvais temps qui remonte du sud. Seules l'Alsace, la Lorraine, la Franche-Comté et le nord des Alpes bénéficieront encore de beau temps. Sur les régions à l'ouest de Bordeaux, de Lille, de belles éclaircies et tout juste une petite menace d'ondées.

La pression atmosphérique sera au niveau de la mer était à Paris, le 21 octobre, à 7 heures, de 1 014,1 millibars, soit 760,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 octobre) : Ajaccio, 23 et 11 degrés ; Biarritz, 18 et 10 ; Bordeaux, 21 et 10 ; Bourges, 19 et 9 ; Bruc, 15 et 13 ; Caen,

16 et 9 ; Cherbourg, 15 et 12 ; Clermont-Ferrand, 20 et 7 ; Dijon, 12 et 9 ; Grenoble, 11 et 7 ; Lille, 11 et 8 ; Lyon, 14 et 9 ; Marseille-Marganne, 22 et 11 ; Nancy, 17 et 9 ; Nantes, 18 et 8 ; Paris, 14 et 6 ; Pau, 11 et 8 ; Perpignan, 21 et 12 ; Rennes, 17 et 6 ; Strasbourg, 18 et 6 ; Tours, 18 et 8 ; Toulouse, 11 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 25 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 13 degrés ; Amsterdam, 14 et 12 ; Athènes, 24 et 14 ; Berlin, 15 et 11 ; Bonn, 18 (max.) ; Bruxelles, 16 et 10 ; La Caire, 28 et 26 ; Les Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 12 et 9 ; Dakar, 31 et 26 ; Djibouti, 25 et 23 ; Genève, 14 et 7 ; Jérusalem, 19 et 11 ; Lisbonne, 22 et 14 ; Londres, 16 et 10 ; Luxembourg, 14 et 6 ; Madrid, 18 et 14 ; Moscou, 3 et -6 ; Nairobi, 22 et 16 ; Palme-de-Majorque, 34 et 20 ; Rome, 24 et 13 ; Stockholm, 11 et 8 ; Tzoum, 29 et 22 ; Tunis, 26 et 21.

(Document établi par le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 21 octobre 1982 :

UNE LOI

Relative à l'exercice des activités de vétérinaire.

DES DÉCRETS

Portant publication de l'accord modifiant le protocole de signature de l'accord du 3 mai 1959 complétant la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique nord sur le statut de leurs forces en ce qui concerne les armées étrangères stationnées en République fédérale d'Allemagne, signé à Bonn le 11 mai 1981.

Portant approbation des accords et relatif à la répartition du capital de la Compagnie nationale de programme Télévision française 1, de la Compagnie nationale de programme Antenne 2, de la Compagnie nationale de programme France Régions 3, de la Compagnie nationale de programme Radio-France.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 3 303

1. En France, on célèbre son champ. - II. Arrêt fixe pour les postillons. - III. Sans ménagement. Personnel. - IV. Marque la fin d'un voyage. Certains, 17 congères, d'autres s'emploient à le gratter. - V. Quatre-vingt pour sang wallon. - VI. Figure mythologique. Négation. - VII. Résultat d'un divorce purement physique. Les en sont pas les petits les moins appréciés. - VIII. A multiplier par quatre dans une physique primaire. - IX. C'est à la Bourse qu'on prend la température de la France. - X. Noble, au théâtre. - XI. Qui ne sont pas bien vus par des gens qui regardent de près.

VERTICALEMENT

1. C'est son importance qui la rend capitale. Eau minérale. - 2. Envoiy au diable par son père, il trouva un ange sur son chemin. Concentration d'aiguilles dans un pays montagneux. - 3. Mode de suicide pour personnes peu vaillantes d'en finir. Note. - 4. Prouve que le frottement peut aussi épaissir certains objets. L'ami d'une addition qui diminue la mesure qu'elle s'allonge. Abandonner son mauvais poil. - 5. Pour ses prunelles, un monarque quitta sa reine Chloé. - 6. Reçurent à la cuisine. Ancien d'Etat à consonance internationale. - 7. Négation. Animal dans la région de l'Inde, végétal au pays de Léon. Traces de feu. - 8. Personnel. Préposition. Invitation à dégoûter. - 9. A multiplier par quatre dans une physique primaire. - 10. C'est son importance qui la rend capitale. Eau minérale. - 11. En France, on célèbre son champ. - 12. Arrêt fixe pour les postillons. - 13. Sans ménagement. Personnel. - 14. Marque la fin d'un voyage. Certains, 17 congères, d'autres s'emploient à le gratter. - 15. Quatre-vingt pour sang wallon. - 16. Figure mythologique. Négation. - 17. Résultat d'un divorce purement physique. Les en sont pas les petits les moins appréciés. - 18. A multiplier par quatre dans une physique primaire. - 19. C'est à la Bourse qu'on prend la température de la France. - 20. Noble, au théâtre. - 21. Qui ne sont pas bien vus par des gens qui regardent de près.

Solution du problème n° 3 302

Horizontal :

I. Auberge. - II. Urus. Evof. - III. Boute. - IV. Boute. - V. Rén. Rén. - VI. Un. Trafic. - VII. Violon. - VIII. Saies. Cep. - IX. Tille. - X. Eros. Albi. - XI. En. Nu. Un.

Vertical :

1. Aubergiste. - 2. Uranie. Alre. - 3. Buste. Viles. - 4. Boute. - 5. IT. Rose. - 6. Général. Au. - 7. Eve. Afocal. - 8. Origine. Bu. - 9. Té. Sec. Pain.

GUY BROUTY.

Le Monde

Dans le numéro du 24 octobre

Une mort si douce

Contre l'euthanasie, contre l'acharnement thérapeutique, contre l'abandon surtout, des médecins et des infirmières tentent d'aider malades et vieillards à s'éteindre... heureux.

Enquête de Christiane Grolier.

CONFÉRENCES

VENDREDI 22 OCTOBRE

20 h 15, 11 bis, rue Képler : Le retour du Mémorandum (Logo une philosophie) (entrée libre).

20 h 30, 19, rue Frédéric-Lemaître, A. D. de la Région : « Témoignages sur les derniers d'après-vie » (Centre GRACE).

Troyes et l'art moderne


LIQUIDATION

PAR LA VENTE DE
MÉTIER COUTURE



Pour la première fois depuis 30 ans d'existence, le grand fourreur parisien André Ciganer liquide tout son stock avant travaux de rénovation. Les visons à prix liquidation. Les renards à prix liquidation. Les zibelines à prix liquidation. Les lynx à prix liquidation. Les marmottes à prix liquidation.

toutes les plus belles
fourrures à prix
liquidation



André Ciganer
GROUPEMENT ART ET CÉLÉBRATION

98 FG. ST HONORÉ (PLACE BEAUVAU), PARIS 8^e

FOURRURES

COMMERCE EXTÉRIEUR

UNE PRIORITÉ NATIONALE : LE RÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE

« J'espère pouvoir atteindre cet objectif en 1985 » déclare

Afin de redresser le commerce extérieur, dont le déficit a progressivement atteint des proportions alarmantes, le gouvernement a adopté, le 20 octobre, une douzaine de mesures qui concernent tant les importations que les exportations. Certaines d'entre elles avaient été esquissées lors de l'adoption, le 23 décembre 1981, d'un autre texte de décisions qui devaient permettre « de retrouver un équilibre durable du commerce extérieur ». Les douze mesures qui viennent d'être prises doivent se traduire par un accroissement des économies d'énergie, une augmentation de l'aide aux exportateurs, ainsi que par un renforcement des contrôles des importations et des échanges.

Le Syndicat national des petites et moyennes industries, commentant l'exécution de la taxe sur les frais généraux des entreprises exportatrices, a estimé qu'il ne s'agissait que de « la restauration d'une simple justice » pour ces firmes jusqu'alors « fortament pénalisées ».

Accepter une baisse du niveau de vie ?

Le déséquilibre du commerce extérieur de la France et, plus grave, celui de la balance des paiements ne sont pas un problème nouveau.

Depuis les années 1970, le commerce extérieur n'a cessé d'être déficitaire. En 1975 - au prix d'ailleurs d'une totale stagnation de l'activité économique - le déficit atteignait 15 % du produit intérieur brut.

L'inquiétude des derniers réajustements des comptes extérieurs, la dégradation rapide et forte, l'impossibilité de réduire rapidement sans dommages nationaux majeurs le déficit au cours de la vie, l'impossibilité de le réduire comme un simple chronique du cycle économique. Les annonces du gouvernement ne sont évidemment pas à la hauteur du problème.

Le déséquilibre croissant du commerce extérieur s'explique simplement : nos exportations plafonnent, nos importations augmentent.

En 1981, nos importations continuent de progresser, frisant maintenant 150 milliards de francs par mois depuis septembre 1981, contre 140 milliards de francs par mois en septembre 1980.

La divergence d'évolution des achats et des ventes de la France à l'étranger pose un problème fondamental.

Le ARRET DE LA PROGRESSION DE NOS IMPORTATIONS À L'ÉTRANGER s'explique partiellement par des prix non compétitifs.

La deuxième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La deuxième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La troisième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La quatrième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La cinquième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La sixième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La septième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La huitième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La neuvième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La dixième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La onzième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La douzième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La treizième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La quatorzième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La quinzième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La seizième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La dix-septième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La dix-huitième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La dix-neuvième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

La vingtième conséquence de la stagnation des importations est la poursuite de la dégradation des comptes extérieurs d'adaptation. On sait que les firmes qui exportent réalisent le plus possible leurs bénéfices et se rattrapent sur le marché intérieur. Cette stratégie d'adaptation a des conséquences : la première est qu'après le choc pétrolier d'octobre 1973 les firmes françaises installées à l'étranger n'ont pas pu donner un coup de main à l'économie nationale.

Cependant, lors du conseil des ministres de mercredi, M. Michel Jobert, ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, a souligné que « le maintien de l'emploi et la poursuite du progrès social dépendent pour une large part, de l'effort que chacun fera afin de répondre à la priorité nationale que constitue le rétablissement de l'équilibre des échanges ». « Il est vital, a-t-il ajouté, que cet effort soit appuyé par un plus grand dynamisme des entreprises, tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger ».

Devant l'Assemblée nationale, ce même mercredi, M. Jobert a fourni les explications suivantes : « Il y a une crise généralisée et celle-ci ressource son élan, bien qu'on ne s'en soit pas encore vraiment aperçu en France. Nous devons tous savoir que notre position sur les marchés extérieurs est directement menacée par la rudesse de la crise et qu'il nous faut, pour résister à cette menace, être à la fois plus précis et plus pugnaces ».

Envoquant la réorganisation des branches industrielles, le ministre de

commerce extérieur a déclaré : « Nous serons à la fois vigilants, sécuritaires et incitatifs en cherchant à favoriser la recherche, en particulier la recherche appliquée. Il faut aussi que la banque française - qui occupe la deuxième position dans le monde - comprenne qu'elle est à l'étranger, certes pour faire ses propres affaires, mais aussi pour aider les entreprises françaises à y faire des affaires. » Le ministre d'Etat a ensuite fait un pronostic : « Comme je l'ai dit au moment où j'ai pris mes fonctions, je pense que nous parviendrons à rétablir l'équilibre de notre commerce extérieur, dont j'espère qu'il ne se fera jamais équilibré, sauf au cours d'une année de grande dépression économique, au cours de la période précédente. J'espère pouvoir atteindre cet objectif en 1985 ».

Soulignant qu'il s'agit maintenant de se mobiliser et qu'il est mieux

de faire beaucoup plus tôt, M. Jobert a indiqué : « Une enquête sur les performances commerciales de nos entreprises en R.F.A. démontre que

Les mesures adoptées

Le gouvernement a adopté en conseil des ministres, le 20 octobre, une première série de mesures immédiates relatives au commerce extérieur. Ces mesures seront mises en place dans un délai de six semaines et il en sera rendu compte en conseil des ministres.

1) Accroissement des économies d'énergie pour réduire le poids croissant de la facture pétrolière.

2) Stimulation des exportations, en particulier vers les marchés américain et japonais.

3) Exonération des 1983 de la taxation des frais généraux des opérations d'exportation.

4) Diversification des exportations, en particulier vers les marchés américain et japonais.

5) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

6) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

7) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

8) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

9) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

10) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

11) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

12) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

13) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

14) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

15) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

16) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

17) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

18) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

19) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

20) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

21) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

22) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

23) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

24) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

25) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

26) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

27) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

Le gouvernement a adopté en conseil des ministres, le 20 octobre, une première série de mesures immédiates relatives au commerce extérieur. Ces mesures seront mises en place dans un délai de six semaines et il en sera rendu compte en conseil des ministres.

1) Accroissement des économies d'énergie pour réduire le poids croissant de la facture pétrolière.

2) Stimulation des exportations, en particulier vers les marchés américain et japonais.

3) Exonération des 1983 de la taxation des frais généraux des opérations d'exportation.

4) Diversification des exportations, en particulier vers les marchés américain et japonais.

5) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

6) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

7) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

8) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

9) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

10) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

11) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

12) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

13) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

14) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

15) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

16) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

17) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

18) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

19) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

20) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

21) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

22) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

23) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

24) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

25) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

26) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

27) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

Le gouvernement a adopté en conseil des ministres, le 20 octobre, une première série de mesures immédiates relatives au commerce extérieur. Ces mesures seront mises en place dans un délai de six semaines et il en sera rendu compte en conseil des ministres.

1) Accroissement des économies d'énergie pour réduire le poids croissant de la facture pétrolière.

2) Stimulation des exportations, en particulier vers les marchés américain et japonais.

3) Exonération des 1983 de la taxation des frais généraux des opérations d'exportation.

4) Diversification des exportations, en particulier vers les marchés américain et japonais.

5) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

6) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

7) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

8) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

9) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

10) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

11) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

12) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

13) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

14) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

15) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

16) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

17) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

18) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

19) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

20) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

21) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

22) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

23) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

24) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

25) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

26) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

27) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

Le gouvernement a adopté en conseil des ministres, le 20 octobre, une première série de mesures immédiates relatives au commerce extérieur. Ces mesures seront mises en place dans un délai de six semaines et il en sera rendu compte en conseil des ministres.

1) Accroissement des économies d'énergie pour réduire le poids croissant de la facture pétrolière.

2) Stimulation des exportations, en particulier vers les marchés américain et japonais.

3) Exonération des 1983 de la taxation des frais généraux des opérations d'exportation.

4) Diversification des exportations, en particulier vers les marchés américain et japonais.

5) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

6) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

7) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

8) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

9) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

10) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

11) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

12) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

13) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

14) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

15) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

16) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

17) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

18) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

19) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

20) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

21) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

22) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

23) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

24) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

25) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

26) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

27) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

Le gouvernement a adopté en conseil des ministres, le 20 octobre, une première série de mesures immédiates relatives au commerce extérieur. Ces mesures seront mises en place dans un délai de six semaines et il en sera rendu compte en conseil des ministres.

1) Accroissement des économies d'énergie pour réduire le poids croissant de la facture pétrolière.

2) Stimulation des exportations, en particulier vers les marchés américain et japonais.

3) Exonération des 1983 de la taxation des frais généraux des opérations d'exportation.

4) Diversification des exportations, en particulier vers les marchés américain et japonais.

5) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

6) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

7) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

8) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

9) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

10) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

11) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

12) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

13) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

14) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

15) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

16) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

17) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

18) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

19) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

20) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

21) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

22) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

23) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

24) Contrôle des transferts de brevets et licences à l'étranger.

COMMERCE EXTÉRIEUR

DES ÉCHANGES

M. Michel Jobert

ce qui nous porte préjudice n'est pas tant le prix, ni la qualité de nos produits que nos habitudes commerciales. (...) Il est un marché sur lequel nous sommes compétitifs : c'est celui des États-Unis. Mais, hélas, personne ne s'y risque ! (...) Quant aux deux dévaluations, elles ont rendu pour leur compétitivité aux entreprises, mais celles-ci en ont surtout profité pour reconstruire leurs marges. Je ne leur en fais pas grief, mais telle est bien la réalité.

Enfin, à propos des réserves de change, le ministre a souligné : « Celles-ci ne sont pas tant affectées par notre déficit extérieur - qui, après tout, se finance - que par les mouvements spéculatifs. Depuis plusieurs mois, et pour de multiples raisons, toute une partie du monde de l'économie a préféré acheter du dollar plutôt que du franc ou même du mark. C'est cela qui menace nos réserves bien plus que notre déficit commercial ».

Déficit et endettement

L'annonce du déficit de la balance commerciale de septembre 1982, le plus important jamais enregistré, après celui de juin est, le deuxième « électro-choc » de l'année, après celui de la dévaluation du début de l'été. Il rappelle aux Français, qu'entre la lutte contre l'inflation, la priorité doit être donnée à la diminution de ce déficit, pour éviter que le poids du déséquilibre extérieur ne finisse par devenir une contrainte insupportable, de nature à altérer en partie, l'indépendance du pays. On ne le dira jamais assez, tout déficit commercial correspond à une sortie de devises et doit donc être compensé par des rentrées de devises équivalentes sous peine d'asphyxie et d'arrêt des importations. Ces rentrées peuvent provenir d'abord, d'un excédent de la balance des services (tourisme, assurances, activités bancaires), ce qui permet au déficit de la balance des paiements courants (commerce extérieur plus services) d'être important que le déficit commercial, comme c'était le cas dans le passé. Or, aujourd'hui, la seule source des services s'est réduite, de sorte qu'en 1982, pour un déficit commercial susceptible de frôler les 100 milliards de francs, le déficit de la balance des paiements courants pourrait atteindre 75 milliards de francs. Il va donc falloir accroître le rythme des emprunts à l'étranger, deuxième moyen pour compenser le déficit commercial, soit par le biais des entreprises françaises, publiques ou privées (elles ne cessent de le faire), soit par celui d'un appel direct au crédit international (c'est le cas de l'emprunt de 4 milliards de dollars en cours de signature).

La conséquence est que l'endettement extérieur de la France, certes encore raisonnable (30 à 35 milliards de dollars « brut », et une dizaine de milliards « net », déduction faite des crédits consentis aux clients étrangers) augmente rapidement : plus de 60 milliards de francs depuis le début de l'année.

Le couple Franc-Mark

Le gouvernement est donc anxieux de freiner ce gonflement. Certains évoquent la possibilité d'une troisième dévaluation, susceptible selon eux de réduire le déséquilibre des échanges. Une telle opération, qui ne peut être effectuée, en fait, qu'envers le mark allemand au sein du S.M.E., serait ruineuse, comme vent bien le reconnaître le *Financial Times*, habituellement assez critique à l'égard de la France : elle aboutirait par contre-coup à renchérir, encore, un dollar déjà à son plus haut niveau historique et à alourdir le poids exorbitant de nos importations de pétrole et de matières premières (40 % du total) payées en dollars. On sait, également, que les dévaluations ont de moins en moins d'influence sur les courants commerciaux, devenus très rigides.

Il n'en reste pas moins que deux dévaluations du franc en huit mois n'ont pas fait disparaître totalement

FRANÇOIS RENARD.

ÉNERGIE

UN NOUVEAU ACCORD DE COOPÉRATION NUCLÉAIRE EST SIGNÉ ENTRE WESTINGHOUSE ET LA FRANCE

La société américaine Westinghouse a signé, mercredi 20 octobre, avec le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), l'Electricité de France et Framatome, un accord de coopération en matière de recherche et de développement dans le domaine des réacteurs nucléaires à eau pressurisée. Cet accord de cinq ans, qui prendra effet le 1^{er} décembre, fait suite et prolonge celui déjà passé entre les mêmes organismes en novembre 1976.

Bien que les signataires n'aient pas décidé du niveau minimum de dépenses à engager pour les cinq ans à venir, il est vraisemblable que 120 millions de francs environ seront débloqués pour cette année. La clé de la répartition du financement de ces dépenses destinées à améliorer le fonctionnement des réacteurs (fiabilité, sûreté) et à tirer davantage d'énergie du combustible qu'ils brûlent, devra être la même que par le passé.

J.-F. A.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



leader de la voiture miniature

Situation financière au 30 juin 1982

Le chiffre d'affaires au 30 juin 1982 est de 96.761 KF en baisse de 1 % sur 1981, avec :
- un chiffre d'affaires "France" de : 45.160 KF, en progression de 6,2 % et
- un chiffre d'affaires "Export" de : 51.601 KF, en baisse de 8,5 %.

Le marché de la voiture miniature en métal est entré dans une période de concurrence mondiale particulièrement vive comme en témoignent les difficultés qui ont amené MATCHBOX, le leader dans cette branche, à déposer son bilan en juin.

D'importants stocks mis sur le marché, à des prix de réalisation et avec des crédits prolongés, ont perturbé celui-ci.

Le bénéfice d'exploitation est de 18.824 KF, soit 19,45 % du C.A. contre 26.287 KF, soit 26,88 % du C.A. en 1981.

La Société rappelle que les résultats de l'exercice 1981 étaient exceptionnels et que ses objectifs 1982 sont basés sur un retour aux pourcentages plus normaux obtenus en 1980 (13.180 KF; 15,46 % du C.A.).

Il est particulièrement intéressant de voir apparaître dans les comptes sociaux, et ceci pour la première fois sous une forme significative, les avantages découlant de la manière dont la Société a su s'organiser pour bénéficier de certaines dispositions économiques ou fiscales :

- aide à l'investissement,
- déductibilité partielle des dividendes provenant des augmentations de Capital successives,
- Participation des Salariés aux Fruits de l'Expansion, et
- revenus des titres des filiales françaises (SOLIDO) et étrangères.

C'est ainsi que le Bénéfice Net progresse de : 12.510 KF à 12.752 KF (+ 3,60 %).

Courant octobre 1982 il sera créé 425 264 actions de 100 F nominal, attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne.

Au cours de la même période, la Société SOLIDO évolue selon les prévisions : le chiffre d'affaires du semestre s'élève à 12,94 millions et permet de dégager un Bénéfice avant impôt voisin de 20 %.

Perspectives de l'exercice 1982

Le chiffre d'affaires de l'exercice devrait être égal ou légèrement supérieur à celui de 1981.

Les pourcentages de rentabilité du Compte d'Exploitation seront conformes à ceux obtenus en 1980 ; par contre, le bénéfice net devrait, en valeur, être sensiblement égal à celui de 1981.

Les investissements de l'exercice 1982 seront de l'ordre de 50 millions financés pour partie par un emprunt (F 30 millions) ; 90 % environ de ce montant correspondront à des investissements de production et de productivité.

Perspectives de l'exercice 1983

Le chiffre d'affaires, renforcé par un nouveau produit devrait reprendre une progression normale et prouver que l'exercice 1982, contrarié par des faits extérieurs, ne sera qu'une "étape-pallier" dans la vie de l'Entreprise.

La Société estime que le maintien de ses profits nets au cours de l'exercice 1982 prouve, à la fois sa souplesse d'adaptation à des périodes plus difficiles et sa capacité de maintenir un bénéfice substantiel.

Conclusion : Au cours des six premiers mois de l'exercice 1982, avec un chiffre d'affaires stationnaire entraînant une baisse sensible du Bénéfice d'Exploitation, grâce à l'ensemble des dispositions prises précédemment, Majorette maintient et augmente (+ 3,5 %) son Bénéfice Net.

Les perspectives concernant le second semestre 1982 confirment cette tendance. Pour 1983, Majorette programme une nouvelle progression de son développement avec un nouveau produit.

WAGONS-LITS P.L.M.



Société immobilière et de construction hôtelière

Au cours du premier semestre 1982, le bénéfice de SICOtel s'est élevé à près de 21 MF, en progression de 16 %, par rapport à celui de la même période de 1981.

Pour l'exercice, cela permet d'espérer une augmentation du dividende à un rythme au moins égal à celui de l'inflation.

Les recettes locatives ont marqué un accroissement de 9 %, au cours des six premiers mois pour atteindre 56 MF.

L'activité commerciale s'est concrétisée par la mise en location de cinq opérations pour 30,8 MF et par la signature de cinq engagements nouveaux pour 22 MF environ. Bien que modeste, cette activité a permis à SICOtel de conserver un contact étroit avec l'industrie hôtelière, sans pour autant contraindre la bonne évolution de ses résultats par l'usage de refinancements à des taux qui restent aujourd'hui encore très onéreux.

Dans son ensemble, l'industrie hôtelière souffre d'un ralentissement de l'activité, plus ou moins sensible selon les catégories d'hôtels. Toutefois, l'examen des statistiques des hôtels financés par SICOtel, montre que pour l'essentiel ceux-ci résistent bien à cette évolution avec une progression moyenne de 1 % des taux d'occupation et de 14,8 % du chiffre d'affaires. Ces bonnes performances et la qualité des locataires expliquent la régularité quasi générale dans l'investissement des loyers pour les quatre échelons trimestriels.

Au plan de l'investissement, seules quelques grandes chaînes continuent de réaliser de nouvelles unités à un rythme cependant ralenti, les hôteliers indépendants ayant trop de difficultés pour créer des établissements susceptibles de trouver rapidement au début de l'exploitation, compte tenu du coût élevé des capitaux à long terme.

Depuis le début de l'année, le marché de l'action SICOtel a bénéficié, comme l'ensemble des titres des SICOMI, d'une nouvelle marque d'intérêt de la part des épargnants. Cela s'est traduit par une nette augmentation du volume des transactions et par un cours de bourse bien orienté depuis la date de détachement du coupon, avec une cotation sur le marché en comptant à 150 F, le 14 octobre dernier.

CIT-ALCATEL

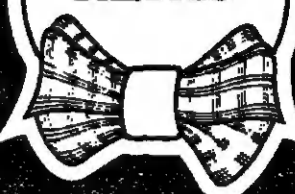
Le résultat du premier semestre de l'exercice en cours s'élève, après amortissements, provisions et impôts, à 50 131 000 F, pour un chiffre d'affaires hors taxes de 2 650 millions de francs, à comparer, pour la période correspondante de l'exercice précédent, à 40 241 000 F pour un chiffre d'affaires hors taxes de 2 379 millions de francs.

SINTRA-ALCATEL

Le résultat net au 30 juin 1982 à 5 789 000 F contre 5 481 000 F au 30 juin 1981. Ces chiffres ne sont cependant pas directement comparables du fait que, en 1982, la société n'a pas eu de dividendes en provenance de ses filiales.

un mieux fiscal pour un mieux social

CHEQUE REPAS



1870 f. exonérés par an et par salarié
tél. (1) 723.38.16

FORTS ou GRANDS
DES HOMMES BIEN
HABILLÉS, A DES PRIX
RAISONNABLES
RAFAL 3
15, place du Havre
face gare St-Lazare

une gamme de SICAV adaptées à vos besoins

BANQUE INDOSUEZ

Siege social : 96, boulevard Haussmann 75008 Paris - Tel. 561.20.20

critères de sélection	INDOSUEZ	INDOSUEZ	INDOSUEZ	INDOSUEZ	INDOSUEZ	INDOSUEZ	INDOSUEZ	INDOSUEZ
actif net au 30 sept. 1982 (en millions)	896	544	1.058	897	287	430	1.013	783
valeur de l'action au 30 sept. 1982	426,16	261,07	392,78	341,23	326,25	243,37	556,30	318,73
revenus distribués (reddits d'impôt compris) du 30 sept. 1977 (ou depuis la date de création) au 30 sept. 1982	62,02	60,26	115,85	131,44	95,14	58,38	51,35	47,76
100 F investis le 30 sept. 1977 (ou depuis la date de création) au 30 sept. 1982	279,89	231,67	228,49	171,74	234,12	223,68	308,34	279,38

une documentation peut être obtenue sans frais auprès des établissements chargés du placement.

L.M.-10.82

Vivre avec talent.

Black & White. Choice old scotch whisky.

Handwritten text in Arabic script: ٥٥١٢٣٤٥٦٧٨٩١٠

AFFAIRES

L'introduction de la publicité à FR 3

Nous avons vu dans un premier article (le Monde du 20 octobre) l'examen que représente pour les régisseurs, l'introduction de la publicité télévisée sur FR 3. Il reste à connaître les réactions des partenaires de la troisième chaîne en la matière (annonceurs, agences de publicité, mais aussi presse régionale), et à parler de la solution vers laquelle on s'oriente.

Les ambitions de l'agence Havas, pour assurer la régie publicitaire de FR 3 (gestion des temps d'antenne, établissement des tarifs, relations avec les annonceurs et avec la presse quotidienne locale...), en face de l'existence de la Régie française de publicité, ne pouvaient laisser indifférents les multiples partenaires de l'acte publicitaire.

A l'Union des annonceurs (U.D.A.), qui regroupe des entreprises distributrices des trois quarts des budgets publicitaires, on se déclare tout à fait partisan de la R.F.P. qu'elle soit ou non associée, région par région, avec d'autres partenaires. M. Edme Nérot, président de l'U.D.A., se montre avant tout soucieux de clarté dans les relations entre annonceurs, agences de publicité et régie, et attaché aux règles de la concurrence : « *Havas est un grand groupe, un des fleurons de la publicité publicitaire, nous a-t-il déclaré, mais il ne faut pas que son développement entraîne un déséquilibre, en raison de sa position dominante, et les risques d'abus et de discrimination entre les médias. Il n'est pas sûr qu'une entreprise soit à la fois agence de publicité, régie de presse et propriétaire de médias divers. L'économie de marché peut en souffrir.* »

Du côté des agences, on est beaucoup plus catégorique. Le président de la très sérieuse Association des agences et conseils en publicité (A.A.C.P.), M. Michel Richardot, a, dans une lettre à M. Filloud, ministre de la communication, exprimé les souhaits de ses mandants : égalité de traitement entre les annonceurs, mais aussi entre « l'ensemble des agences placées sur une même ligne de départ » ; indépendance des différents acteurs entre eux ; juste rémunération du travail des agences. Le président de l'A.A.C.P. conclut : « *Il faut relever que confier au*

groupe Havas la responsabilité d'une telle régie conduirait à aller encore plus loin dans la voie d'une concentration dont les excès ont déjà produit des effets néfastes. »

« Un acte de virilité »

Le bouillant et volcanique Jacques Séguéla (1), qui assura la campagne du candidat François Mitterrand à la présidence et inventa la « force tranquille », a l'habitude de ne pas mâcher ses mots (et il en a eu, naguère, avec l'A.A.C.P.). « *Pour une fois, je suis complètement solidaire de l'A.A.C.P., qui a fait la note de virilité* », nous dit-il. Et il ajoute : « *Il s'agit d'un monopole abject. Si le changement, c'est ça, il faut changer encore une fois. La pluralité est fondamentale. Pourtant il n'est pas opposé à la double fonction de régisseur et d'agence de publicité, si la concurrence est respectée* » ; et de citer Publicis avec qui « *il n'y a jamais de problème* ».

A Publicis, on se montre plus nuancé, et pour cause. On y pressent que les annonceurs, au niveau régional, auront besoin d'agences de publicité pour leurs messages télévisés. C'est pourquoi il faut assurer une saine rémunération des agences. S'il y a peu d'agences en province, c'est que la presse régionale ne verse qu'exceptionnellement des commissions. L'annonceur qui recourt à une agence doit la payer en plus de l'espace acheté. Quant au choix du régisseur, on reste très discret. Mais il semble évident que, pour ces professionnels, chaque système a ses vertus. Havas serait opérationnel tout de suite, mais au prix d'une certaine confusion. Quant à la R.F.P., elle représente une garantie d'indépendance mais n'a aucune connaissance pratique de la vie régionale, et cela ne s'improvise pas. La solution idéale ? Pour Publicis, cela ne saurait être qu'en associant... Publicis à l'opération. Cela semblait exclu il y a quelques semaines, mais cela paraît très possible maintenant.

La presse quotidienne régionale se montre réservée. Les instances professionnelles partagent un souci commun, qui est celui des quatre-vingt-douze quotidiens régionaux ou départementaux : ne pas voir la

II. - L'introuvable transparence ?

Par JOSÉE DOYÈRE

même publicitaire, happée par le mirage du petit écran, fuit la presse écrite. Un regard en arrière au plan national justifie cette appréhension. Selon l'Institut des recherches et études publicitaires (IREP), la part de la presse quotidienne dans les recettes des grands « médias » (2) est tombée de 32 % en 1973 à 26 % en 1981, soit une chute de près de 19 %, tandis que la télévision passait de 12,5 % à 19 %, soit une progression de 20 %. Or la presse régionale, malgré les vagues de concentration, est plus fragile qu'autrefois.

Pour la plupart des patrons de presse, le gâchis publicitaire est peu susceptible d'extension, même si, en France, les entreprises moyennes régionales sont restées jusqu'ici rétives à l'attrait de l'investissement publicitaire, constituant un réservoir d'expansion potentielle du marché. En fait, pensent-ils, tout budget consacré à la télévision - tout comme aux radios locales, lorsqu'elles se développeront - sera prélevé sur les autres budgets. Fort heureusement pour eux, tout le secteur de la distribution demeure exclu du petit écran. Mais l'automobile a droit de cité sur les deux chaînes nationales.

Qu'en sera-t-il pour FR 3 ? Au-delà, les situations et les opinions des uns et des autres sont très variables. La taille, d'abord, les distingue.

La répartition des recettes en suit : selon que la publicité nationale en représente 40 % ou 10 %, la crainte suscitée par la publicité télévisée est plus ou moins grande. Par le mode de gestion, ensuite, un quotidien pouvant être sous régie totale d'un seul régisseur (Ouest-France, chez Havas, par exemple), sans régisseur du tout (Les Dernières Nouvelles d'Alsace), sous régie des deux grands (Le Progrès, avec Havas pour la locale et Régie-Presse pour l'extra-locale), ou encore avec une absence de régie au plan local et le recours à un régisseur pour la publicité nationale. L'attitude envers l'éventuel régisseur de FR 3 s'en ressent, de la crainte excessive de l'abus de position dominante par Havas au souci d'être associé, quoi qu'il ar-

rive, à la structure qui sera mise en place, ou à l'exigence. « *Si c'est Havas* », que l'intervention d'Havas soit claire. « *Il y a deux aspects dans l'agence Havas, dit M. Jean-François Lemoine, P.-D.G. de Sud-Ouest. C'est une entreprise globalement « publique », donc on peut en attendre un comportement de service public comme celui de la R.F.P. Mais ce côté a été entamé ces dernières années par le caractère de plus en plus industriel et commercial de ses activités.* » On pourrait certes calmer certaines de ces inquiétudes en imaginant de proposer aux annonceurs des « coupures » de campagnes publicitaires incitant par des tarifs plus bas à ajouter aux messages télévisés des placards dans la presse écrite.

En un mot, Havas fait peur. Il fait sans doute d'autant plus peur à certains que, depuis juillet, M. André Rousselet est devenu président de l'agence, et, depuis le 9 septembre, également président d'Eurocom. Ce haut fonctionnaire, ce chef d'entreprise, est surtout, depuis bientôt trente ans, un ami personnel du président de la République, dont il a été directeur de cabinet dès le 26 mai 1981. Il n'est pas membre du parti socialiste, mais a été le trésorier personnel de la campagne de M. Mitterrand, en 1974 comme en 1981, mais pas le trésorier des campagnes du P.S. Que le patron d'Havas soit l'homme du président n'a rien de nouveau : l'avant-dernier prédécesseur de M. Rousselet, M. Yves Cassin, était bien l'homme de M. Giscard d'Estaing. Il est vrai qu'il n'était pas président d'Eurocom, mais il est vrai aussi que l'homme fort d'Havas, Jacques Douce, disparaît en mars, occupait ce poste avec une présence et une puissance indéniables.

Pour les plus nombreux la volonté de puissance d'Havas existe, avec ou sans M. Rousselet. La crainte s'accroît de la double casquette dont ce dernier s'est coiffé, semblant ajouter ainsi le poids de sa propre volonté à celle du groupe.

Homme de volonté, M. Rousselet l'est incontestablement. Il a sans es-

can doute aussi le goût secret du pouvoir. C'est avec conviction qu'il défend l'idée qu'il se fait de sa tâche : « *On doit être soi-même et assumer ses choix. On peut être honnête autrement que superficiellement. Je veux éviter le mélange des genres, et ce sera pour moi une obsession que de distinguer mes deux présidences. Je suis donc très à l'aise d'être à la fois à la présidence d'Havas et à la présidence d'Eurocom.* » Sans douter de la sincérité de M. Rousselet, on peut se demander jusqu'où on peut aller, la faculté d'un tel homme de déborder ainsi sa personnalité.

Différencier les rôles ?

Il a eu d'ailleurs, tout en préparant la régionalisation plus poussée d'Havas, soumis un projet au gouvernement en ce qui concerne FR 3. Il s'agit, au travers d'une filiale nationale de la R.F.P., de FR 3, de l'agence Havas et de Publicis (et Publicis est d'accord avec ce schéma), de créer des sous-filiales régionales ou seraient présents d'autres partenaires, et notamment des représentants de la presse locale, ainsi que les régisseurs, au premier rang desquels Havas, bien sûr, mais pas d'agence de publicité, car il n'y aurait aucune raison d'écartier les agences du groupe Eurocom. Havas est prêt à assurer la gestion du maximum de ces régies régionales de FR 3. « *Le réseau Havas aura pour lui, dit encore M. Rousselet, d'être connu localement et de bien connaître les supports.* » De plus, si le marché de la publicité est pour l'instant un marché demandeur (la R.F.P. a dû, en raison des limitations de temps d'antenne, refuser près de 1 milliard de francs de budget en 1980), il pourrait bien devenir un jour « offret ».

M. Rousselet n'est pas le seul à envisager cette éventualité, - et, pour placer ses « espaces » non remplis, FR 3 aurait alors besoin de la force opérationnelle de professionnels bien rodés. On peut cependant se demander : si les hommes de la régie d'Havas, regroupés dans les mêmes locaux qu'occupent déjà ceux du tourisme et ceux des agences de publicité, savent, malgré les liens que crée la collaboration et malgré ceux qui, dans une capitale régionale, se disent entre les cadres d'un même ser-

teur professionnel, si ces hommes, donc, sauraient trouver en eux la capacité nouvelle de différencier leurs rôles.

La décision, bien sûr, appartient au gouvernement et au chef de l'État. Pour l'instant, au ministère de la communication comme aux plus hauts niveaux, aucune décision n'est officiellement prise. S'il paraît difficile de remettre en cause l'emprise de la R.F.P. sur la publicité nationale de FR 3 (pour laquelle Havas n'a jamais été candidat, dit M. Rousselet), il reste à définir le cadre juridique associant les divers partenaires et surtout à désigner qui d'Havas ou de la R.F.P. aura la responsabilité des choses.

M. Filloud avait, le 15 juillet, annoncé qu'on tenterait des expériences, dans les mois qui viennent, avec des quotidiens régionaux.

Deux questions se posent : qu'est-ce qui empêche des solutions variées et différentes suivant les régions, la R.F.P. ici, Havas là, Publicis ou un autre ailleurs, selon les réalités locales, puisqu'il est évident qu'en France l'habitude, en soi malsaine, de la régie n'est pas près d'être abandonnée ?

Pourquoi, à l'époque où la décentralisation est à l'ordre du jour, prendre une décision à l'échelon national, avant que les résultats des expériences annoncées soient connus ?

En tenir compte et y répondre pleinement éveillerait sans doute tout proche d'attention et calmerait des esprits qui, dans le microcosme de la publicité, sont toujours prompts à s'échauffer.

FIN

(1) M. Jacques Séguéla est, avec MM. Bernard Kouchner, Alain Cayrol et Jean-Michel Gaudard, l'un des quatre ministères de R.S.C.G., agence qui s'est créée, en quelques années, au deuxième rang des agences françaises. R.S.C.G. possède dix-sept filiales en province.

(2) On entend par « grands médias » la presse (quotidiens et périodiques), la télévision, l'affichage, la radio et le cinéma, qui reçoivent environ 60 % des dépenses publicitaires des annonceurs. Le reste étant consacré aux promotions, à l'édition d'imprimés publicitaires, à la publicité sur le lieu de vente, aux expositions, foires, salons, congrès, etc.

Ensemble
maris sous le nouveau travail temporaire

MANPOWER

Avec l'Ordonnance du 5 février 1982, le travail temporaire a changé. Manpower s'est adapté à cette nouvelle situation. Avec optimisme et détermination. Aujourd'hui plus que jamais face aux dispositions nouvelles, votre entreprise et Manpower doivent agir ensemble dans un esprit de concertation et

dans le respect vigilant de la législation pour une prise de décision commune. Telle est notre philosophie d'action. A votre confiance, Manpower répond par sa connaissance approfondie de l'univers professionnel, par sa sûreté et sa rapidité d'intervention. Pour la mériter, nous avons choisi de rester

le spécialiste du travail temporaire, en refusant de diversifier nos activités. Et si nous ouvrons aujourd'hui 25 nouveaux bureaux en France, c'est encore une façon de vous dire notre confiance dans l'avenir. Nous sommes prêts à vous la faire partager.

MANPOWER
TRAVAIL TEMPORAIRE TOUTES PROFESSIONS.

